MILLER, L'ANTI-MOUCHARD (page 25)

L'EXPRESS

7 JUIN 1957. — N° 311 100 FR. ALGERIE, TUNISIE MAROC : 100 FR.

INSTITUT FRANÇAIS DU ROYAUME-UNI BIBLIOTHÈQUE 0828 QUEENSBERRY PLACE, LONDON, S.W.7

Un document

Une lettre secrète de Français d'Algérie

Un entretien

Le poison atomique

jaugé par trois savants français

Un portrait

Paris découvre GIACOMETTI

(Charpentier-L'Express)

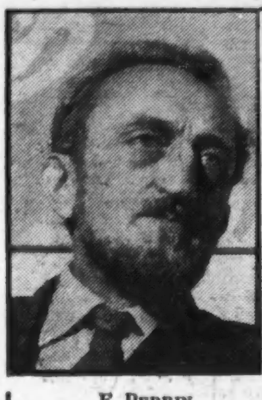
LE PROFESSEUR FRANCIS PERRIN, HAUT COMMISSAIRE A L'ENERGIE ATOMIQUE

« Ils ont mille fois détruit le monde, et mille fois, ils l'ont recréé : il n'y a que cette alternative. »

Paul Valéry (Mauvaises pensées et autres)

★★★★★

La lettre de « L'EXPRESS »



F. PERRIN
Presque timide

« CE n'est jamais bon de mentir... »

Ainsi les trois savants français qui ont bien voulu discuter en notre présence et répondre à nos questions au sujet des explosions atomiques expérimentales, ont-ils d'une seule voix conclu notre entretien.

Les savants ne sont pas des hommes tout à fait comme les autres, il est vrai, et toute leur personne le confesse. Dans les yeux de Francis Perrin, de Louis Bugnard, de Philippe Lhéritier, si différents physiquement l'un de l'autre, il y a la même lumière ; dans leur maintien la même réserve, dans leurs propos la même... on oserait presque dire : la même timidité.

Ils en sont à ce point de la connaissance où l'on découvre combien l'on sait peu, et que toute nouvelle porte ouverte débouche sur un nouvel inconnu.

Ils ne tranchent pas. Ils ne décrètent pas. Ils n'anticipent pas. Ils ne s'engagent pas. Ils disent très modestement ce qu'ils croient savoir, et qu'il faut préserver la race humaine du poison atomique sans insouciance mais sans panique.

C'est que les hommes de science n'ont pas affaire à l'homme. Microbes, chromosomes, radiations ou atomes ne s'apprivoisent pas par des discours, ne se livrent pas au plus aimable. Ils ne sont ni à vendre, ni à prendre, ni à juger, ni à convaincre, et ils ont le temps. Les savants passent, ils restent.

Aussi le contact quotidien avec des éléments irréductibles autrement que par la raison pure fait-il des hommes de science des êtres à la fois méfiants et timides en face de ces éléments pratiquement inaccessibles à la raison pure : les hommes. Et chez tous, on décèle, vivace, la foi dans le progrès.

A l'opposé des scientifiques se trouvent les hommes de pouvoir. Ne travaillant que sur de la matière humaine, ils sont entraînés à pratiquer la vérité provisoire. Ils tranchent, ils décrètent, ils anticipent, ils s'engagent, ils décorent, ils félicitent, ils blâment. Et ils sont pressés. La nation reste, ils passent.

Aussi le contact quotidien avec les passions humaines fait-il aisément de bien des amateurs de pouvoir des bavards assurés, fondamentalement persuadés que le progrès n'existe pas dans l'art d'être un homme, et que l'essentiel est de préserver les institutions.

Entre autres exemples, l'interrogatoire auquel a été soumis l'écrivain américain Arthur Miller avant d'être condamné — et dont nous publions ici le récit — traduit ce défaut de foi dans l'homme.

Peut-être est-il plus que jamais difficile de la conserver. Abdelkader Souani, l'Algérien qui a commandé à Melouza le massacre de trois cents de ses frères de race, portait aussi le nom d'homme.

Abdelkader Souani a-t-il des remords ? Ou de la stupéfaction à découvrir qu'après avoir exécuté un si parfait travail il est désavoué par ses chefs effrayés d'entendre le bruit que font ces morts ?

Assassinés, mutilés, dépecés, broyés dans l'engrenage de la violence, il ne manquait à ces cadavres bruns reniés par leurs auteurs, à ces suppliciés devenus de la chair à communiqués, que de baigner dans des larmes de crocodile. S'emploient soudain à « respecter la douleur des familles des victimes » ceux qui enverraient volontiers ad patres non pas trois cents mais trois cent mille musulmans, si cela pouvait se faire sans qu'ils y mettent eux-mêmes la main.

Nous savons encore ce que signifie la mort d'un ami ; nous ne saurons bientôt plus ce que signifie celle d'un homme, ce qu'est un homme ni un petit d'homme, de quelles larmes, de quel amour, de quelles souffrances, de quels espoirs est tissée la plus misérable d'entre les vies d'hommes. Nous ne savons déjà plus frémir d'horreur lorsque les morts anonymes ne vont que par trois.

Que le massacre d'un innocent, quels que soient la couleur de sa peau et le Dieu qu'il prie, continue à nous plonger le cœur dans l'ombre, c'est peut-être ce qu'il nous faut le plus âprement préserver.

Françoise GIROUD.

Un nouveau parti, même petit...

L'Express a tort de dire qu'une nouvelle formation ne serait qu'un parti bâclé. En effet, Pierre Mendès France devrait tout d'abord rompre avec un parti radical qui n'en portera bientôt plus que le nom, comme auparavant. Il lui sera impossible, sans continuer le paradoxe, de demeurer dans un parti qui pratiquera une politique totalement différente de celle qu'il préconise (...).

Pierre Mendès France doit rassembler ceux qu'il a attirés au parti radical et tous ceux qui veulent soutenir son action (je suis de ces derniers).

Il ne faut pas craindre de créer un nouveau parti, même petit, car par ses positions franches, il attirerait bientôt un plus grand nombre de militants (...).

Pierre Mendès France ne doit pas négliger cette dernière chance. Surtout, en ne leur proposant pas un moyen d'action, il risquerait de hisser dans le désarroi ou le dégoût un certain nombre de jeunes qui approuvent son action mais qui pourraient rapidement ne plus le comprendre.

C. J.
Reims.

Faites un effort

Votre position vis-à-vis de Mendès France est des plus sympathiques. Mais je crains que vous n'ayez malmené durement et injustement le parti radical dans votre dernier numéro. Je suis venu à ce parti après des années de réflexion. J'y ai trouvé un climat qui, dans l'état actuel des choses, me paraît plutôt réconfortant, puisque toutes les classes de la société y sont représentées et que chacun a la possibilité de s'y exprimer librement. J'insiste sur ce dernier point qui me semble capital ! Nous sommes là non point pour entériner des décisions plus ou moins arbitraires mais pour en discuter entre hommes de bonne volonté (...).

L'acte de foi que vous réclamez, nous sommes beaucoup à y avoir réfléchi, dans la solitude des camps et à la lumière de nos désillusions. Mais nous réclamons un réalisme qui intéresse la politique du pays à l'échelle nationale. Je puis vous assurer qu'il existe en province des radicaux qui œuvrent efficacement. Faites un effort : allez au-devant de ces hommes, interrogez-les sur les aspirations de ces provinciaux que Paris méconnaît peut-être. Il n'est question dans la presse que du retrait des éléments jeunes qui étaient venus au parti radical. Ce sang neuf était appréciable. Mais je trouve risible qu'on s'émeuve pour une défection aussi prompte ! Ces éléments nouveaux, ont-ils œuvré dans leurs comités, au sein de leur fédération ? Qu'ont-ils fait pour la propagande ? Un combat politique ne se mène pas en quelques mois. Il exige une adhésion d'esprit, mais il réclame davantage. Que les discours rentrent en coulisse au profit d'une action menée sur des bases solides.

SERGE MABIRE,
Caen.

Comités travaillistes

Si M. Mendès France, comme vous semblez le dire, ne doit pas lancer un nouveau parti, il est indispensable qu'au moins il mette en place une organisation civique, une ligue, des cercles où ceux qui veulent lutter pour les idées qu'il représente puissent travailler ensemble.

Ce que fit Jean Jaurès, avec ses « Comités républicains », il faut le faire maintenant avec des « Comités travaillistes ».

Ce sont ces noyaux qui permettront de préparer l'avenir, de sortir peut-être un jour de ce marais où se débattent les représentants des partis actuels, et de redonner aux idées politiques leur rôle qui est aujourd'hui (pour notre malheur) dérisoire et oublié.

JEAN SANAN,
Vitry.

Nous serions bien avancés

Je vous conseille de méditer les leçons politiques des *Chevaliers de Malte*. L'élimination lente mais sûre de P.M.F. et des jeunes Turcs de *L'Express* par les illustrissimes et révérendissimes Excellences du parti radical, est un coup fourré parfaitement digne du cardinal Canali. Mais l'ordre de Malte a su se défendre habilement (...).

S'il est beau pour un écrivain de monter seul sur une barricade et de crier ce qu'il pense, en politique, avoir raison tout seul, c'est avoir tort. Nous serions bien avancés si P.M.F. quittait demain le parti radical (...).

Sa place est au parti radical. C'est là qu'il doit préparer sa revanche. Son heure viendra comme est venue celle d'Herriot.

PAUL HILLAIRET,
Clermont-de-l'Oise.

Comme un gant

Vous aimez les citations à effet, je me permets de vous en signaler une. Peut-être (est-ce trop espérer ?) en ferez-vous part à vos lecteurs !

« Le mal dont souffre le pays, c'est la désagrégation de l'Etat et son pillage. Or l'agent de cette désagrégation et le bénéficiaire de ce pillage, c'est pour une grande part le parti radical. Et un parti n'est pas chose inerte qu'on puisse retourner comme un gant afin d'en renouveler l'usage; un parti existe par ses traditions propres qu'une fantaisie de conspirateurs ne saurait renverser. *Quiconque se fera chef dans le parti radical devra en accepter les mœurs; quiconque y mettra la main la salira, la rendra impropre aux purifications.* » (Daniel Halévy, « La République des Comités », Grasset, 1934, page 175.)

JEAN-PAUL BLANC,
Toulouse.

Jamais rampé...

Qui pourra dire les conséquences incalculables du choix de M. Coty, en 1955, lorsqu'il désigna Guy Mollet au lieu de Mendès France ? (...).

Quelqu'un a dit : « Certains hommes du parti radical me guérissent à tout jamais de l'envie d'adhérer à ce parti. » On peut en dire autant du parti socialiste (...).

A une époque où des civils bien à l'abri se permettent de qualifier de général de fellagha un Français qui a peut-être risqué cent fois sa peau pour son pays, peut-on dire que l'on mérite la venue au pouvoir du seul homme — ou peu s'en faut — qui soit capable de sortir la France du marécage où elle s'enlise ? Parce qu'il voit et pense clairement, parce qu'il est compétent, parce qu'il aime la France, parce qu'il n'a jamais rampé pour avoir un portefeuille et aussi : parce qu'il a déchaîné la haine des combinards.

M. HUMBERT,
Grand-Couronne.

Après s'être donné cœur et âme

J'ai lu avec intérêt dans votre numéro 308 la « Lettre d'un Algérien », de M. Jean Amrouche.

Non, mon cher compatriote, ce n'est pas en littérateur que vous parlez. Vous ne dites que ce que nous pensons en nos cœur et âme meurtris.

Je me cite en exemple entre des milliers. Combattant volontaire 1914-1918 (dix-sept ans), sous-officier en retraite après quinze ans d'armée dans laquelle j'ai servi dans les quatre coins du monde. Médaillé militaire, croix de guerre, à soixante ans d'âge j'ai honte de porter mes onze décorations. Employé dans une administration depuis vingt-cinq ans, mes chefs pourront en témoigner durant ma vie si j'ai manqué à l'honneur ou au devoir.

Il y a trente-cinq ans que j'ai choisi mon chemin. Devant les injustices et le contraire de ce que l'on m'a enseigné à l'école française où j'ai été formé, je me suis fait citoyen français. Jusqu'à ce jour, je croyais l'être. Maintenant je doute. Que de souffrances et de vexations inutiles durant toute une vie.

Mes coreligionnaires me tenaient à l'écart pour avoir opté pour la France.

Les Français (pas tous heureusement) me traitaient de... étant d'origine musulmane.

J'étais placé entre l'enclume et le marteau. Il fallait avoir une force de caractère pour résister.

Jusqu'à ces derniers temps, j'avais bon moral. Je ne m'occupais que de mon travail.

Mais, comme tout le monde, malgré les preuves du passé, certains zélés représentants de ma patrie adoptive à qui j'ai donné mon sang et ma jeunesse, aveuglés par le racisme tout en faisant la pacification à sens unique à la mode de 1838 (voir l'exposé du général Gérard de la loi sur l'Algérie, alors ministre de la Guerre) ont cherché à m'envoyer rejoindre au fond d'un silo mes coreligionnaires qui, la plupart, ne savent même pas pourquoi ils y sont.

Ce qui est terrible de tout ça ? C'est la déception, le réveil à la réalité si c'en est une. Après s'être donné cœur et âme et le reste qui me reste à vivre.

Z. S.,
Receveur des P.T.T.
Algérie.

Dans mon chantier

Vous pouvez publier ma lettre, je ne suis pas le seul dans ma corporation à penser ainsi.

Je viens de lire l'article de Jean Amrouche et je suis entièrement d'accord (...)

On peut très bien vivre et réaliser du bon travail avec des Nord-Africains, à condition de respecter leurs coutumes, d'être juste et de les traiter sur un pied d'égalité avec nous, surtout au point de vue salaire et considération. Les Nord-Africains de mon chantier ont des salaires égaux aux Français (travail égal, salaire égal).

J'ai personnellement souffert du chômage en province, à la suite de la politique d'un certain patronat qui importe de la main-d'œuvre d'outre-mer ou outre-frontières, la paye au plus petit salaire possible, créant ainsi une concurrence anormale sur le marché du travail, ce qui permet de payer des salaires bas aux ouvriers de province. C'est ce que l'on essaye de faire dans la région parisienne avec cette importation de main-d'œuvre italienne sous le prétexte de sa grande spécialisation, alors que c'est faux pour la majorité d'entre eux.

Nous avons en France des ouvriers supérieurs à eux, mais on les laisse végéter en province à des salaires indécents. Si, par hasard, ils viennent travailler, rien n'est prévu pour les loger et ils sont rançonnés par les hôteliers, alors que l'Etat fournit des logements collectifs à la main-d'œuvre étrangère (voir Chevilly-Larue, etc.).

LOUIS LEGROS,
Orly.

Suite du courrier p. 31

AU CENTRE MODERNE DU SECRÉTARIAT
ouvert récemment
par l'ECOLE NORMALE DE STENOTYPIE
(Ecole GRANDJEAN)
vous pourrez en une ou deux années suivant votre âge et votre formation préparer
le C.A.P. de Sténotypiste-Dactylographe ou le B. P. de Secrétaire
l'A. P. S. F.
(ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DES STENOTYPISTES DE FRANCE)
reçoit 5 fois plus d'offres d'emploi qu'elle n'a d'élèves à placer
Demandez documentation n° 150
8, rue Saint-Augustin - PARIS (2e)
RIC. 66-24

Tirage des I.P.R. (R. Séguin) 10, r. du Faub.-Montmartre, PARIS
Composition de TYPO-ELYSEES
91, avenue des Champs-Elysées - PARIS

ABONNEMENTS DE VACANCES
Pendant toute la durée de l'été, L'EXPRESS sera naturellement mis en vente dans toutes les stations touristiques.
Cependant, si vous voulez être certain de trouver L'EXPRESS chaque semaine, nous vous proposons des abonnements de vacances aux prix suivants :

2 SEMAINES	200 fr.
3 SEMAINES	300 —
1 MOIS	400 —
2 MOIS	650 —
3 MOIS	750 —

Règlement à L'EXPRESS, 37, Champs-Elysées soit par chèque bancaire, soit par virement postal au C.C.P. 7378-19 Paris

LES AFFAIRES FRANÇAISES

LA CRISE

● *« La crise, vous y croyez ? » dit de Gaulle. M. Coty, cependant, a une idée.*

Maintenant c'est clair

« *CE gouvernement stable dont nous avons tant besoin vaut bien quelques conversations.* » M. Bourgès-Maunoury, pressenti mercredi soir par le Président de la République pour dénouer la crise, est l'auteur de cette formule qu'il lança dès le lendemain dés élections.

Au moment où la crise entre dans sa troisième semaine, « quelques conversations » se sont déjà déroulées. Et « ce gouvernement stable », M. Bourgès-Maunoury va essayer très sérieusement qu'il soit le sien.

Avant que le ministre de la Défense Nationale du gouvernement démissionnaire ne soit appelé par M. René Coty, cinq « pressentis » avaient décliné l'offre du chef de l'Etat. La crise continuait. Quelle crise ?

Le général de Gaulle a résumé d'une formule l'impression générale : « *On dit qu'il y a une crise ministérielle ; mais vous y croyez, vous ?...* »

Incident ?

Au début, tout le monde admit qu'il s'agissait d'un simple incident technique.

Mais le Président de la République semble avoir compris — avant tout le monde — que le replâtrage ne serait pas si facile et qu'il n'était, d'ailleurs, pas souhaitable. Une occasion se présentait, peut-être, de rompre le cercle vicieux dans lequel, sur l'Algérie, s'était enfermé le gouvernement démissionnaire, de tenter une initiative politique qui rendrait à la métropole, là-bas, son pouvoir d'arbitrage.

Pour cette tâche, M. Coty avait, et a encore, un candidat. Tout indique que ce candidat est M. François Mitterrand, président de l'U.D.S.R. et ministre de la Justice du gouvernement Mollet, dont les sentiments sur l'impasse algérienne sont connus, ainsi que le sang-froid.

Toutefois, une désignation prématurée, hasardée, aurait vite eu raison de ses chances. Car M. Duchet et M. Lacoste ont résolu, ensemble, d'empêcher à tout prix que M. Mitterrand ne soit appelé. Avant de pouvoir donner une chance sérieuse à M. Mitterrand, le chef de l'Etat entreprit donc cette série d'opérations blanches, mais nécessaires, que l'on appelle dans le jargon parlementaire « lever des hypothèques ».

Pour ouvrir le débat, qu'il souhaitait large et approfondi, le chef de l'Etat fit alors appel à M. René Pleven.

Le bilan

Absent depuis trois ans des avenues du pouvoir, M. Pleven avait écrit, dès le lendemain matin de la chute du gouvernement : « *Puisque malheureusement la crise a éclaté, il faut maintenant qu'on essaie de la faire servir à quelque chose* ».

Dès ses premiers pas, l'expert présidentiel avait fixé sans ambiguïté le but de sa mission : « *Il s'agit moins*, avait-il déclaré, *de former un gouvernement que d'élargir la composition politique de l'ancien* ». Du même coup, M. Pleven se situait hors du peloton des candidats, ne menaçait personne.

La crise s'était ouverte sur le refus de 90 milliards d'impôts nouveaux, dont le vote devait être suivi de l'application par décrets de 50 milliards de taxes supplémentaires, puis de la discussion de 250 milliards d'économies budgétaires. M. Pleven, convaincu qu'il s'agissait là de palliatifs insuffisants pour redresser une situation lourdement obérée, fit état dans ses conversations de la nécessité de sacrifices infiniment plus importants : 200 milliards d'impôts, peut-être, et 400 d'économies.

Pour résoudre la crise des devises, les remèdes qu'il préconisait étaient plus rudes encore : suspension provisoire, mais totale, de la libération des échanges et reconversion complète de la politique des exportations.

Il marquait ainsi que le cabinet Mollet avait procédé par successives mesures de détail, sans objectif, sans cohésion, mésestimant les périls et exagérant les chances.

Seconde étape

Sur l'Algérie, le changement nécessaire apparaissait aussi brutal. M. Pleven brisait la fameuse trilogie « Cessez-le-feu d'abord, élections libres ensuite, puis nouveau statut » dans laquelle était enfermé depuis un an le gouvernement démissionnaire ; il proposait d'emblée une « *conférence de la Table Ronde* » associant les jeunes

(Intercontinental)

M. BOURGÈS-MAUNOURY — M. FRANÇOIS MITTERRAND

M. Lacoste restera-t-il à Alger ?

républiques d'Afrique Noire à la recherche d'une solution politique d'inspiration fédéraliste, immédiatement applicable. Enfin il posait, discrètement, la question de savoir si « *la formule d'un ministre résidant à Alger ne devait pas être reconsidérée* ».

Quand M. Pleven eut ainsi dressé, avec tact mais nettement, le bilan des problèmes non résolus, le Président de la République aborda le second épisode de sa difficile entreprise. Les modérés, qui avaient ouvert la crise, devaient, pour satisfaire aux rites, être priés de la résoudre. En dix minutes, M. Pinay confirmait officiellement qu'il était hors d'état d'y songer. Et M. Coty pouvait appeler le président du M.R.P., M. Pierre Pflimlin.

Tenu à plus de précautions que M. Pleven puisqu'il opérait pour son propre compte et devait imposer son arbitrage, M. Pflimlin se trouvait obligé d'adhérer sans réserve aux rares points d'accord existant entre les deux ailes extrêmes de la coalition « d'union nationale » qu'il tentait de constituer. Ces points d'accord étaient peu nombreux — maintien de M. Lacoste à Alger, élaboration d'un plan financier sans douleur. Ils représentaient un assez net recul sur les propositions qui avaient été lancées par M. Pleven.

Pour le reste, il fallait déterminer tant bien que mal la moyenne arithmétique des oppositions : on ne reviendrait pas sur la libération des échanges; on se contenterait des montants d'impôts et d'économies qui avaient été fixés par le gouvernement Mollet en puisant, pour le détail, dans l'arsenal fiscal que celui-ci avait établi. Pour l'Algérie, si l'idée d'élaborer un statut provisoire avant le cessez-le-feu et les élections était retenue, ce soin serait confié à un Comité spécial, méthode classique pour éloigner les responsabilités.

Mais le parti socialiste ne trouvait guère d'avantage à participer — sans le diriger — à un gouvernement qui ne résoudrait rien.

Pas le plus qualifié...

Il devenait d'ailleurs de plus en plus clair que le but de M. Guy Mollet était de provoquer la formation d'un gouvernement de transition qui préparerait son retour au pouvoir vers l'automne, en remplaçant — ce qu'il ne peut faire dès aujourd'hui — ses ministres les plus « encombrants », MM. Ramadier, Pineau, voire M. Lacoste.

Les socialistes, à leur Conseil National, dressaient donc un impressionnant et nostalgique catalogue.

Pour des raisons différentes, l'appui des autres partis n'était pas plus franc. Les radicaux demandaient au M.R.P. de s'engager sur la très laïque réforme de l'enseignement et sur le scrutin d'arrondissement ; les républicains sociaux le priaient de renoncer aux traités européens. Après deux jours de ce carrousel, M. Pflimlin se retirait et l'Union nationale avec lui.

En un quart d'heure, M. Coty levait une autre hypothèque encore en convoquant M. Guy Mollet, responsable de l'impasse, pour le mettre, officiellement, en face des conséquences de son attitude. Mais M. Mollet s'obstina. Il voulait un gouvernement de transition qui lui rendrait le pouvoir au bon moment. Il suggérait au chef de l'Etat deux noms de radicaux : celui de M. Billères, son ministre radical de l'Education nationale et celui de M. Bourgès-Maunoury, son ministre de la Guerre.

M. Billères se récusait, déclarant aux applaudissements de ses amis, qu'il n'était pas « le radical le plus qualifié ». Cette flatteuse formule ouvrait la porte au suivant, M. Bourgès-Maunoury, dont l'heure sonnait mercredi soir.

Sinon...

Pour la droite, il est l'homme sur qui, depuis trente mois, repose toute la politique algérienne : celle de M. Soustelle d'abord, qu'il a constamment soutenu lorsqu'il était ministre de l'Intérieur du gouvernement Edgar Faure en 1955 ; celle de M. Lacoste ensuite, dont il est le meilleur allié à Paris. Il est aussi l'organisateur de l'expédition de Suez, considérée par les modérés comme « l'échec le plus glorieux de l'Histoire contemporaine ». Il est, dans la crise radicale, l'adversaire de Mendès France. Pour M. Guy Mollet, c'est un allié fidèle, un Européen sincère, un laïc.

Après M. Pleven qui tenta de trouver pour les problèmes les plus graves des formules nouvelles, M. Pflimlin qui essaya encore de définir une orientation personnelle, on revient avec M. Bourgès-Maunoury à la poursuite pure et simple de la politique du gouvernement Mollet sur l'Algérie. Ainsi la crise semble maintenant arrivée à son point de clarté : si les partis de la majorité considèrent, dans l'ensemble, que la « pacification » de M. Lacoste peut et doit continuer, M. Bourgès-Maunoury va former son gouvernement. Sinon il est possible que le Président de la République puisse en arriver au choix qui lui paraît souhaitable.

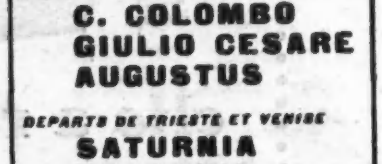
ALGÉRIE

● *L'indignation est justifiée, mais l'exploitation sans issue...*

Melouza

PENDANT cette semaine, l'une des plus sombres depuis le début du conflit algérien, des dizaines d'innocents sont encore tombés. Femmes, enfants, vieillards, civils qui ne participaient ni directement, ni indirectement au conflit sont morts victimes d'un terrorisme qui devient de plus en plus aveugle. L'effroyable boucherie d'Alger où des bombes ont provoqué la mort de 11 personnes et les blessures graves de 100 victimes françaises et musulmanes n'a cependant pas encore fait oublier à l'opinion les massacres de Melouza.

Ce n'est pas seulement du fait du nombre particulièrement élevé des victimes de ces massacres. Ce n'est pas seulement du fait de la sauvagerie des assassinats. Ce qui est apparu plus insupportable encore que le crime, c'est l'attitude du F.L.N. qui n'a pas hésité à rejeter sur des unités françaises la responsabilité du forfait. Au lieu de le désavouer, d'en châtier les auteurs, d'imiter en somme l'exemple de tous ceux qui, pour l'honneur de la France, ont dénoncé les égarements de la répression, les délégués du F.L.N. se sont réfugiés dans un alibi dérisoire. Certaines pu- →

Pour New York
sur la route du soleil
Confort de grande classe
Cuisine exquise et raffinée
Cordiale hospitalité sur les bateaux
DEPARTS DE CANNES
C. COLOMBO
GIULIO CESARE
AUGUSTUS
DEPARTS DE TRIESTE ET VENISE
SATURNIA
VULCANIA

ITALIAN LINE
"ITALIA" SOC. DI NAVIGAZIONE
AMERIQUE DU NORD . DU SUD . CENTRALE . PACIFIQUE
AGENCES MARITIMES RÉUNIES
Agents Généraux Passagers pour la France
49, avenue de l'Opéra - PARIS - Tél. RIC. 79-79

CRISE DES PARTIS

MAURICE DUVERGER

TOUTES les crises ministérielles donnent au public l'impression d'un jeu princier, conforme à des règles subtiles et mystérieuses, auxquelles il n'est pas initié. Il ne juge point cela choquant en temps normal, surtout si les partis politiques gardent le contact avec lui, et s'il se sent représenté par eux de façon valable. Cette crise est jugée plus sévèrement que les autres parce que la situation est exceptionnelle, et que le décalage est plus grand que jamais entre l'opinion et les partis.

Sans doute, un certain écart subsiste toujours entre eux. Malgré leur nombre, les partis ne peuvent pas reproduire toutes les nuances de l'opinion ni refléter ses changements incessants. Comme toutes les institutions, ils coagulent ce qui est naturellement fluide, ils fixent ce qui est mouvant ; leurs cadres et leurs dirigeants sont généralement en retard sur les évolutions. Mais le décalage atteint aujourd'hui des proportions telles que le pays n'a plus l'impression d'être représenté. Les divisions fondamentales de l'opinion publique ne correspondent plus, à l'heure actuelle, aux frontières des partis. Le radicalisme n'est pas une exception, mais l'illustration d'un phénomène général.

On a cru que la C.E.D., à propos de quoi s'est manifesté aux yeux de tous pour la première fois ce décalage essentiel, était un cas aberrant. Il est clair aujourd'hui que cette interprétation est fausse. Sur l'Indochine, sur l'Algérie, sur la politique extérieure, sur l'expansion économique, sur toutes les questions de base, les grandes oppositions ne coïncident pas avec la géographie des partis. Pour être moins spectaculaires, les divisions de la droite, celles du M.R.P. ou de la S.F.I.O. sont aussi profondes que les divisions radicales. Les communistes eux-mêmes n'échappent point à ce mouvement de désagrégation: leur monolithisme n'est qu'apparent.

L'OPINION est très consciente de ce fait. Beaucoup s'étonnent de sa fidélité aux partis traditionnels, à chaque élection : la stabilité de certains pourcentages à travers les scrutins successifs est évidemment frappante. A qui compare cependant la situation de la France et celle des autres démocraties d'Occident, la situation de la IVᵉ République et celle de la Troisième, c'est l'instabilité qui saute aux yeux et non la stabilité. Depuis dix ans, on a vu les électeurs se passionner successivement pour le M.R.P., pour de Gaulle et le R.P.F., pour Mendès France, pour le poujadisme... On n'épuise pas le problème en constatant que ces variations ont surtout porté sur le secteur de droite de l'opinion, sur cette partie du corps électoral qui n'a jamais pleinement adhéré au système parlementaire et qui est demeurée mouvante, flottante. Car elles le débordent en fait très largement. Une analyse approfondie démontre que des transferts de voix réciproques ont eu lieu d'ailleurs à l'intérieur des secteurs en apparence stagnants. Il semble aussi que les jeunes citoyens soient encore moins satisfaits que les anciens de l'échantillonnage de partis qu'on offre à leur choix.

Tout se passe, en réalité, comme si l'électeur français n'acceptait de choisir entre les candidats traditionnels que dans la mesure où il ne peut pas faire autrement : où nulle alternative valable ne s'offre à lui. Mais il n'a pas l'impression d'être représenté valablement par eux : d'où sa fuite, chaque fois qu'il le peut, vers ceux qui représentent une protestation, un refus (communistes ou poujadistes) ou qui semblent offrir une nouveauté réelle (de Gaulle en 1951, Mendès France en 1956). Il y a une grande disponibilité de l'opinion publique actuelle : beaucoup plus grande sans doute qu'entre 1900 et 1940. Cela ne veut pas dire que LE régime des partis, en soi, est condamné à disparaitre : nulle démocratie jusqu'ici n'a pu vivre sans partis, et l'on ne voit guère comment elle le pourrait. Et le sentiment démocratique est sans doute plus enraciné qu'on ne le croit dans l'opinion française.

Un décalage exceptionnel entre l'opinion et les partis

Cela veut dire que CE régime des partis va progressivement céder la place à un autre. Il ne s'agit pas seulement d'un « reclassement », suivant la formule consacrée, qui modifiera les alliances et les positions respectives des partis existants. Il faut s'attendre, semble-t-il, à voir certains d'entre eux éclater ou disparaître, à voir des mouvements nouveaux prendre la place des anciens. Sans doute, ce processus de rajeunissement se heurtera à beaucoup d'obstacles : les organisations manifestent une âpreté incroyable à survivre après que leurs raisons de vivre ont disparu. Mais il serait étonnant qu'il ne finisse point par s'accomplir, à la longue : à moins que le régime lui-même ne s'effondre, si sa rénovation est trop lente ou trop superficielle.

DANS cette perspective, que faire ? Une jeunesse ardente et inquiète se pose la question, avec une impatience accrue depuis l'échec des tentatives de Pierre Mendès France pour réveiller le vieux radicalisme. Des équipes existent presque partout, qui pourraient former les cadres d'un nouveau parti, qui rêvent passionnément de s'engager dans une aventure semblable. Pourra-t-on échapper, finalement, à une solution de ce genre ? Ou la transformation des partis existants sera-t-elle suffisante ? Si elle ne l'est pas, le moment est-il venu de créer une organisation nouvelle ? Le spécialiste, armé des trop pauvres moyens d'investigation d'une science sociale trop jeune, ne peut fournir aucune réponse nette.

Il peut dire seulement que toute action efficace, au stade actuel, doit se développer à la fois à l'intérieur des partis existants et à l'extérieur. L'erreur de l'opération Mendès France est d'être restée confinée au seul radicalisme, même élargi par des apports neufs. Négliger totalement les organisations en place pour en créer de nouvelles serait sans doute commettre l'erreur inverse. Le bouillonnement intense qui se produit dans tous les partis ne peut être négligé. Aider à se regrouper, à travers des frontières politiques qui ne correspondent pas à la réalité de 1957, ceux qui se sentent proches qui cherchent le cadre de leur rapprochement, les unir à ceux qui veulent agir en dehors des partis existants, engager ces groupes dans l'action concrète et pas seulement dans la définition d'une doctrine : telle est la solution qui paraît correspondre à la phase présente de l'évolution en cours.

Si les circonstances permettent à celle-ci de se développer normalement, les mécanismes ainsi créés pourront servir à transformer les vieilles organisations ou à en construire de nouvelles ; ce sont les faits qui détermineront le choix final et le moment du choix. Et si tout sombre brutalement, ces groupes seront les noyaux de la résistance à la dictature...

Maurice DUVERGER.

(Copyright « L'Express ».)

→

blications du F.L.N., imprimées soit à Tunis, soit à Rabat, certaines émissions radiophoniques enregistrées au Caire par la « Voix des Arabes » sous responsabilité F.L.N., viennent même d'accuser la France de recourir au napalm, aux gaz asphyxiants et même à la guerre bactériologique. Ce délire accusateur marque une déroutante faiblesse. Et il encourage au raidissement une opinion française déjà crispée. Il sert la cause des ultras.

Les égarements de la répression ne peuvent excuser et ne justifieront jamais des massacres comme ceux de Melouza. Si le F.L.N. persistait dans cette voie, il démontrerait qu'il a sur le peuple algérien les mêmes conceptions que les pires colonialistes : qu'il suffit d'en tuer un certain nombre pour rallier les autres à sa cause.

L'exploitation de cette affaire a été évidemment immédiate. Les ultras, les partisans intéressés de la politique de répression de M. Lacoste, tous ceux qui ont contribué à développer les conditions qui permettent de tels crimes, se sont livrés à l'indignation avec une évidente satisfaction. Cela était prévisible, mais cela doit rester sans importance. Pas plus que l'on ne doit se préoccuper de l'utilisation par le F.L.N. des vérités sur la répression, l'on n'a à se soucier de l'utilisation par les ultras des vérités sur le terrorisme.

Mais il reste que si une leçon est claire, c'est bien celle-là : en poursuivant une fausse « pacification » qui rejette les musulmans du côté des plus extrémistes, on livre de plus en plus le nationalisme algérien aux fanatiques de la rébellion. On va vers le drame sans issue.

J. D.

elle a raison...

...cette jeune femme qui, à tout autre café, préfère son NESCAFÉ 100 % pur café.

A-t-elle envie d'un bon café ? Aussitôt il est prêt dans sa tasse et "dosé" exactement comme elle l'aime".* *Elle en a toujours une boîte de réserve et sait que, grâce à son emballage hermétique, elle retrouvera toujours l'arôme délicieux des grains fraîchement grillés qui font de NESCAFÉ le meilleur des cafés.*

** Ceux qui redoutent le café du soir choisiront NESCAFÉ "décaféiné", un café noir sans nuit blanche.*

DOCUMENT

● ***Les amis de M. Lacoste à Alger sont très informés et très inquiets. Voici pourquoi.***

La lettre secrète des Français d'Algérie

L'impasse algérienne, plus que jamais, apparaît totale. A la tête de la rébellion, les extrémistes, fanatiques, partisans de la guerre sainte, prennent évidemment le pas sur les éléments plus politiques et plus modérés. Les ultras, de leur côté, qui représentent et manœuvrent les Français d'Algérie, ont consolidé leur influence et leur pouvoir : au point que les chefs militaires ont cru devoir indiquer au cabinet du Président de la République que si telle personnalité serait « acceptable » à Alger, telle autre se heurterait à une « émeute »... Après dix-huit mois de pacification, d'efforts, de sacrifices demandés à la nation, aucune ouverture n'apparaît. Après beaucoup d'autres, voici un témoignage, plus important que les autres, qui explique pourquoi. Des Français d'Algérie bien placés pour connaître intimement la situation, les dirigeants de la Fédération socialiste d'Alger, amis et collaborateurs de MM. Guy Mollet et Robert Lacoste, ont jugé que le moment était venu de dire comment les choses se passent là-bas. Ils ont envoyé une lettre au président du Conseil, datée du mois de mai.

Ce document impressionnant n'est connu que de quelques dirigeants. Cela ne suffit plus. Etant en mesure de le publier, nous avons jugé qu'il fallait le faire : il éclairera l'opinion qui peut, seule, maintenant, imposer un redressement de notre action en Algérie.

★

Monsieur le président du Conseil,

LES camarades du Bureau de la Fédération d'Alger ont l'honneur de vous rappeler qu'ils ont, en toutes circonstances, donné leur approbation totale à la politique algérienne de votre gouvernement.

A la tribune du Congrès de Lille, l'actuel secrétaire de la Fédération a déclaré que, lors de votre voyage à Alger, vous aviez su saisir d'un seul coup et dans son ensemble la dure réalité algérienne sans rien abandonner de la doctrine socialiste, suivant ainsi le conseil de Jaurès qui décla-

rait : « Il faut aller à l'idéal et comprendre le réel. »

Parti du programme du Front Républicain, influencé fâcheusement par la plate-forme électorale de Mendès, vous avez su, avec courage, engager le pays, mal préparé à cette idée, dans un effort militaire et financier indispensable. Comme nous l'avons écrit récemment dans une lettre au Secrétariat du Parti, nous sommes d'autant plus en mesure d'apprécier ce courage, que nous nous sommes même heurtés à beaucoup d'incompréhension, lorsque, en octobre 1955, nous avons demandé au groupe parlementaire de ne pas s'opposer au rappel des disponibles et à l'envoi du contingent en Algérie.

Notre devoir

Nous connaissons votre honnêteté et votre loyauté, monsieur le Président du Conseil, nous savons qu'en aucun cas vous n'accepterez que le retour au calme permette le maintien du *statu quo ante*, et qu'en aucun cas non plus vous ne tolérerez que le calme soit rétabli par des procédés dont l'application généralisée déshonorerait la France et le Parti dont vous êtes le secrétaire général.

Or nous avons le devoir de vous dire que l'application faite à Alger de votre politique dénature totalement vos intentions. Nous avons toujours exprimé à M. le ministre résidant, dans le secret de son cabinet, les réserves que notre conscience nous obligeait à faire. Nous n'avons guère été entendu. Pourtant nous avons toujours eu pour M. Robert Lacoste une affectueuse sympathie. Nous l'avons aidé loyalement. Nous avons toujours évité de donner aux Fédérations Métropolitaines des informations qui leur eussent malheureusement permis, si elles étaient déformées et exploitées à des fins regrettables, de mettre en cause les principes mêmes de la politique de votre gouvernement en Algérie.

Malgré les menaces de mort dont les camarades musulmans font l'objet de la part du F.L.N., malgré le malheur dont nous avons été frappés, lorsqu'en juin dernier le fils de notre camarade William Lévy a été abattu par les terroristes, malgré mille difficultés dues aux conditions locales, nous avons réussi à accroître nos effectifs de 60 %, nous avons obtenu l'adhésion de nombreux musulmans et nous avons placé l'un d'entre eux au secrétariat adjoint de notre Fédération. C'est parce que nous avons trop souffert de vous voir seul exposé le 6 février à la haine des ultras européens, que nous avons voulu rénover notre Fédération. Or, nous ne pouvons pas dire que ces efforts ont reçu, ici, tout l'encouragement qu'ils méritaient.

Notre silence

Le secrétaire général adjoint du Parti, votre collaborateur et ami Georges Brutelle, étant à Alger, nous avons essayé de le mettre en rapport avec des personnalités du monde musulman, afin qu'il puisse vous informer de l'état d'esprit exact des masses musulmanes.

Ces contacts ne nous ont pas valu que des félicitations.

Une délégation de parlementaires du Nord étant venue à Alger en voyage d'information, il a fallu que Janette Brutelle insiste vigoureusement auprès du cabinet du ministre, pour qu'un entretien nous soit accordé avec ces excellents camarades.

Depuis son retour de Paris, M. Robert Lacoste gronde. Il s'imagine entouré de traîtres. Ses meilleurs collaborateurs se trouvent dans l'obligation d'envisager leur départ.

De toutes parts des voix s'élèvent pour exprimer des troubles de la conscience. Seuls nous demeurons silencieux. Nous refusons en effet de nous prêter à des manœuvres qui tendraient à exploiter à des fins partisanes notre désaccord sur les méthodes d'application en le représentant en désaccord sur les principes de la doctrine. C'est pourquoi nous avons choisi, monsieur le Président du Conseil, de vous faire remettre le présent pli pour vous exposer les métamorphoses que votre politique subit dans son application quotidienne, car nous taire davantage serait démissionner devant nos responsabilités socialistes.

Nos craintes

Les déformations que nous avons à déplorer peuvent s'ordonner autour de deux points essentiels : l'abdication du pouvoir civil, et la transformation de la pacification en guerre répressive.

L'aventure du général Faure et le complot Kovacs ont fait apparaître au grand jour la volonté de certains militaires de recourir au pronunciamiento, grâce à l'appui d'ultras contre-terroristes animés de sentiments sudistes, en liaison avec un groupe de pseudo-nationalistes recherchant dans la catastrophe nationale la démonstration spectaculaire de l'inefficacité du « système ». Nous avions plusieurs fois appelé l'attention du ministre résidant sur la réalité de ce danger. Nous savons que dès le mois de juin, M. Robert Lacoste avait été avisé par son administration, qu'une tentative de prise du pouvoir par les militaires pourrait avoir lieu en décembre avec l'appui d'ultras européens.

Ni ces avertissements, ni les commencements d'exécution qui ont suivi n'ont pu convaincre le ministre de la nécessité de s'opposer à la prise légale effective du pouvoir par les offi-

→

(Service photographique de l'armée)

UN MORT DE MELOUZA
L'heure des bouchers

SUR LES MASSACRES

Le « Comité de Résistance spirituelle », qui réunit notamment François Mauriac, René Capitant, Henri Marrou, Régis Blachère, Pierre-H. Simon et Jean-Marie Domenach et qui a récemment publié la retentissante brochure intitulée « Des rappelés témoignent », pour obtenir une révision des méthodes de pacification, vient de faire, à l'occasion des massacres de Melouza, la déclaration suivante :

« LE « Comité de Résistance spirituelle » exprime son angoisse devant le caractère de jour en jour plus meurtrier et plus atroce de la guerre d'Algérie, où les victimes des deux camps se comptent quotidiennement par dizaines et par centaines.

« Ayant élevé une protestation solennelle de la conscience française lorsqu'il a vu les droits de la personne humaine et certains principes moraux et juridiques violés du côté de la France, il a le devoir de s'adresser publiquement aux chefs du F.L.N. et aux dirigeants de l'A.L.N. pour les mettre en présence de leurs responsabilités. En intensifiant systématiquement le terrorisme, en pratiquant et en préconisant l'assassinat politique comme moyen de guerre, en tolérant ou en organisant des massacres de civils français et musulmans, non seulement ils encourent de lourdes responsabilités morales, mais ils déconsidèrent politiquement leur cause et ils retardent et tendent à rendre impossible la solution équitable d'un conflit cruel et néfaste, car il est évident que le chantage à la terreur enlève ses chances et ses raisons à l'esprit de négociation et appelle la catastrophe de la guerre sans fin et sans merci.

« Le « Comité de Résistance spirituelle » conjure toutes les autorités civiles et militaires, politiques et religieuses, chrétiennes et musulmanes, intéressées au dénouement du drame algérien, de prendre les initiatives propres à faire reculer la fatalité sanglante qui pousse à s'entretuer les races solidairement responsables du bien commun de l'Algérie. »

VOUS AVEZ L'AME D'UN REPORTER

...KODAK VOUS LE PROUVE !

L'APPAREIL BROWNIE FLASH, simple, très bon marché (2.450 f), moderne, format 6x6, permet toutes les prises de vues de jour, d'intérieur ou de nuit grâce au KODAK Flash B. (1.333 f). Pour le plein été : employez le Film Kodak Verichrome-Pan. - Pour les jours moins ensoleillés : le Film Kodak-Tri-X.

Kodak

HOLMES

La classe anglaise et la fantaisie italienne adaptées au bon goût français.

FRAIS ET LEGERS, telles sont les qualités des vêtements qu'HOLMES a sélectionnés pour votre confort et votre plaisir

22, AV. VICTOR-HUGO - PARIS - PAS. 57-03

Vous vous lavez les dents matin et soir, mais il est plus important encore de vous laver les reins. Un grand verre d'EVIAN au réveil, un autre en vous couchant et.... vous serez toujours en forme.

EVIAN

Si pure ! Si légère !

EN 2 MOTS

par Brigitte GROS

DANS leur courrier, cette semaine, de nombreux parlementaires ont trouvé un faire-part de deuil encadré d'une large bande noire. Voici son texte : « Nous avons l'immense douleur de vous faire part du retour sur la scène politique de

Monsieur René Pleven
Duc de Dien-Bien-Phu

rendu subitement à l'affection de ses amis les naufrageurs de la France, le 24 mai 1957.

L'exhumation a lieu avec une mission d'information. »

Ce curieux document portait les signatures suivantes :

« de la part de :
l'Armée Française
Les Anciens Combattants d'Indochine
Les Combattants d'Afrique du Nord. »

Il était complété par un choix de citations extraites de discours prononcés par M. Pleven entre 1950 et 1954, et notamment celles-ci :

« ...Il ne saurait être question de nous retirer d'Indochine. » (27 juin 1952.)

« Il est exact que j'arrive en Indochine avec des pouvoirs exceptionnels. Cela n'est pas pour procéder à certains replis, mais au contraire pour aider le Haut-Commandement dans sa politique offensive... » (16 février 1954.)

★

AU cours de la grève du F.L.N. à Alger, tous les ouvriers musulmans de l'arsenal ont suspendu le travail.

En vertu des instructions générales de M. Lacoste, tous ont été licenciés. Parmi eux, il y avait des spécialistes impossibles à remplacer.

Les autorités militaires locales ayant procédé à une enquête détaillée ont constaté qu'un certain nombre d'entre eux n'avaient fait grève que par crainte ; parmi les autres, il n'y avait pas de militants particulièrement actifs du F.L.N.

Dans l'intérêt du service (et la perte de l'emploi ayant déjà constitué une sanction sévère), il fut proposé de les réembaucher. La décision soumise à M. Max Lejeune fut approuvée par ce dernier. Mais M. Bourgès-Maunoury refusa de l'entériner et exigea le maintien de l'exclusion des ouvriers en question, bien que certains d'entre eux soient techniquement impossibles à remplacer.

C'est alors que le Cabinet de M. Max Lejeune fit état de la motion votée par le Congrès Radical de Wagram le 4 mai, demandant une amnistie au profit des salariés et fonctionnaires algériens sanctionnés pour fait de grève ou délit d'opinion. Bien que cette motion ait été votée par M. Bourgès-Maunoury lui-même, il n'en maintint pas moins son opposition à la mesure proposée.

★

LE prochain ministre de l'Intérieur devra se prononcer sur un petit détail administratif qui peut paraître à priori sans grande importance mais qui, en fait, révèle un état d'esprit nouveau chez certains responsables politiques.

De quoi s'agit-il ? Du maintien ou de la suppression de la mention « nationalité française par naturalisation » qui doit être indiquée sur les cartes d'identité d'étrangers devenus français.

Cette mention existe depuis le 1er décembre 1955 et avait été ordonnée alors que M. Bourgès-Maunoury présidait aux destinées du ministère de l'Intérieur dans le gouvernement Edgar Faure.

★

M. ABED MZALI, secrétaire général de l'Education nationale tunisienne, se préoccupe déjà de la prochaine rentrée d'octobre. Il est venu à Paris recruter un millier de professeurs et d'instituteurs susceptibles de remplacer en Tunisie leurs collègues qui ont refusé les contrats proposés par le gouvernement de M. Bourguiba. La réussite de sa mission a pour la France une importance capitale : elle assurera le maintien indispensable de la culture et de la langue françaises dans la Tunisie indépendante.

B. G.

→

ciers et de mettre les ultras européens hors d'état de comploter et d'assassiner.

A) La découverte des intentions du général Faure, loin d'éveiller la méfiance du ministre à l'égard de certains généraux l'a conduit, dans le but dit-on de calmer les déceptions de l'armée, à confier des pouvoirs de police étendus au général Massu.

Celui-ci en a usé dans des conditions qui ont écarté le pouvoir civil des affaires, et les seuls fonctionnaires qui ont essayé de résister à cette emprise n'ont pas été soutenus comme ils le méritaient.

Placé en principe sous l'autorité du préfet d'Alger, le général Massu a complètement « démantelé » ce haut fonctionnaire, qui n'est même pas tenu au courant des arrestations, des perquisitions opérées par les paras. Un exemple suffira à montrer que l'autorité civile est placée dans l'impossibilité de faire exécuter ses ordres par l'autorité militaire.

L'affaire Boumendjel

Ainsi, dès le 4 février, un arrêté d'assignation à résidence surveillée a été pris par l'autorité civile contre Me Boumendjel. Cet arrêté n'a même pas pu être notifié à l'intéressé, le lieu de détention de l'avocat musulman ayant été gardé secret par les paras de Massu même à l'égard du préfet, chef hiérarchique officiel de ce général. Il est évident que si cet arrêté avait pu être notifié et exécuté, Boumendjel serait encore vivant.

Cet exemple, répété tous les jours, montre que l'armée est mal utilisée en Algérie. Pour être véritablement un instrument de pacification, elle doit demeurer sous le contrôle constant du pouvoir politique. Or, actuellement, l'armée est laissée entièrement juge de l'opportunité des moyens à employer, et le pouvoir civil, au lieu d'orienter son action et d'en tracer les limites, est placé à la remorque du pouvoir militaire.

Les deux fronts

B) Une telle situation est d'autant plus grave que les ultras européens n'ont pas reçu les coups qu'aurait dû entraîner la lutte sur deux fronts demandée par le Congrès de Lille. Certes, le ministre résidant a fait arrêter les responsables de l'attentat au bazooka, et a transmis « intégralement » le dossier comme le déclare un communiqué du gouvernement général. Mais il a fallu qu'un commandant de l'armée française tombe sous les coups des ultras, pour qu'il soit enfin décidé de mettre le groupe de l'O.R.A.F. hors d'état de nuire davantage. Le ministre savait pourtant depuis longtemps que l'O. R. A. F. était dirigée par le Dr Kovacs, comme nous le savions nous-mêmes.

Au début de novembre, un camarade du bureau fédéral reçut un cercueil portant la mention O.R.A.F. A partir de ce moment, nous n'avons cessé d'insister pour que des arrestations interviennent ; nos propositions ont été accueillies par des sarcasmes raillant notre manque de courage ou notre désir maladif, voire pathologique, de faire sanctionner les Européens de ce pays. Nous avons aujourd'hui le droit d'affirmer que si nos propositions avaient été prises au sérieux, le commandant Rodier ne serait peut-être pas mort.

L'audace criminelle des ultras ne paraît pas avoir convaincu davantage les pouvoirs publics de la nécessité de les combattre sérieusement.

Les coupables libérés

Nous avons eu la stupéfaction, le lundi 1er avril 1957, d'apprendre que sept Européens inculpés dans l'affaire du bazooka ont été mis en liberté provisoire, et que la levée d'écrou avait donné lieu, devant la prison civile, à un rassemblement d'Européens conduits par M. Coutalier, responsable du mouvement Poujade à Alger.

Les intéressés auraient dû être placés immédiatement en résidence surveillée, comme l'ont été récemment les médecins nationalistes relaxés ou bénéficiaires de sursis impliqués dans une affaire judiciaire. Par lettre adressée sur-le-champ au ministre résidant nous avons demandé que des mesures administratives soient prises pour que les intéressés soient placés hors d'état de nuire, et pour atténuer l'impression fâcheuse que leur présence en ville ne manquera pas de produire. A l'heure qu'il est, ils sont encore en liberté, et il est probable qu'ils y resteront.

Le refus de mener la lutte sur deux fronts s'est également caractérisé par des faits mineurs qui traduisent cependant avec clarté les intentions, tels que le transport de M. Alain de Sérigny dans l'avion personnel du ministre, le repas Lacoste-Borgeaud à la Trappe quelques jours avant la validation de M. Pugnet, et le maintien en fonction de la municipalité de Cherraga, présidée précisément par le sénateur Borgeaud, ou celle de Koléa, ayant à sa tête le royaliste Gabet, responsable des très graves événements qui s'y sont produits il y a peu de temps.

La répression collective

Mieux encore, la quinzaine d'attentats contre-terroristes avoués par Kovacs n'ont pas empêché la création à Alger d'une milice urbaine de 8.000 hommes armés, alors que la première demande de participation à cette milice en qualité de chef d'îlot avait été précisément celle du Dr Kovacs quelques jours avant son arrestation.

L'indulgence intolérable dont bénéficient les ultras européens, même quand ils sont inculpés de crimes, la liberté laissée aux paras d'agir à leur guise ont provoqué une dangereuse abdication du pouvoir civil, qui disqualifie l'Etat, ruine l'autorité politique républicaine responsable, et favorise la transformation de la pacification en guerre de répression collective.

La pacification se distingue de la guerre en ce sens qu'elle ne recherche pas l'extermination de l'adversaire, et qu'elle repose sur la discrimination des rebelles qu'il convient de mettre hors de combat, et des populations paisibles dont il faut s'assurer la sympathie et le concours. Certes, il n'est pas possible d'obtenir toujours des exécutants qu'ils séparent nettement ces deux formes possibles de leur action. Mais à partir du moment où la torture n'est plus le cas isolé d'un irresponsable, à partir du moment où les sévices ne sont sanctionnés que lorsqu'ils sont connus du public et sont susceptibles de faire scandale, à partir du moment où les perquisitions et les arrestations sont faites sans discrimination par quartiers entiers et maison par maison, à partir du moment où la charge d'assurer la sécurité urbaine ne repose plus ni sur la police classique ni sur l'armée du contingent, mais sur des régiments de parachutistes étrangers, il est évident que la pacification est abandonnée au profit d'une guerre de répression aveugle et collective.

La pacification discerne et distingue, la guerre répressive, au contraire, frappe aveuglément et collectivement, la pacification respecte la dignité humaine, la guerre répressive, au contraire, recourt systématiquement aux sévices et à la torture.

Il n'y a pas de doute, si l'on retient cette définition, que dans le département d'Alger tout au moins, la pacification a fait place trop souvent à la guerre répressive.

Les 20.000 internés

A) Le général Massu a fait admettre, pour le territoire du Grand Alger, le principe de l'arrestation en vue de l'assignation à résidence de 20.000 personnes. Une circulaire signée au nom du ministre, par le préfet directeur des centres d'hébergement, a prescrit en son temps les dispositions à prendre à cet effet. La résistance des autorités civiles répugnant à signer à tour de bras des arrêtés d'internement ne reposant sur aucun motif valable a permis de freiner cette véritable hystérie d'assignation à résidence. Il est probable que le nombre des internés dans les centres d'hébergement ne dépasse pas actuellement dans toute l'Algérie le chiffre de dix mille.

Cependant, la volonté nettement exprimée d'arrêter des personnes dans le but d'atteindre le chiffre fatidique de 20.000 internés fixé *a priori* marque le changement d'orientation radical intervenu dans la politique du maintien de l'ordre.

Il convient d'ajouter par ailleurs que les autorités militaires ont réussi à tourner la résistance des autorités civiles en ouvrant des centres clandestins dans lesquels seraient internés 30.000 musulmans coupés du reste du monde. Des ordres formels auraient été donnés pour que ces centres clandestins soient supprimés. Ont-ils été exécutés ?

La substitution de la guerre répressive à la pacification ne s'est pas opérée fortuitement. Le général Massu en a pris nettement conscience et c'est pourquoi il a essayé de la justifier sur le plan moral, par une note de service ci-jointe adressée à ses subordonnés.

La villa Susini

B) La guerre répressive n'a pas seulement imprimé au maintien de l'ordre un caractère de cécité que n'avait pas la pacification, elle en a aussi aggravé les méthodes.

(Dudognon)
M. HENRI BORGEAUD

Tous ceux qui ont eu le malheur d'être appréhendés par les soldats du régiment de parachutistes étrangers, ont connu les douleurs et la honte de la torture.

Le 1er R.E.P., composé le plus souvent d'anciens S.S. allemands, est installé à Alger à la villa Susini, dans les locaux de l'ancien consulat d'Allemagne, ce qui constitue déjà tout un symbole et tout un programme. De nombreuses personnes libérées de cette villa après plusieurs jours de détention, sont venues spontanément à la Fédération socialiste raconter leurs souffrances et montrer les traces des sévices subis.

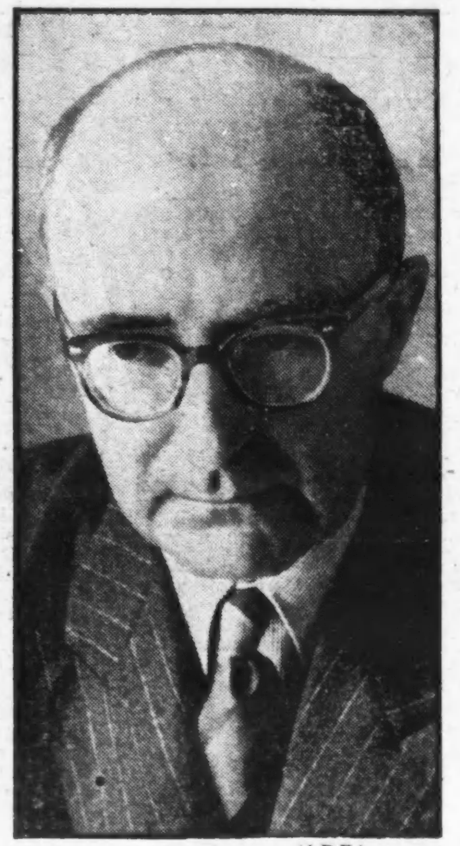
Tous sans exception ont senti passer sur eux un frisson de terreur en prononçant le nom d'un soldat de première classe nommé Feldmeyer, spécialisé dans l'application des électrodes sur les parties les plus sensibles du corps, ou dans l'immersion dans l'eau, jusqu'à étouffement, des têtes des personnes livrées à ses mains expertes. Les tortures infligées aux détenus de la villa Susini ne sont pas des cas isolés, frappant les personnes en fonction des griefs articulés contre elles ou des renseignements qui peuvent en être obtenus par la souffrance physique. Les « suspects », hommes ou femmes, qui pénètrent à la villa Susini sont systématiquement passés à la « question » parce que c'est la règle formelle, parce que c'est la loi d'airain, qui régit les rapports des humains dans cette jungle allemande. Nous tenons à votre disposition, monsieur le Président du Conseil, un nombre impressionnant d'exemples répété de sévices ou d'exécutions sommaires, survenus parfois dans les conditions les plus terrifiantes, et que nous passons sous silence pour ne pas alourdir cette correspondance, mais qui, tous, attestent de l'abandon de la pacification au profit de la guerre répressive.

Le dernier quart d'heure ?

Les conséquences de cette novation sont faciles à calculer. La confiance se dégrade au lieu de se restaurer, les réformes demeurent sans portée réelle, vos appels au cessez-le-feu ne trouvent aucun écho, les élections libres apparaissent comme un mirage trompeur, le F.L.N. durcit sa position parce que les masses musulmanes injustement frappées substituent la complicité de l'idéal à la complicité de la peur; finalement, on perd l'Algérie, on la perd patriotiquement, mais on la perd tout de même ; car c'est mal analyser la situation que de croire qu'elle s'améliore.

Fin février 1956, à un moment généralement considéré par le public comme le plus difficile après une campagne électorale qui avait soulevé certains espoirs, le chiffre des attentats pour toute l'Algérie était de 1.100 fin novembre 1956, il était de 2.400 fin

(A.G.I.P.)
M. Robert Lacoste
« *Une indulgence intolérable* »



(A.D.P.)
M. Alain de Serigny

février 1957, il était de 3.000 fin mars; à la suite de l'action des paras à Alger, il est de 1.600. C'est en se fondant sur la chute de 3.000 à 1.600 attentats intervenus le mois dernier que l'on se base pour affirmer que l'on approche enfin du dernier quart d'heure annoncé depuis longtemps. Nous craignons, pour notre part, que ces conclusions ne soient trop hâtivement tirées sans compter que le nombre des victimes civiles et militaires reste constant et que cette amélioration sur le plan militaire coûte un prix extrêmement élevé sur le plan psychologique.

C'est sans joie, monsieur le Président du Conseil, que nous vous écrivons cette lettre. Nous nous y sommes résignés après de longs atermoiements parce qu'il nous répugne à paraître critiquer et condamner.

Nous vous donnons l'assurance, monsieur le Président du Conseil, que nous ne profiterons jamais de ce que notre présence à Alger nous permet de voir et de comprendre pour alimenter d'autres angoisses.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le Président du Conseil, l'hommage de notre respectueux dévouement.

Mai 1957
Le Bureau
de la Fédération S.F.I.O.
d'Alger.
Signé :
Ceccaldi-Reynaud.

GOUVERNEMENT

● ***La crise aura appris aux Français quelque chose que M. Dulles savait déjà : l'effondrement d'une illusion. Mais que fera le gouvernement français d'ici à la fin de l'été ?***

Qu'allez-vous faire en septembre ?

MARDI soir, à l'Elysée, tandis que les consultations se poursuivaient, les collaborateurs du président René Coty manifestaient leur désappointement. Après les massacres de Melouza, le président de la République attendait des Etats-Unis un écho retentissant au solennel appel qu'il avait adressé à la conscience universelle. Les réactions américaines s'étaient révélées bien tièdes. Et le correspondant du *Monde* à Washington câblait qu'on avait tort en France de s'étonner de cette tiédeur : *« Il n'y a pas de malentendu entre la France et les Etats-Unis sur l'Afrique du Nord,* écrivait M. Henri Pierre. *Il y a un* désaccord total. »

Consultés sur ces affirmations brutales, les hauts fonctionnaires du Quai d'Orsay ne purent que confirmer l'évolution du gouvernement américain dans ce sens. Notre ambassadeur à Washington, M. Hervé Alphand, a notamment rendu compte au gouvernement français des résultats des missions de MM. Nixon et Richards, envoyés spéciaux du président Eisenhower en Afrique, qui, à leur retour, se prononcèrent en faveur d'une pression américaine sur la France pour une négociation en Algérie.

Une confidence

On sait aussi maintenant au Quai d'Orsay qu'au cours de la conversation entre MM. Guy Mollet et Foster Dulles, le 7 mai, le secrétaire d'Etat avait été alarmé par une confidence du président du Conseil français. Ce dernier avait déclaré qu'il lui fallait renoncer à l'ancienne procédure des appels au « cessez-le-feu » en Algérie.

— *Mais,* avait répondu M. Dulles, *c'est sur cette procédure que les Nations Unies ont fait confiance à la France en février dernier. Comment allez-vous faire en septembre prochain ?*

Pas de réponse. M. Dulles, de retour à Washington, conclut alors que si les Français eux-mêmes renonçaient à leur procédure, c'est qu'elle avait échoué et ils ne semblaient pas avoir de politique de rechange.

Ce renoncement ne devait être connu de l'opinion française que du fait de la crise. Dès que les consultations commencèrent, les interlocuteurs s'aperçurent que les socialistes ne faisaient plus aucune allusion à un plan sur lequel ils avaient pris de solennels engagements.

Pendant quinze mois, la France avait fait sien le plan de M. Guy Mollet. Sur ce plan, des coalitions intérieures et des alliances internationales s'étaient cimentées. Davantage, les socialistes s'étaient engagés à ne participer à aucun gouvernement et à ne soutenir aucune formation qui fit une autre politique que celle contenue dans la « déclaration du 9 janvier » (1) :

1° Cessez-le-feu inconditionnel ;
2° Elections livres dans les trois mois suivant le retour au calme.
3° Discussion avec les représentants ainsi élus pour arrêter l'organisation future de l'Algérie.

Changement de procédure ?

C'est sur la lettre et l'esprit de cette déclaration que M. Pineau obtenait à l'O. N. U. l'accord notamment des Etats-Unis et des pays d'Amérique latine en faveur de la thèse française. M. Pineau, au retour de Washington, déclarait que « la France avait passé avec ses alliés un véritable contrat moral » : la promesse de réaliser la trilogie : cessez-le-feu, élections, négociations.

Or, aujourd'hui, cette trilogie est purement et simplement abandonnée. Il n'est plus question, pour la S. F. I. O., d'en faire une condition quelconque. Au contraire, la motion présentée par M. Pierre Commin, secrétaire général adjoint, en vue du Congrès national du Parti socialiste, fin juin, prévoit même l'éventualité de l'échec des appels au « cessez-le-feu ».

Changement de procédure ? Oui, mais qui, en l'occurrence, a une lourde signification. Car toute la procédure de la déclaration du 9 janvier était fondée sur la réussite de la pacification : les rebelles devaient nécessairement accepter le cessez-le-feu parce qu'ils étaient « au dernier quart d'heure », « près de la fin », etc. Si aujourd'hui les socialistes conviennent que les rebelles sont en mesure de refuser le cessez-le-feu, c'est bien qu'ils admettent officiellement l'échec de la pacification.

Il y a d'ailleurs sur ce fait unanimité. Et c'est pourquoi tous les leaders politiques, de MM. Pflimlin et Soustelle à MM. Commin et Pleven, envisagent des « Institutions provisoires » avant le retour au calme. Mais est-ce réalisable ? M. Robert Lacoste sait mieux que quiconque que cela est irréalisable et il le dit. Alors, que faire ? Septembre est proche et la France aura cette fois très peu d'amis à l'O. N. U. Le terrorisme sévit avec une violence rarement atteinte.

C'est pourquoi les projets sur l'Algérie succèdent aux projets : l'un d'entre eux cependant commence à impressionner, c'est celui de M. Gaston Defferre, qui vient d'être diffusé dans les fédérations socialistes. L'ancien ministre de la France d'outre-mer n'a jamais dissimulé son désaccord sur la politique algérienne de M. Guy Mollet. Mais c'est seulement aujourd'hui qu'il présente, avec la fédération des Bouches-du-Rhône, un véritable programme.

(1) Cette déclaration est celle que M. Guy Mollet avait prononcée avant les débats de l'O. N. U. et qui fixait les grandes lignes de la politique algérienne.

Le projet Defferre

M. Defferre peut présenter ce programme avec d'autant plus d'autorité que son action en Afrique Noire constitue la seule réussite incontestée du gouvernement de M. Guy Mollet.

M. Defferre fait sur l'Algérie un projet audacieux. Les objectifs sont l'autonomie de l'Algérie et la constitution d'un vaste ensemble nord-africain. L'Algérie obtiendrait une autonomie large, plus complète encore que celle octroyée au Cameroun avec l'approbation de l'O. N. U. : gouvernement algérien présidé par un Premier ministre élu par deux Assemblées. L'une de ces deux Assemblées cependant serait une sorte de Conseil de la République, élue au deuxième degré, représentant particulièrement les villes, les territoires, les groupements économiques, culturels et religieux et serait composée pour moitié d'Européens, pour moitié de Musulmans. L'autre Assemblée étant législative, élue au collège unique et au suffrage universel. Un haut-commissaire français serait chargé, comme en Afrique noire, de la Défense nationale, de la politique extérieure, de la monnaie, des douanes, etc.

Pour faire accepter ce statut, M. Defferre propose une négociation secrète décidée et menée en France par la Présidence du Conseil, suivie par des porte-parole officiels, et entreprise en association avec la Tunisie et le Maroc.

Cette négociation devrait mettre l'opinion musulmane en face d'un choix : ou bien statut d'autonomie très libéral garantissant le concours financier, économique et technique de la France, ou la guerre véritable (avec mobilisation générale en France, état de siège, etc.).

La contradiction est totale avec la trilogie de M. Guy Mollet : la négociation est politique, elle précède le cessez-le-feu et les élections devront se faire, ensuite, dans le cadre du statut octroyé.

M. Defferre pense que les méthodes actuelles de pacification conduisent à l'impasse. Mais il pense aussi que leur substituer, sous la pression américaine ou par crainte de l'échéance de l'O. N. U., un projet de régime transitoire irréalisable n'est pas une solution. Il faut aller jusqu'au bout du libéralisme et, si celui-ci n'est pas accepté, jusqu'au bout de la guerre, avec les sacrifices qu'elle imposerait alors.

La crise économique

ON POUVAIT LA PREVOIR

EN quoi consiste la crise économique que nous traversons, au dixième anniversaire du plan Marshall? Qu'est-ce qui est grave, qu'est-ce qui ne l'est pas ?

Pour dissiper les idées fausses et les apparences compliquées qui recouvrent aux yeux des Français des mécanismes vitaux de la nation, pour rendre clairs des problèmes clairs, L'Express *a interrogé la semaine dernière quatre spécialistes (réunis sous le nom de* L'Economiste*). Au cours de cet entretien,* L'Economiste *a expliqué pourquoi :*

1. - La crise de trésorerie (obligation de demander des avances à la Banque de France) n'est qu'un accident technique ;

2. - La crise de devises est l'expression d'un phénomène grave, provoqué par l'essor de l'industrie française, coïncidant avec la fin de l'aide américaine sans que la politique économique ait été orientée de façon à y faire face. La crise a été accélérée par des dépenses « accidentelles ».

Poursuivant notre entretien, nous verrons maintenant : 1) si le gouvernement démissionnaire a eu une politique économique cohérente à partir de la situation dont il héritait ; 2) ce que pourrait faire le futur gouvernement.

L'EXPRESS. — Nous avons vu la semaine dernière que la crise des devises était prévisible de longue date. Peut-on dire que le gouvernement démissionnaire ait été aveugle sur ce point ? Que la politique suivie pendant dix-huit mois n'ait rien fait pour éviter la crise menaçante, que même peut-être elle l'ait aggravée ?

L'ECONOMISTE. — Le gouvernement né des élections de janvier 1956 s'est trouvé devant une situation économique d'une extraordinaire difficulté :

a) Il arrivait après des années pendant lesquelles la nation, grâce à l'aide extérieure, s'était accoutumée à dépenser plus qu'elle ne produisait ;

b) Au moment où cette aide extérieure disparaissait, le démarrage de la production intérieure donnait confiance aux chefs d'entreprises et ceux-ci croyant enfin à une expansion durable commençaient à accroître leur équipement.

Cette seule conjoncture aurait suffi à rendre la situation difficile. Mais s'y ajoutait :

c) Le fait que le gouvernement était à direction socialiste, avec un programme d'améliorations sociales auquel il ne pouvait renoncer sous peine de se renier lui-même : aide aux vieux, diminution des écarts existant entre zones de salaires, enfin, impossibilité de faire une politique salariale moins généreuse que les gouvernements modérés qui l'avaient précédé. Le drame est que cette politique salariale, possible en 1953 et 1954 pour faire redémarrer la production en l'absence d'un taux élevé d'investissements ne l'était plus en 1956 ;

d) Le gouvernement était entraîné rapidement dans une politique algérienne terriblement coûteuse ;

e) Les conditions atmosphériques même se mettaient de la partie et les gelées de février 1956 réduisaient sérieusement la production agricole.

Chacun de ces éléments à lui seul aurait suffi à déclencher une tension inflationniste. Tous réunis, ils la portaient à un degré insupportable.

L'EXPRESS. — Qu'appelez-vous tension inflationniste ?

L'ECONOMISTE. — Il y a tension inflationniste lorsque, soit pour l'ensemble des marchandises, soit même pour un certain nombre de marchés à partir desquels se propage le déséquilibre, la demande, exprimée en monnaie, est supérieure à la valeur offerte, c'est-à-dire aux marchandises exprimées à leur prix de production.

L'EXPRESS. — C'est-à-dire que les prix montent. Quel est l'inconvénient ? Pourquoi le mot inflation est-il péjoratif ?

L'ECONOMISTE. -- Du point de vue intérieur, cela pourrait effectivement n'avoir qu'un inconvénient mineur. L'inflation est, sous certaines conditions, un procédé d'ajustement ou de rééquilibre. Quand les prix montent, les gens sont contraints d'acheter moins de produits, puisque leur revenu, lui, n'augmente pas. Dans une période de chômage ou avec un gouvernement autoritaire, on peut concevoir que les salariés ne soient pas en mesure d'obtenir de hausse de salaires à la suite des hausses de prix. L'offre et la demande se rééquilibrent à un niveau de prix plus élevé et l'inflation s'arrête. Mais :

1) Même dans ce cas, il se pose un problème d'échanges extérieurs, car les prix intérieurs plus élevés font baisser les ventes à l'étranger ;

2) De plus, dans une situation de plein emploi et même de suremploi, c'est-à-dire de pénurie de main-d'œuvre, comme était celle de la France dès la fin de 1955 et encore plus après les rappels de disponibles de mars 1956, les salariés sont en position d'obtenir des rajustements de salaires au fur et à mesure des hausses de prix. L'inflation au lieu de s'arrêter s'entretient et même s'accélère du fait des phénomènes psychologiques, sans qu'aucun niveau d'équilibre stable puisse être trouvé.

L'EXPRESS. — Ce n'est cependant pas la situation à laquelle nous avons assisté. Les prix n'ont pas tellement monté en 1956. Rien de comparable à l'inflation allemande de 1922 ou même à l'inflation française de 1947-48 ou de 1951 ?

L'ECONOMISTE. — C'est exact. La pression inflationniste considérable a été contenue par le déséquilibre de la balance commerciale.

L'EXPRESS. — Quel est le rapport entre le déficit de la balance des échanges avec l'extérieur et l'inflation ?

L'ECONOMISTE. — Importer plus qu'on n'exporte, c'est mettre sur le marché intérieur des marchandises pour la production desquelles il n'a pas été distribué de revenus. L'excès des revenus par rapport aux biens offerts qui caractérise l'inflation est corrigé par un apport de biens produits à l'extérieur et n'ayant donc pas donné naissance à distribution de revenus à l'intérieur de l'économie.

L'EXPRESS. — Je ne comprends pas très bien. Ces marchandises venant de l'extérieur qui rétablissent l'équilibre ne tombent pas du ciel. Il faut bien les acheter.

L'ECONOMISTE. — On peut les acheter soit avec des devises, c'est-à-dire des créances sur l'étranger, accumulées dans une phase antérieure, soit grâce à des prêts de l'étranger. En 1956 et encore au début de 1957, nous avons consommé les réserves de devises accumulées les années précédentes grâce à l'aide américaine. Nous avons pu, grâce à ces réserves, acheter à l'étranger et consommer beaucoup plus que nous ne produisions. C'est ainsi que nous avons fait face à l'excès de la demande intérieure résultant :

1) D'un niveau d'investissements élevé ;

2) De dépenses publiques gonflées par la guerre d'Algérie ;

● La déflation et ses dangers, les impôts et leur impopularité, l'aide extérieure et ses impératifs ou un mélange des trois, le remède sera amer...

3) D'une consommation gonflée par de hauts niveaux de salaires et les mesures d'aide aux vieux.

L'EXPRESS. — Le gouvernement a-t-il eu raison ou tort de procéder de cette façon ?

L'ECONOMISTE. — Il est facile aujourd'hui de dire qu'il a eu tort parce qu'apparaissent d'un seul coup toutes les charges qui ont pesé au cours de l'année sur l'économie française.

Au départ, il n'était pas déraisonnable de maintenir et accroître l'expansion, en laissant se développer les investissements spontanés, souhaités depuis tant d'années et en essayant de contenir l'inflation par une politique de blocage des prix, une politique de détaxation des produits de consommation et une politique d'emprunt au stock des devises.

L'EXPRESS. — La politique de détaxation des produits de consommation, c'est celle qui a été appliquée à propos des fameux 213 articles et qui irrite si vivement le public ?

L'ECONOMISTE. — Le public a tort, au moins sur un point précis : le prix de la viande, du lait, a *vraiment* baissé, quand l'Etat a renoncé à percevoir une taxe que lui versait auparavant le producteur de viande, de lait, etc. Je poursuis... Si les opérations d'Algérie s'étaient terminées rapidement, si Suez n'avait pas eu lieu, cette politique aurait pu réussir. La pénurie de main-d'œuvre consécutive aux rappels de disponibles a beaucoup contribué à mettre la classe ouvrière en mesure d'obtenir des hausses de salaires. Le gonflement des revenus intérieurs qui en est résulté a rendu de plus en plus difficile et coûteuse la politique de maintien des prix sans action directe sur les éléments de la demande.

L'EXPRESS. — Quand cette première politique a-t-elle cessé à votre avis d'être raisonnable ?

L'ECONOMISTE. — Encore une fois, il est facile à posteriori d'être un censeur vigilant. Cependant, il est probable qu'au milieu de l'été dernier il fallait changer de politique. Dès lors que la pacification en Algérie paraissait engagée pour de longs mois dans une voie coûteuse, dès lors que le rythme des investissements s'affirmait exceptionnellement élevé, dès lors que par principe le gouvernement ne pouvait renoncer à sa politique sociale, la politique économique qui avait été choisie au départ, qui était une politique pas très lourde du point de vue des impôts et pas très économe du point de vue devises, devenait intenable. La stabilité des prix qu'elle se proposait devenait de plus en plus artificielle et coûteuse. Maintenant le pouvoir d'achat des ménages, elle encourageait l'avance prise par la consommation sur la production au moment où il aurait fallu faire un puissant effort en sens inverse. En même temps, elle accroissait les charges publiques sans que le gouvernement ait pu imposer à sa majorité de droite l'effort fiscal qui en aurait été le corollaire logique.

L'EXPRESS. — Le gouvernement a renoncé l'été dernier à son programme d'impôts, mais a accepté en échange de faire une politique d'emprunt qui a été un grand succès. Les 300 milliards de l'emprunt Ramadier du mois d'octobre n'ont-ils pas été plus efficaces que les 150 milliards d'impôts qu'il voulait faire ?

L'ECONOMISTE. — Non. On confond le problème d'approvisionnement des Caisses du Trésor et le problème de réduction de la demande intérieure. De ce dernier point de vue qui est celui que nous traitons en ce moment, l'emprunt n'apporte rien.

L'EXPRESS. — Comment cela ? L'argent confié à l'Etat en souscription de l'emprunt ne sera-t-il pas dépensé, exactement comme l'argent remis au percepteur en paiement d'impôt ?

L'ECONOMISTE. — Nous partons d'une situation donnée des revenus et de la fiscalité. Cette situation se traduit par un certain revenu disponible pour les particuliers, revenu disponible dont ils sont disposés, selon une loi de comportement assez stable, à consommer une partie et à épargner l'autre. Faire un emprunt, c'est leur offrir une forme pour cette épargne qu'ils sont disposés à faire sur la base de leurs revenus disponibles. Si vous faites un emprunt d'Etat très alléchant, vous drainerez vers le Trésor, au détriment des augmentations de capital des entreprises ou des autres placements bénéficiant déjà au Trésor, dépôts en caisses d'épargne par exemple ou même des placements en monnaie, dépôts en banque et billets, l'épargne disposée à se placer. Vous modifierez sa répartition, non son montant total. Le seul cas où l'emprunt provoque une épargne supplémentaire, c'est quand il est tellement séduisant qu'il amène les gens à épargner plus qu'ils n'auraient fait en son absence. C'est très exceptionnel.

Si au contraire vous instituez un impôt supplémentaire, vous réduisez dans tous les cas le revenu disponible et par conséquent la consommation.

Il faut seulement faire attention que vous ne réduisez pas la consommation du montant de l'impôt supplémentaire, mais d'un peu moins, car en réduisant le revenu disponible, vous réduisez aussi l'épargne. C'est pourquoi il faut, quand on distribue 140 milliards supplémentaires dont on est sûr qu'ils iront en totalité à la consommation (cas du Fonds vieillesse), établir en contrepartie un impôt supplémentaire de plus de 140 milliards, si l'on veut que le niveau global de la consommation reste inchangé.

L'EXPRESS. — Alors l'emprunt ne sert à rien. Il n'a pas de bénéfice économique ?

L'ECONOMISTE. — C'est plus compliqué. Il a des effets indirects. L'emprunt Ramadier de novembre 1956 a été économiquement heureux, mais essentiellement par son action sur le marché monétaire. Il a modifié les rapports entre la Banque de France et les banques. Il a contribué à assécher les trésoreries des banques et à mettre celles-ci dans la main de la Banque de France. Si la Banque de France a, à ce moment-là, une politique déflationniste, cela exerce un effet de restriction sur les possibilités de crédit que les banques donnent à l'économie. Ainsi s'exerce un effet déflationniste moins brutal et moins rapide que celui qu'exerce l'impôt, mais qui n'est pas négligeable. C'est un aspect technique important, mais sans relation avec ce que le public imagine de l'effet de l'emprunt.

L'EXPRESS. — Donc la consommation n'a pas été réduite suffisamment. Le gouvernement aurait dû demander des impôts plus tôt et demander des impôts plus élevés. Mais laissons le passé. Voyons la situation actuelle. Que peut faire le prochain gouvernement ? Qu'est-ce que tout gouvernement devra faire, étant donné la situation que vous avez décrite ?

L'ECONOMISTE. — Aucun gouvernement ne peut plus en tout cas continuer la politique de 1956. Elle n'a été possible que grâce aux réserves de devises et celles-ci sont maintenant épuisées ou proches de l'être.

L'EXPRESS. — Combien de temps peut-on encore tenir ?

L'ECONOMISTE. — C'est difficile à dire. Quand on touche au bout, quand on atteint les ultimes réserves il y a un phénomène psychologique, à peu près immaitrisable. Les gens se mettent à importer massivement ou à dissimuler le produit des exportations de peur de restrictions brutales ou d'une dévaluation. Cela tourne vite très mal. Disons que nous sommes déjà à la limite au-delà de laquelle on entre dans l'imprévisible.

L'EXPRESS. — Tout gouvernement devra donc changer de politique économique. Quelles politiques sont concevables ?

L'ECONOMISTE. — Schématiquement, on peut les ramener à deux :

La première n'est défendue ouvertement par personne. C'est la déflation, la régression de la production. Il faut cependant l'envisager, car malgré les déclarations unanimes sur la poursuite de l'expansion, c'est peut-être celle à laquelle, volontairement ou involontairement, on aboutira.

La seconde est de soutenir la poursuite de l'expansion. C'est évidemment celle pour laquelle se déclarera officiellement tout gouvernement. Mais cette expansion ne permettra pas de redresser *immédiatement* les échanges extérieurs. Elle ne facilitera ce redressement à terme que si elle est assortie de mesures destinées à freiner la consommation inté-

c'est très simple (II)

PEUT-ON LA RESOUDRE ?

rieure et à orienter l'investissement vers les industries exportatrices. C'est donc moins à ses déclarations d'intentions sur l'expansion qu'à son annonce de ces mesures qu'on pourra voir si un nouveau gouvernement s'engage avec sérieux sur cette voie.

Il faut ajouter que même si des mesures intérieures courageuses et avisées sont mises en œuvre, le redressement à terme de nos comptes extérieurs implique certains crédits extérieurs pendant la période intérimaire.

L'EXPRESS. — Sur le plan strictement économique, quel est le raisonnement qui pourrait motiver une politique déflationniste ?

L'ÉCONOMISTE. — Les partisans de cette politique partent d'une constatation exacte. C'est que l'économie française travaille aujourd'hui à des niveaux d'activité qui la rendent dépendante de façon croissante de l'étranger pour ses approvisionnements. Cela est particulièrement vrai pour l'énergie. Notre production nationale d'énergie est assez rigide. Au point où nous sommes arrivés, elle ne peut plus suivre le développement de l'indice de l'activité industrielle. Les quantités supplémentaires doivent être presque toutes importées. Par conséquent, tout développement de l'activité intérieure se traduit par un développement non pas proportionnel, mais plus que proportionnel des importations d'énergie. La production d'acier, par exemple, exige beaucoup de charbon. Il faut en gros une tonne de charbon et une tonne de fer pour faire une tonne d'acier. Nous arrivons au stade où presque tout le charbon doit être importé. Par suite, dans la tonne d'acier qui coûte 32.000 francs, il y a aujourd'hui 16.000 francs d'importation, alors que lorsque notre production d'acier n'était que de 6 millions de tonnes par an, il n'y avait, à prix égal, que 10.000 francs d'importation. Il en est ainsi pour beaucoup de produits : au niveau actuel de production, tout accroissement de la production intérieure se traduit par un accroissement plus fort des importations de pétrole, charbon, métaux non ferreux, etc.

Les chiffres globaux de 1955 et 1956 montrent effectivement un développement des importations plus rapide que celui de la production intérieure.

Partant de cette démonstration exacte, les partisans de la déflation pensent donc que seule une régression de la production peut apporter une solution au déficit de nos échanges extérieurs.

L'EXPRESS. — Cela revient à dire : puisque l'expansion oblige à importer de plus en plus de matières premières, à distribuer de plus en plus de revenus entraînant des dépenses de consommation de plus en plus élevées, c'est-à-dire de plus en plus d'importations et de moins en moins d'exportations, ramenons l'économie à un niveau d'activité suffisamment bas pour qu'on ait besoin d'importer moins de matières premières. A ce bas niveau d'activité correspondent des revenus distribués plus faibles, entraînant moins d'importations de biens de consommation et laissant disponibles plus de biens pour l'exportation. Est-ce cela ? Est-ce concevable et quelles mesures faut-il prendre pour déclencher une déflation ?

L'ÉCONOMISTE. — C'est tout à fait cela. Seulement il faut bien voir que ce niveau d'activité moins élevé dont vous parlez, cela veut dire des usines fermées et des chômeurs. Revenir au niveau d'activité intérieure de 1955, cela veut dire, compte tenu des progrès de productivité accomplis depuis deux ans, mettre en chômage peut-être 500.000 personnes, et de très nombreuses usines. La classe ouvrière ne serait pas la seule à souffrir durement de la déflation. Un grand nombre d'entreprises qui se sont équipées pour produire davantage ne pourraient plus, sur un chiffre d'affaires plus bas, payer leurs charges financières et seraient acculées à la ruine.

Enfin, la déflation, tout comme l'inflation, est un phénomène qui se maîtrise difficilement. Toute diminution du pouvoir d'achat fait naître un processus cumulatif : les salariés qui sont les premiers frappés réduisent notamment leurs dépenses alimentaires. L'agriculture, voyant réduire son revenu, réduit ses achats à l'industrie, etc.

L'EXPRESS. — Ce n'est pas pensable politiquement.

L'ÉCONOMISTE. — En effet, mais il arrive que les forces économiques soient plus fortes que la politique. Techniquement, beaucoup des conditions d'une déflation sont réunies en France. Une coupure brutale des importations survenant dans quelques semaines faute de bailleurs de fonds étrangers provoquerait vraisemblablement d'abord une flambée de prix, une vague de spéculation. Mais dans les conditions monétaires actuelles qui sont celles d'un extrême resserrement des liquidités, cette flambée serait brève et ferait place très probablement à une crise de déflation dont les développements pourraient être imprévisibles.

L'EXPRESS. — Cette crise pourrait-elle avoir au moins de bons résultats à terme. Une crise de déflation peut-elle avoir des effets thérapeutiques, amener après une période de souffrances une sorte d'assainissement de l'économie ?

L'ÉCONOMISTE. — On le croyait beaucoup autrefois. On ne le croit plus guère aujourd'hui. Une déflation de l'ampleur de celle qui serait nécessaire pour rétablir l'équilibre de la balance des paiements serait de nature si dramatique et si incontrôlable qu'elle « casserait » probablement l'économie et ne permettrait même pas le redémarrage sur des bases saines que certains espèrent.

Il y a de fortes raisons de penser qu'une crise de déflation moins sévère aurait des effets à court terme sur la balance des paiements, mais ne résoudrait aucun problème structurel, c'est-à-dire aucun problème à long terme. L'exemple anglais est intéressant à méditer à ce sujet. La production automobile anglaise de mars 1957 est inférieure de 25 % au chiffre de mars 1955. Voilà un exemple de déflation contrôlée. L'amélioration de la balance des paiements anglaise depuis les mesures déflationnistes de 1955 est incontestable. Mais chaque fois que les Anglais ont tenté de faire redémarrer leur économie, le déséquilibre est aussitôt réapparu.

L'EXPRESS. — Donc pas de solution du côté de la déflation brutale. Mais grâce à l'emprunt extérieur, un gouvernement ne pourrait-il pas encore éluder les difficiles mesures de redressement intérieur ? Et trouverait-il des prêteurs ?

L'ÉCONOMISTE. — Je réponds d'abord à la seconde question. Nous pouvons sans doute trouver des prêteurs. Le difficile sera d'obtenir des prêts dont les conditions n'aliènent ni notre indépendance politique, ni notre indépendance économique. Des prêts à la petite semaine, nous les trouverions facilement. Mais si l'on ne faisait rien d'autre, ce serait la pire des solutions. Le gouvernement serait constamment obligé de négocier des renouvellements ou de chercher d'autres prêteurs. Ce ne serait pas seulement les décisions concernant notre développement économique qui dépendraient de l'étranger, mais toute notre politique nationale.

> ***...Mais jamais un gouvernement n'a eu un avenir aussi séduisant à vendre à l'opinion, contre l'austérité qu'il doit lui demander aujourd'hui.***

L'EXPRESS. — On parle beaucoup des Allemands. Ont-ils les moyens de nous aider aussi bien que les Américains ?

L'ÉCONOMISTE. — La Banque des Pays allemands annonce à son bilan près de 15 milliards de deutsche marks d'or et de devises, soit 3.600 millions de dollars. Elle pourrait donc prêter sans difficultés à la Banque de France les deux ou trois cents millions de dollars qui seraient nécessaires d'ici la fin de l'année. Ces aides temporaires entre banques centrales étaient classiques avant la guerre. Là encore, il faudrait voir les conditions. Le problème est plus politique qu'économique.

L'EXPRESS. — Il ne faut pas se faire d'illusions sur les conditions politiques et économiques qui nous seront imposées par les uns ou par les autres. Elles seront dures. Américains ou Allemands n'ont aucune raison de ne pas tirer parti de la situation où nous nous sommes mis. Alors nous en revenons à la question de tout à l'heure. Pensez-vous que l'aide extérieure soit inéluctable ?

L'ÉCONOMISTE. — A court terme et pour amorcer le redressement, un crédit extérieur paraît effectivement nécessaire, d'abord pour rassurer l'opinion, éviter la panique qui menace lorsqu'on arrive aux solutions désespérées. La stabilisation de Poincaré en 1926 a été obtenue parce qu'un crédit à court terme de la Banque Morgan a permis de prendre la spéculation à revers. La manœuvre adroitement menée a rassuré l'opinion et d'un seul coup tous les impondérables psychologiques qui jouaient contre le franc se sont mis à jouer pour lui. Un gouvernement décidé à un redressement intelligent devrait en tout cas se procurer la masse de manœuvre lui permettant de ne pas en venir dans les semaines qui viennent aux mesures de désespoir.

L'EXPRESS. — C'est-à-dire ?

L'ÉCONOMISTE. — Arrêt brutal des importations. Réquisition des valeurs étrangères. Dévaluation.

L'EXPRESS. — Et ensuite ?

L'ÉCONOMISTE. — Ensuite, si aucune politique courageuse n'est menée à l'intérieur, rien ne sera changé. Une fois consommé, cet emprunt extérieur laisserait l'économie devant les mêmes impasses.

Seule une politique de redressement intérieur justifierait un emprunt extérieur plus important et à plus long terme. Cela de plusieurs façons : d'abord elle faciliterait l'obtention de l'emprunt dans des conditions politiques plus favorables en montrant qu'avec un certain délai, la France peut redevenir solvable. Ensuite, elle créerait les conditions de cette solvabilité. Enfin, plus la politique intérieure serait courageuse, moins le montant et le délai de l'emprunt extérieur nécessaire seraient élevés.

L'EXPRESS. — En quoi consisterait cette politique intérieure de redressement ?

L'ÉCONOMISTE. — En gros, elle consiste à modifier la tendance de fond de l'économie française depuis trois ans qui est une propension à consommer le revenu intérieur de plus en plus élevée. Je voudrais revenir sur l'analyse qui conclut au caractère structurel du déficit de la balance des paiements. Elle est largement exacte. Cependant, il ne faut pas la pousser trop loin. En réalité, un déficit extérieur s'explique toujours par une propension à consommer le revenu intérieur trop élevée et peut toujours être corrigé par une discipline de la consommation intérieure, par une augmentation du taux d'épargne. Sans doute nos niveaux de production actuels nous forcent à importer des quantités croissantes de matières premières étrangères. Mais si nous consommions moins, nous importerions moins, et surtout nous exporterions plus.

L'EXPRESS. — Qu'entendez-vous par consommer moins ?

L'ÉCONOMISTE. — Cela veut dire pour l'Etat réduire le niveau de ses dépenses, faire des économies. Pour les entrepreneurs, n'effectuer que les investissements indispensables à l'essor de l'économie. Pour les citoyens, dépenser une fraction moindre de leurs revenus, en épargner plus.

L'EXPRESS. — M. Ramadier avait aussi proposé des économies dans le programme sur lequel le gouvernement Mollet a été renversé. Peut-on aller plus loin ?

L'ÉCONOMISTE. — Sans doute, mais à condition de mordre sévèrement sur les crédits militaires dont une part importante pèse sur des secteurs économiques traditionnellement exportateurs.

L'EXPRESS. — Et pour réduire la consommation des particuliers ?

L'ÉCONOMISTE. — Il n'est guère d'autre moyen qu'une augmentation de la fiscalité et de l'épargne.

L'EXPRESS. — Le gouvernement socialiste a bien essayé de l'une et de l'autre ; il ne semble pas que sa politique d'épargne ait eu du succès, ni que sa politique fiscale lui ait réussi.

L'ÉCONOMISTE. — Le drame du gouvernement Mollet, c'est qu'il additionnait les contradictions. D'inspiration socialiste, il ne pouvait pas faire une véritable politique d'épargne qui suppose le libre jeu des mécanismes capitalistes. Soutenu par une majorité de droite, il ne pouvait pas faire une politique socialiste qui suppose le choix dirigiste des investissements, leur financement par un large appel à la fiscalité, etc.

L'EXPRESS. — N'y a-t-il pas une incompatibilité entre une politique fiscale et une politique d'épargne ?

L'ÉCONOMISTE. — Pas si cette fiscalité est spécialement étudiée pour ne pas décourager l'épargne.

L'EXPRESS. — Alors, disons qu'à cet égard les mesures socialistes envisagées l'automne dernier à la place de l'emprunt n'étaient pas très heureuses et que l'on pourrait en étudier de meilleures. Mais peut-on réellement attendre des résultats considérables d'une épargne accrue ?

L'ÉCONOMISTE. — Si nous revenions seulement au taux d'épargne par rapport au revenu intérieur de 1952, la consommation des particuliers serait réduite de plusieurs centaines de milliards de francs en 1957. Les potentialités d'épargne de ce pays sont considérables. Au fur et à mesure que se développe l'accroissement des revenus, apparaissent de nouvelles couches d'épargnants en puissance.

L'EXPRESS. — Ne croyez-vous pas que la publicité pourrait jouer un rôle important ? Il n'y a pas de raison qu'on ne « vende » pas des placements comme on vend des savonnettes.

L'ÉCONOMISTE. — Sans aucun doute. Vous abordez là un point capital. Les phénomènes psychologiques jouent en matière économique un rôle énorme, tout le monde est d'accord pour le reconnaître, mais aucun gouvernement n'a encore tiré de cette évidence la conclusion qu'on pourrait agir méthodiquement sur l'économie par les techniques modernes d'information et de publicité.

Dans la lutte contre l'inflation, que ne pourrait faire un gouvernement qui appellerait à son aide les techniciens de la publicité !

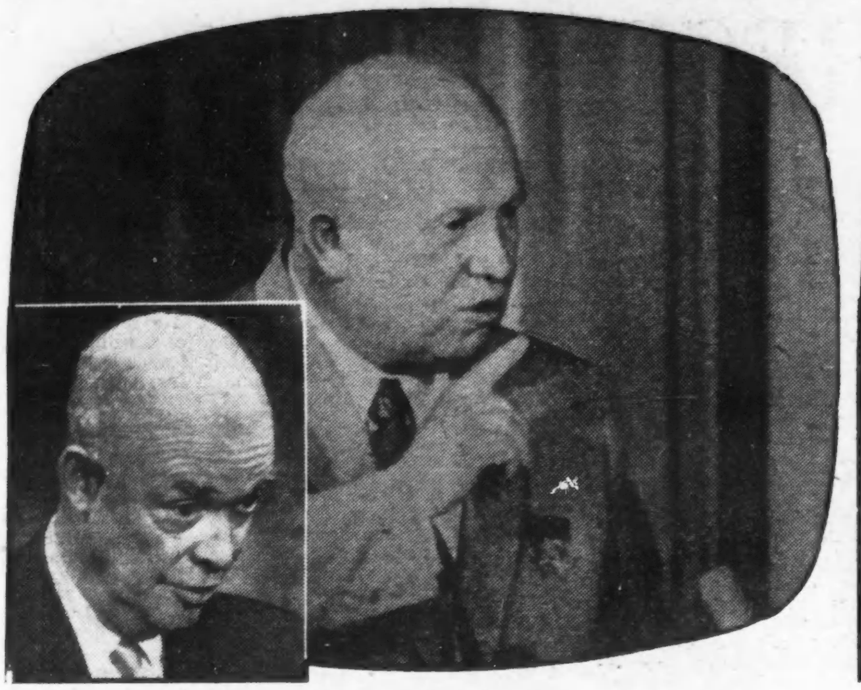
Le cas économique français à l'heure actuelle est particulièrement caractéristique de la nécessité d'une collaboration de l'économiste et de l'informateur, de la nécessité d'une information et d'une galvanisation de l'opinion. Le problème est de faire comprendre aux Français les chances inattendues qui sont les leurs, les premières depuis cinquante ans, l'effort collectif qu'ils doivent faire pour y répondre, la récompense qui est à portée de leurs mains s'ils le consentent.

La traduction concrète de cet effort, c'est l'épargne. La traduction concrète de la récompense promise, ce sont les dividendes futurs des placements d'aujourd'hui. Jamais un gouvernement n'a eu un avenir aussi séduisant à « vendre » à l'opinion contre l'austérité qu'il doit lui demander aujourd'hui.

L'EXPRESS. — Il semble donc qu'en fonction de cet avenir, on peut concevoir une politique cohérente, jumelant l'expansion, avec un freinage de la consommation, ne recourant à l'emprunt extérieur que pendant le délai nécessaire à la reconversion vers l'exportation et maniant à la fois la fiscalité et le recours à l'épargne.

Mais tout cela qui est cohérent sur le plan économique, l'est peut-être moins sur le plan politique. Il y a des majorités pour chacune de ces mesures prises isolément, y en a-t-il pour toutes prises ensemble, car cette politique est un tout ?

L'ÉCONOMISTE. — Ceci n'est plus du domaine de l'économiste.



M. NIKITA KROUTCHEV SUR L'ÉCRAN
Simplicité, naturel, cordialité, la même

EST-OUEST

● *Il a fallu deux ans pour décider M. Kroutchev à se laisser interviewer par la télévision américaine. Et, à la dernière minute, il a encore failli y renoncer...*

Dix millions de spectateurs

(Correspondance de Washington)

« SI Kroutchev devait se présenter un jour à une élection américaine, il serait un concurrent dangereux pour n'importe lequel de nos hommes politiques. » Tel a été le commentaire de nombreux journalistes américains après avoir vu l'interview d'une heure accordée à la C.B.S. (Columbia Broadcasting System) par le premier secrétaire du parti communiste soviétique. Kroutchev a plu au public américain. Devant les caméras de la C.B.S., il a adopté la même technique qu'Eisenhower (auquel sa calvitie le fait ressembler) : simplicité, naturel, cordialité, air « bon enfant ». Et les Américains qui s'attendaient à voir apparaître sur leur écran le « Big Brother » de George Orwell ont eu la surprise d'y voir l'image du « bon oncle Nikita ».

Première mondiale

L'interview — la première qu'un dirigeant soviétique ait jamais accordée à la télévision américaine — était le résultat de deux ans de négociations difficiles et faillit être annulée au dernier moment. La mise au point des détails techniques avait été délicate. Les représentants de la C.B.S. souhaitaient pouvoir maquiller Kroutchev et le firent savoir timidement. La réponse officielle fut négative : « M. Kroutchev se rase tous les jours et se met du talc sur le visage ; il n'aura pas besoin de fond de teint. » Pour accélérer l'entretien, les organisateurs suggérèrent également la formule de la traduction simultanée, tous les participants devant alors porter des écouteurs. Les Russes firent savoir que Kroutchev ne pouvait faire sa première apparition à la télévision américaine avec un casque de téléphoniste sur les oreilles et un compromis fut réalisé : Kroutchev serait assisté d'un interprète qui lui traduirait les questions au fur et à mesure et ses réponses seraient traduites simultanément par un autre interprète situé hors du champ et parlant directement dans le micro.

L'alerte

Le mardi 28 mai, dans l'après-midi, tout était prêt pour l'interview. Les caméras étaient installées, les traducteurs à leur poste et Kroutchev avait pris place derrière son bureau. Il demanda alors à prendre connaissance du texte d'introduction qui avait été rédigé par le directeur de l'émission, Stuart Novins. M. Novins ayant écrit que « les décisions qui intéressaient l'Union soviétique et le monde entier étaient prises dans ce bureau », Kroutchev protesta, précisant que les décisions étaient prises dans la salle voisine où se réunissaient les onze membres du Praesidium. « L'Union soviétique a lutté contre les conséquences du culte de la personnalité, a-t-il dit, et je ne veux pas qu'on puisse croire qu'un nouveau culte se développe autour de ma personne. » On remplaça donc « dans ce bureau » par « dans cet immeuble ».

Au dernier moment, alors que les caméras allaient être déclenchées, Kroutchev déclara qu'il n'avait accepté cette interview que dans le désir d'améliorer les relations américano-soviétiques et qu'il n'était pas intéressé par un entretien fait « de questions-piège et de coups d'épingle répétés ». « Ces questions ne me font pas peur, a-t-il dit, mais j'ai mieux à faire que d'y répondre. »

Pendant ce petit discours, il ne cessa de s'agiter sur son fauteuil comme s'il avait envie de se lever et de décommander toute l'affaire. Les organisateurs de la C.B.S. vieillirent de plusieurs années en quelques minutes, à l'idée de voir s'envoler *in extremis* le fruit de deux ans d'efforts. Ils réussirent cependant à rassurer Kroutchev et celui-ci donna le signal du départ. Pendant une heure et demie, avec un seul arrêt pour recharger les caméras, Kroutchev répondit aux questions qui lui furent posées.

Le film fut passé à la télévision dimanche dernier dans l'émission « Face the Country ». Celle-ci fut suivie par dix millions de personnes, alors que son public est ordinairement de cinq millions.

Pour et contre

M. Kroutchev leur a dit notamment :

● « Le principal problème est de normaliser les relations entre tous les pays du monde et plus particulièrement entre les Etats-Unis et l'Union soviétique. Les premières étapes de cette normalisation devraient être la suppression de toutes les restrictions commerciales et le développement des échanges culturels.

● Je peux prédire que vos petits-enfants vivront sous un régime socialiste. Mais que cela ne vous fasse pas peur : vos petits-enfants ne comprendront pas que leurs grands-parents n'aient pas compris le caractère progressiste du socialisme.

● Une guerre future ne pourrait être déclenchée que par un fou. Elle serait une immense calamité pour l'humanité.

● Nous sommes prêts à accepter des mesures partielles de désarmement qui conduiront à un accord plus important.

● Si les Etats-Unis acceptaient de retirer leurs troupes d'Allemagne occidentale, de France, d'Italie, de Turquie, de Grèce, nous serions prêts à retirer les nôtres d'Allemagne orientale, de Pologne, de Hongrie, de Roumanie. »

Quatre-vingt-une personnes ont téléphoné à la C.B.S. pendant l'émission, ce qui correspond au nombre habituel d'appels téléphoniques. Quarante-sept ont déclaré qu'elles approuvaient l'émission, mais les trente-quatre autres ont protesté contre le fait qu'on donne ainsi la parole à un dirigeant soviétique.

ESPAGNE

● *Le frère d'un évêque, deux milliardaires, des catholiques, des monarchistes, des officiers... Franco les a baptisés « communistes » avant de les jeter en prison.*

La rafle de mai

LE régime franquiste est encore solide. Telle est la conclusion qu'on peut tirer des récentes arrestations opérées en Espagne. Le coup de filet lancé au cours des deux dernières semaines par la police politique dans les milieux démocrate-chrétien et monarchiste libéral n'est pas, en effet, la réaction de panique d'un gouvernement aux abois. C'est une opération à long terme qui implique, de la part des dirigeants, la certitude que « le pays ne bougera pas ». Cette certitude, le général Franco l'a acquise. Les grèves et les courageuses manifestations d'étudiants qui ont eu lieu depuis un an ont pu le faire trembler un moment, mais la relative facilité avec laquelle la police politique a pu reprendre la situation en main l'a rassuré. Elle a montré que si l'opposition au régime est presque générale, elle manque toujours de cadres et d'organisation.

Les arrestations qui viennent d'être opérées ont un double but. Pour Franco, il s'agit d'éliminer toutes les personnalités « libérales » qui auraient une chance de regrouper l'opposition et de fournir aux adversaires du régime la direction qui leur manque actuellement. Pour l' « Opus Dei » (1) — qui détient la plupart

(1) Organisation catholique d'inspiration « intégriste ».

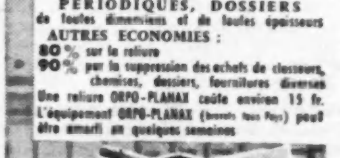
ARTICLES PUBLICITAIRES

FABRIQUE D'INSIGNES ARTISTIQUES
A. AUGIS
28, MONTÉE S. BARTHELEMY - TEL. FR 36-37
LYON

L'ÉCOLE SUPÉRIEURE DE SECRÉTARIAT
prépare
en UNE ou DEUX ANNEES à
TOUTES LES CARRIERES DU SECRETARIAT
MEDICAL (Secrétaire et Assistante)
COMMERCIAL - JURIDIQUE
SECRETARIAT DE DIRECTION
Tous nos programmes comportent, en même temps que deux langues étrangères, l'étude simultanée de la sténographie et de la sténotypie, sans lesquelles on ne saurait former de véritable secrétaire
40, RUE DE LIEGE
PARIS (8e) - EURope 58-83
Métro : Saint-Lazare et Europe

OLD ENGLAND
12, Bd des Capucines — Paris
Prêt à porter dans la meilleure qualité anglaise
Imperméables . Gabardines . Pantalons
Pardessus . Vestes de sport . Blazers
Complet "Ready Made"
32.000 Fr.

ARCHIVES
GAGNEZ 50 % DE PLACE
en RELIANT instantanément avec
ORPO-PLANAX
système simple, propre, bon marché, vos
DOCUMENTS, REVUES, J. O., PERIODIQUES, DOSSIERS
de toutes dimensions et de toutes épaisseurs
AUTRES ECONOMIES :
80 % sur la reliure
90 % par la suppression des achats de classeurs, chemises, dossiers, fournitures diverses
Une reliure ORPO-PLANAX coûte environ 15 fr.
L'équipement ORPO-PLANAX (brevets tous Pays) peut être amorti en quelques semaines



Demandez prospectus :
ORPO 12, RUE CAUMARTIN PARIS-9e - OPE 30-47
Concessionnaire Exclusif des Duplicateurs Electriques de précision PRINT-FIX, des photocopieurs DUPLOMAT

DE LA TÉLÉVISION AMÉRICAINE
technique que le président Eisenhower

(A.P. - U.P.)

des leviers de commande depuis le remaniement ministériel de février dernier et qui a l'appui de l'armée, des propriétaires fonciers et de toutes les puissances financières d'Espagne — l'objectif est de s'assurer la succession de Franco en éliminant les candidats « libéraux » qui souhaitent une modification réelle du régime.

L' « Opus Dei » entend succéder à Franco sans rien changer au *statu quo* social et en maintenant le pouvoir des oligarchies. L'un de ses principaux porte-parole, le professeur Calvo Serer, a défini ainsi la « monarchie absolue » que les ministres souhaitent instituer après le retrait éventuel de Franco : le roi serait pourvu de pouvoirs discrétionnaires et assisté d'un Conseil privé composé de membres nommés par l'Eglise, l'Armée, les Cortès (Parlement) et les ayuntamientos (municipalités); les membres du Parlement et des municipalités seraient élus par un corps électoral restreint sur des listes dressées par les dirigeants du parti unique, les gouverneurs de province, etc.

Des communistes ?

C'est donc la main dans la main que Franco et les dirigeants de l' « Opus Dei » entreprennent aujourd'hui de décapiter l'opposition réformiste modérée en inventant une conspiration dans laquelle seraient impliquées les personnalités libérales les plus dangereuses. Celles-ci sont accusées de vouloir renverser le régime et d'entretenir des relations avec les « éléments rouges exilés en France ».

Ces nouveaux « conspirateurs communistes », les voici :

● FRANCISCO HERRERA ORIA, riche avocat de soixante-sept ans, démocrate-chrétien. Il est le frère de Mgr. Angel Herrera, évêque de Malaga, bête noire des intégristes de l' « Opus Dei », et c'est, semble-t-il, la seule raison de son arrestation. Ne pouvant toucher à l'évêque en raison de ses fonctions, on arrête son frère.

● ANTONIO MENCHACA CAREAGA, monarchiste libéral de trente-sept ans, fils d'un armateur de Bilbao, immensément riche, accusé d'avoir financé des publications « subversives ».

● ANTONIO SATRUSTEGUI, aristocrate basque richissime, qui possède de gros intérêts dans la compagnie de navigation « Transatlantica ». Très catholique, c'est un monarchiste convaincu.

● Trois membres du mouvement « européiste » (qui préconise le rapprochement avec l'Europe occidentale, l'entrée dans le Marché commun, etc.) : ENRIQUE TIERNO GALVAN, professeur de Droit constitutionnel à l'Université de Salamanque ; un de ses élèves, FIRMIN SOLANA ; RAUL MORODO, rédacteur en chef de la revue « *Europa a la vista* » (« L'Europe en vue ») et animateur de l' « Association pour l'unité fonctionnelle de l'Europe ».

● VALENTIN LOPEZ APARICIO, ancien officier de l'armée républicaine, et dont l'arrestation semble surtout destinée à prouver que les autres détenus étaient en rapport étroit avec les « éléments rouges de France ».

● Enfin, le plus important de tous et le plus dangereux, le véritable « instigateur du complot », DIONISIO RIDRUEJO, qui a été arrêté dès le 16 avril dernier.

Le test

Poète et essayiste, fondateur du mouvement d'opposition « Action démocratique », Ridruejo est un des hommes les plus populaires d'Espagne. Pour Franco, c'est un traître. En 1934, à l'âge de vingt ans, Ridruejo composait les paroles de l'hymne phalangiste *Cara al Sol*, qui est encore l'hymne officiel du régime. A la fin de la guerre civile, il occupait l'un des postes les plus importants de la hiérarchie franquiste : celui de chef de la propagande. En 1941, il s'engagea dans la Division Azul pour combattre sur le front russe au côté des Allemands.

En 1942 cependant, comprenant qu'aucune des promesses franquistes ne sera tenue et constatant l'avilissement du régime dans lequel il avait cru, il démissionne avec éclat du gouvernement et de la Phalange. Ce fut alors qu'il entendit prononcer par son ami Serrano Suner, beau-frère de Franco et ministre des Affaires étrangères, cette phrase qui l'a profondément impressionné : « *Jamais nous ne pourrons payer à l'Espagne le mal que nous lui avons fait* ». Depuis cette date, Ridruejo n'a cessé de lutter pour une libéralisation du régime et, en 1955, il est passé à l'opposition ouverte. Emprisonné une première fois pour quarante jours après les manifestations d'étudiants de Madrid, au début de 1956, il fut arrêté de nouveau le 16 avril dernier à la suite d'une interview publiée dans l'hebdo-

→

QUE VEUT DIRE M. KROUTCHEV ?

George Kennan, ancien ambassadeur des Etats-Unis en Union Soviétique et un des observateurs occidentaux les plus compétents des questions russes, a vu et entendu l'émission télévisée de M. Kroutchev. Il a écrit le commentaire suivant dont L'Express *s'est réservé l'exclusivité pour la France.*

GEORGE KENNAN

M. KROUTCHEV a dit dans son interview plusieurs choses tout à fait exactes et dont il était sincèrement convaincu. Il a dit plusieurs autres choses dont la vérité était contestable mais dont il était cependant convaincu. Enfin, pour des raisons politiques évidentes, il a dit certaines choses dont on imagine difficilement qu'elles puissent être prises au sérieux par qui que ce soit.

Il n'y a rien là de surprenant. Beaucoup de discours politiques sont construits sur ce modèle, et pour d'excellentes raisons.

En ce qui me concerne, je crains moins de voir les Américains abusés par les erreurs de M. Kroutchev — qui sont assez évidentes — que de les voir négliger les passages importants de son discours qui contiennent de sérieux éléments d'espoir. Sans doute les dirigeants soviétiques ne peuvent-ils s'en prendre qu'à eux-mêmes ou à leurs prédécesseurs si nous éprouvons quelques réticences à prendre leurs déclarations pour argent comptant. Mais l'importance des problèmes abordés par M. Kroutchev est d'une telle gravité que nous avons le devoir d'étudier ses réponses avec la plus grande objectivité. Un excès de méfiance pourrait être plus dangereux pour nous qu'un excès de naïveté.

Lorsque M. Kroutchev affirme que ni lui ni ses collègues ne veulent la guerre, je crois en ce qui me concerne — non sur la foi de cette seule déclaration mais en tenant compte d'un faisceau considérable d'autres indices — qu'il dit la vérité. Lorsqu'il dit que le moment est venu de cesser de nous considérer les uns les autres comme des bandits, je pense qu'il n'a pas tort.

Il est essentiel de bien prendre ces déclarations pour ce qu'elles sont. Ce qu'a dit M. Kroutchev indique très exactement la position que le Kremlin veut prendre devant l'opinion mondiale sur un certain nombre de problèmes délicats, au début de juin 1957. Ses déclarations ne doivent pas être jugées uniquement en fonction des souvenirs de l'époque stalinienne, révolue depuis plus de quatre ans déjà ; elles ne doivent pas non plus être considérées comme l'indication définitive de ce que le gouvernement soviétique serait prêt à accepter dans une négociation sérieuse où ses partenaires seraient obligés eux aussi d'abattre leur jeu. Peut-être accorderaient - ils plus, peut - être moins.

Un excès de méfiance pourrait être plus dangereux qu'un excès de naïveté

Je crois que nous devons étudier les déclarations de M. Kroutchev avec le plus grand sérieux et la plus grande attention, sans illusions mais aussi sans préjugés ni timidité. Nous devons le faire en gardant constamment présents à l'esprit toutes les autres manifestations de la politique soviétique et tout ce que nous savons de la situation dans laquelle se trouvent les dirigeants du Kremlin. Ce que nous devons éviter, c'est que les aspects irritants de la position de M. Kroutchev ne nous masquent les éléments de son discours qui font entrevoir une possibilité réelle d'augmenter les chances de paix dans le monde.

George KENNAN.

(Copyright « L'Express » and « New York Herald Tribune » Syndicate).

BONS P.T.T 6%

Souscrivez dans les bureaux de poste, chez les comptables du Trésor et par l'intermédiaire des centres de chèques postaux.

l'homme heureux porte une chemise Elysées Soieries
55, Champs-Elysées
et pour l'été
le PYJAVESTE le PYJAKO le PANCHERO
CHEMISES aérées et CHEMISES de vacances
le plus grand choix de Paris
en chemises de luxe
3 longueurs de manches par encolure

→ madaire *Bohemia*, de La Havane, et dans laquelle il attaquait violemment la dictature franquiste.

Franco avait longtemps hésité à frapper Ridruejo en raison de l'immense prestige qu'il conserve auprès des militaires et de ses anciens camarades de la Phalange. Il juge aujourd'hui que la situation est mûre pour se débarrasser de lui et de tous les libéraux qui peuvent prétendre à sa succession. S'il réussit, il ne lui restera qu'à négocier les conditions de son « retrait » éventuel avec l' « Opus Dei ». Et sur ce point, il n'a aucune inquiétude : tout se passera bien.

COMMERCE

● ***Vendre du fer-blanc à la Pologne pour pouvoir acheter des œufs congelés en Chine. Ce genre de gymnastique, imposé par le « Chincom », les Anglais ne veulent plus l'accepter.***

(Keystone)
MM. FOSTER DULLES,

(U.P.)
MAO TSE-TOUNG
Londres a aussi son lobby chinois

(A.G.I.P.)
ET MACMILLAN

Les Anglais ouvrent une porte

(Correspondance de Londres)

M. MACMILLAN, qui fut l'un des instigateurs de l'expédition d'Egypte, a prouvé une nouvelle fois qu'il ne craignait pas de faire « cavalier seul », fût-ce au détriment des relations anglo-américaines, lorsque l'intérêt de son gouvernement est en jeu. Mettant fin brusquement aux négociations à huis clos qui se déroulaient à Paris depuis trois semaines entre les différents membres du « Chincom » (organisme qui réunit tous les pays occidentaux intéressés par le commerce avec la Chine), il a annoncé au monde que son gouvernement serait désormais seul juge du caractère « stratégique » des produits qu'il exporterait vers la Chine. Il rompait ainsi la solidarité que tous les pays occidentaux avaient observée dans le blocus économique de la Chine depuis la guerre de Corée. Mais ce geste constituait surtout un affront grave à l'égard de l'Amérique qui, depuis 1953, s'était opposée par tous les moyens — y compris les menaces de sanctions économiques — au relâchement de ce blocus.

Si la rupture du front occidental dans l'affaire de Suez a profondément troublé et divisé l'opinion anglaise, la récente décision de M. Macmillan a sans doute été la plus populaire de toutes celles qu'il a prises depuis son arrivée au pouvoir.

Les Anglais considèrent en effet depuis longtemps qu'il est absurde de maintenir des restrictions plus sévères à l'égard de la Chine qu'à l'égard des autres nations communistes — y compris l'U.R.S.S. — et que les Etats-Unis font ainsi payer trop cher à leurs alliés leur fidélité à Chang Kaï Chek.

Economiquement inefficace puisque la Chine pouvait se procurer, par l'intermédiaire des autres pays communistes, les produits qu'il était interdit de lui livrer directement, le blocus était aussi politiquement néfaste. Il obligeait en effet la Chine à resserrer ses liens avec l'U. R. S. S. alors que toute la politique occidentale tendait officiellement à encourager son « indépendance » vis-à-vis des Soviétiques.

Et les Anglais donnent des exemples : grande exportatrice d'œufs congelés, la Chine manque totalement du fer-blanc nécessaire pour leur emballage. Depuis toujours, l'acheteur devait fournir le métal pour obtenir les œufs. Or, le fer-blanc figure sur la liste des embargos à destination de la Chine, bien que son exportation vers la Russie soit autorisée. Résultat: le fer-blanc était envoyé en Pologne ou en Russie, puis réexpédié vers la Chine, ce qui ne faisait qu'alourdir les frais de transport et diminuer l'intérêt de l'opération pour l'Angleterre. Les produits qui devaient effectuer ce « détour soviétique » étaient si nombreux que la Chine dépendait presque entièrement de l'U. R. S. S. pour son commerce avec l'Occident.

Les lobbys chinois

Au cours des discussions du « Chincom », les Américains acceptèrent de « revoir », article par article, la liste des 207 produits dont l'exportation vers la Chine était interdite. Mais, loin de vouloir en libérer certains, ils suggérèrent au contraire d'en reporter cinquante sur la « liste internationale » (qui vise l'U. R. S. S. et les autres pays communistes). Les Anglais ne pouvaient évidemment accepter cette solution.

Si l'Amérique a son « China Lobby », l'Angleterre a également le sien, dont l'influence s'exerce en sens inverse. Les industriels anglais ne se sont jamais consolés de la perte du marché chinois et estiment depuis longtemps qu'aucune nécessité politique ne justifie plus le blocus. Les travaillistes — qui furent les premiers à reconnaître le gouvernement de Pékin lorsqu'ils étaient au pouvoir — réclament depuis longtemps une entière liberté de commerce avec la Chine.

Quatre raisons

Les Anglais justifient l'opportunité de leur décision par quatre arguments :

1. Les troubles qui se sont produits cette année en Europe de l'Est et la nécessité qui en résulte pour l'U. R. S. S. d' « aider » ses satellites européens, l'empêcheront vraisemblablement de tenir ses engagements vis-à-vis de la Chine. Celle-ci aura donc besoin plus que jamais de produits occidentaux.

2. La Chine dispose aujourd'hui d'un excédent important de livres sterling. Du fait de l'embargo, elle a en effet vendu beaucoup plus de produits à l'Angleterre qu'elle ne lui en a acheté.

3. Les Chinois, qui traitaient jusqu'à présent leurs affaires commerciales par l'intermédiaire de leur bureau de Berne, manifestent depuis longtemps le désir de transférer ce bureau à Londres.

4. L'industrialisation accélérée de la Chine exigera l'importation d'une quantité de plus en plus grande de biens d'équipement, et notamment de machines-outils, pour ses industries de transformation. L'Angleterre est bien placée pour satisfaire ces besoins, mais risque de se voir supplanter par les Japonais et les Allemands si elle tarde trop à prendre place sur le marché chinois.

Le coup que les Anglais viennent de porter au « Chincom » est un coup mortel. La France peut saisir l'occasion de reprendre sa liberté de commerce avec la Chine, et les Américains eux-mêmes — dont la fidélité à Chang Kaï Chek vient d'être ébranlée par les émeutes anti-américaines de Formose — sont en train de préparer un assouplissement de leur propre politique économique à l'égard de la Chine.

K. S. K.

COMMERCE

● *Les coopératives de consommation sont encore mal connues du grand public. Pourtant une ménagère sur quatre y fait ses achats.*

A la pointe du combat

PENDANT trois jours, du 13 au 15 juin prochain, la Fédération Nationale des Coopératives de Consommation tiendra son congrès annuel. Chiffre d'affaires, pour 1956, des 700 sociétés qui desservent 3 millions de familles : 160 milliards de francs.

— *Le mouvement coopératif*, dira M. Marcel Degond, secrétaire général de la F.N.C.C., *se maintient à la pointe de la lutte commerciale.*

Les statistiques de la Direction du Commerce intérieur indiquent en effet pour les premiers mois de 1956, les augmentations suivantes de chiffres d'affaires :

- détaillants indépendants .... + 7,1 %
- « succursalistes » .... + 10,7 %
- coopératives de consommation .... + 15,4 %

L'essor prodigieux des coopératives de consommation est d'autant plus étonnant qu'il est presque inconnu des trois quarts du public. Selon un technicien de l'alimentation, le Français moyen achète mal et achète trop cher. Ces coopératives garantissent contre ces deux erreurs. Leur succès, pour M. Degond, vient de ce qu'elles redonnent au « partenaire oublié » qu'est le consommateur, la place qui lui revient dans l'économie, la première.

Quatre principes régissent les coopératives de consommateurs :

- elles sont ouvertes à tout le monde. Cependant, pour en faire partie, il faut acquérir une action d'un prix modeste (environ mille francs) dont le prix ne varie jamais.
- elles procèdent à des ristournes au prorata de la consommation. Par exemple, dans le cas où la ristourne a été fixée à 5 %, si un consommateur achète pour 100.000 francs de denrées et d'objets divers dans l'année, on lui ristournera 5.000 francs et 10.000 francs pour 200.000 francs d'achats.
- elles tiennent compte du principe : un homme, une voix. Quel que soit le nombre d'actions possédées par un consommateur, celui-ci n'a qu'une voix aux séances de vote des assemblées d'actionnaires.
- elles respectent une complète neutralité politique et religieuse.

Les plus importantes de ces coopératives se trouvent en Alsace, en Lorraine, dans le Nord et à Paris.

Petits pois et voyages

Une coopérative est, tout simplement, une « association de consommateurs groupés pour faire eux-mêmes leurs propres affaires. » On y trouve tout ce qui est à vendre, depuis les petits pois en boîte jusqu'aux voyages organisés dans la Forêt Noire. Le tout à des prix défiant toute concurrence puisque les intermédiaires sont supprimés du circuit commercial. Depuis 1835, année où fut fondée à Lyon la première coopérative baptisée « Au commerce véridique et social », le principe n'a pas changé : rendre service aux consommateurs. La coopérative de Rochdale (près de Manchester), sise « ruelle aux Crapauds » fonctionne depuis 1844 sans transformations notables.

Chaque jour, des coopératives modernes viennent se joindre à l'ancêtre de Rochdale au sein de l'Alliance Coopérative Internationale qui totalise 125 millions de familles de consommateurs. Depuis plus de quatre ans, l'Alliance Coopérative Internationale envoie des techniciens dans les pays sous-développés, en Afrique noire, dans les Dominions britanniques, dans l'Asie du Sud-Est.

— *Le relèvement politique des pays sous-développés*, précise M. Marcel Brot, président de l'Alliance Coopérative, *n'a qu'une valeur relative s'il ne s'accompagne d'un relèvement économique. Ce relèvement doit venir de ces pays eux-mêmes grâce à l'application des principes coopératifs dans l'économie de leur pays.*

UNIVERSITÉ

● *Pour faire leurs études dans de bonnes conditions, il ne reste plus aux jeunes Parisiens qu'à s'inscrire... à Caen.*

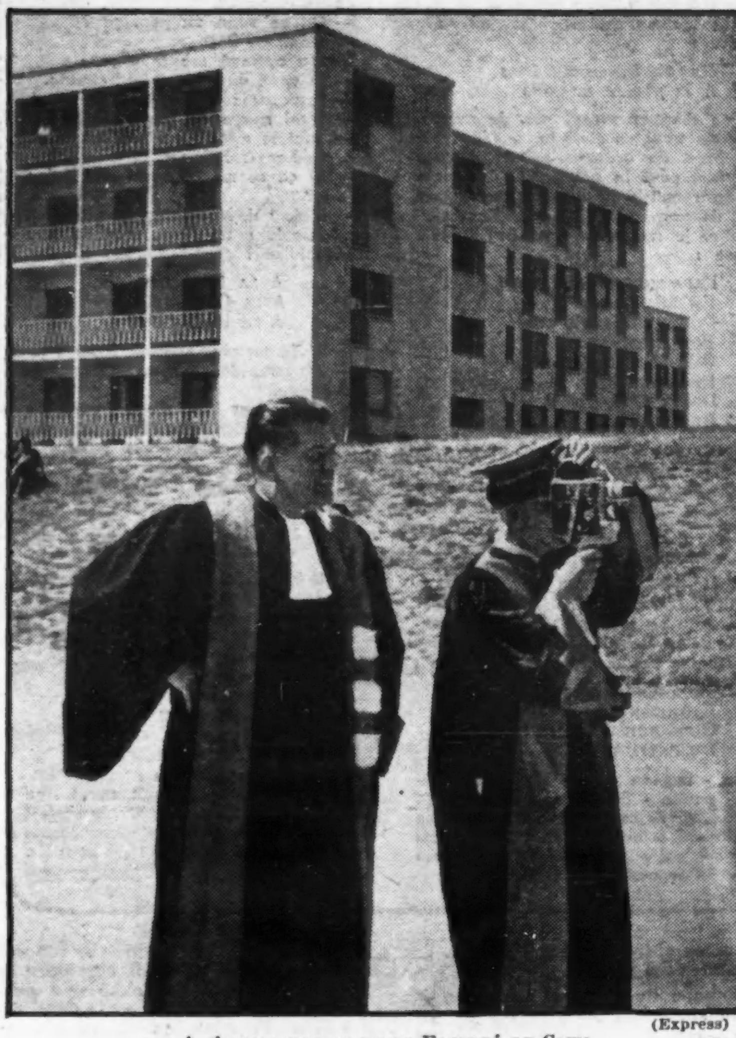
« Nous attirerons les bons »

« SI l'on construit maintenant assez de chambres pour les étudiants, nous attirerons les *bons* », disaient plusieurs professeurs lors de l'inauguration de la nouvelle université de Caen.

« Quand un étudiant ne tient plus en place et veut descendre à Paris, nous ne faisons rien pour le décourager, ajoutaient-ils. Nous sommes sûrs, l'expérience nous le prouve, que, s'il est sérieux, il reviendra vite, effrayé par les amphithéâtres surpeuplés où il faut souvent arriver une demi-heure à l'avance pour trouver une place, par l'impossibilité des contacts humains entre le professeur parisien et sa horde d'étudiants. »

« Evidemment, Caen ce n'est pas marrant, disent de leur côté les étudiants, mais les conditions de travail sont formidables. »

Petit, le geste saccadé, l'accent du Sud-Ouest colorant sa véhémence, Pierre Daure, recteur de Caen depuis 1946 (et membre de la Commission de sauvegarde des droits et libertés en Algérie), a, en effet, obtenu une surprenante victoire contre les lenteurs et timidités de l'administration.



(Express)

A L'INAUGURATION DE LA FACULTÉ DE CAEN
La « récré »

Victoire qui ne fera sans doute pas oublier à ses « administrés » l'inquiétante apologie de la « raison d'Etat » qu'il publia, il y a quelques semaines, dans la *Revue de la Défense nationale*, mais qui se traduit par de beaux résultats.

Deux solutions

L'université de Caen, détruite le 7 juillet 1944 par les obus des marines alliées, avait bien perdu de son lustre. Déjà en 1939 elle comptait moins de 1 000 étudiants. Fallait-il abandonner le moribond ou tenter de lui donner une nouvelle vie ? M. Daure a imposé cette seconde solution.

Replacée sur une colline, dominant les toits tout neufs mais à l'allure d'autrefois de la cité reconstruite, la longue façade blanche de l'Université impose ses masses sobres. 3 200 étudiants s'y sont déjà inscrits à la dernière rentrée. Il y a encore 800 places disponibles. Les étudiants n'ont pas boudé les facilités de travail qui leur sont offertes : la bibliothèque inondée de lumière, la vaste salle des périodiques, les remarquables installations de la faculté des Sciences.

Trois cents étudiants sont, déjà, logés dans les cités construites plus haut sur la colline. On n'attend que les crédits pour construire d'autres chambres qui ne coûtent chacune, mobilier compris, que 785 000 francs.

Drapés dans de prodigieux costumes qui font paraître bien pâles les mariages princiers, 200 universitaires de France et de l'étranger ont célébré dimanche, avec une pompe moyenâgeuse, cette renaissance.

Toute menue, la reine Elisabeth de Belgique est venue heureusement participer au traditionnel ballet des personnalités où manquait le président Coty. Cette absence a été vivement ressentie par les Caennais. Voilà déjà deux fois en effet que ces cérémonies d'inauguration ont été remises, les invitations annulées, pour que M. Coty puisse tenir sa promesse première de venir. Mais, en fin de compte, on s'est décidé à inaugurer sans lui cette université.

HYGIÈNE

● *Une brosse à dents n'est pas un porte-plume et ne doit pas être verte.*

Pour ou contre les « brosses omnibus »

UNE statistique de 1952 a montré qu'il y a, en France, 6 millions d'enfants de 6 à 11 ans et... 40 millions de caries dentaires. Cela suffit à prouver que le rapport présenté par M. Victor Gauval-Goldstein — professeur à l'école d'odontologie de Paris, aux journées d'hygiène et de santé bucco-dentaire — venait à son heure. Sujet de ce grave exposé : *« Etude historique et critique de la brosse à dents. »*

Si, pour le commun des mortels, une brosse à dents est un instrument dont on se sert matin et soir, à l'heure de la toilette, un esprit scientifique ne peut aborder le problème de la même manière. Le savant a pour devoir de se poser des questions sur cet ustensile.

Première question : A quoi *« cela »* peut donc bien servir ? La réponse est simple : la brosse à dents sert à suppléer à la friction physiologique et au brossage qu'une alimentation et une trituration normales ne suffisent plus à assurer. Et le savant de rappeler que l'homme a découvert la carie dentaire en même temps que le feu : ne mastiquant plus ses aliments crus, il a cessé d'assurer le massage naturel des gencives.

Pourtant, en dépit de la découverte de la brosse à dents, il y a quelque cent cinquante ans (le premier brevet a été accordé à M. Naudin, tabletier, en 1818), le nombre des dents cariées n'a cessé d'augmenter. Aujourd'hui, la quasi-totalité des hommes souffrent de carie dentaire. Le savant, bien naturellement, s'interroge devant ce phénomène. Et, là encore, il trouve une réponse : les hommes ne savent pas se brosser les dents et ne disposent pas d'un instrument idéal pour le faire.

Un texte fondamental

Les « usagers », en particulier, ne savent pas tenir convenablement leur brosse à dents. A ce propos, il convient de conserver en mémoire l'important rapport que l'Institut des Manches a publié en 1921 sur les cinq manières de tenir un objet avec sa main :

a) Tenue de main pour l'écriture.
b) Tenue de main pour le forage.
c) Tenue de main pour le découpage.

→

FOIRE DE PARIS - Section Plastiques
Terrasse R - Hall 128 - Stand 128-76

Tout le nettoyage
pour tous locaux commerciaux et privés
Travaux de Peintures
Dépoussiérage
Mise en état - Entretien
Vitres - Tapis - Parquets
RABOTAGE - ENCAUSTIQUAGE
Vernissage parquets
L'IMPECCABLE

chez votre Tailleur
Jeunesse
de
LAJEUNESSE
la draperie qui tient

GANTS TETINES
OLLA
CHEZ VOTRE PHARMACIEN

LANCELOT A PARIS

DÉPENSEZ JUSTE... SOURIEZ FRAIS...

Lancelot, le jeune et impertinent romancier que L'Express *a précipité dans la vie parisienne, s'est égaré cette semaine du côté de la porte de Versailles. Mais à peine franchi le seuil de la « Petite Foire », où se trouve la « maison-minute », Lancelot, impressionnable, a refusé d'aller plus loin. Voici l'épouvantable résultat de sa visite.*

AU dehors, le strontium 90 menace la race humaine... Mais, à l'entrée de la « Petite Foire », le chanteur-dédicaceur André Dassary chasse le mauvais esprit. En file indienne, et dans un silence religieux afin de ne pas troubler la voix intérieure du chanteur, les femmes posent leur « Elle » sous la pointe Bic qui fabrique le signe magique.

Grimpant comme le lierre sur les murs de la maison-minute, de longues banderoles écrites par Déroulède aiguisent notre sentiment national :

Bricolez vite
Bricolez bien
Bricolez juste
Avec l'outil français...

Une maison pour tous
A la portée de tous...

Un confort international
Dans un style français...

Le slogan est un tour d'esprit dangereux. L'envie me prend de déshabiller la phrase historique :

MARTEAU, TENAILLE,
TOURNEVIS, ÉGOINE
SONT LES QUATRE
MAMELLES DU FRANÇAIS.

Un artiste vénézuélien qui a le physique ennuyé du lama, passe l'aspirateur dans le corridor de la maison-minute...

Comme le mal de mer, le slogan, insidieux, m'assaille, monte en moi et jaillit :

ASTIQUEZ VITE
N'ÉPOUSSETEZ PLUS
DÉPENSEZ JUSTE
SOURIEZ FRAIS
AVEC L'ASPIRATEUR FRANÇAIS

●

MAIS qu'est-ce que la maison-minute qui ressemble à toutes les maisons centenaires ?

Il faut savoir que la maison-minute est une création « La Gauloise » et que l'inventeur, sans doute un certain M. Druide, a construit là son message social :

Une maison pour tous
A la portée de tous

Pas d'entrepreneur, pas de maçon, pas de troubles sociaux, pas de plâtre frais, de gravats salissants, pas d'enfant pour la bonne... La brochure qu'on remet d'office au visiteur me fait de nouveau chavirer. Le slogan remonte, je me rends malade jusqu'à l'âme :

PAPA MONTE SA MAISON
EN 36 HEURES
POURTANT PAPA EST
FONCTIONNAIRE
OUI, MAIS PAPA EST
FRANÇAIS
DONC,
BRICOLEUR...

De Druide à gui, il n'y a qu'un pas. Dans la brochure, papa s'appelle Guy, il est jeune et il met 67 minutes pour poser la charpente métallique aviation :

Trois heures d'initiation
Trois tours de clé à cliquet
Trois jours de travail

Maman est jeune, elle porte un pantalon, elle tient le tournevis amoureusement par le manche. Je chante :

MON ÉPOUX EST
ETONNANT
BIEN QUE N'ÉTANT PAS
DU BATIMENT...

La - maison - de - M. Druide - à - la - portée - de - tous coûte 944.775 francs, taxes comprises. Elle s'appelle « Riviera » ou « Eden Roc ». Mais il y a aussi « Poissy » à 632.995 francs et « Billancourt » à 521.985 francs.

Je m'approche d'une vendeuse genre nurse. Elle a un tablier blanc et des socquettes noires.

— Ça se vend un peu, ça ?

— Quoi, ça ?

Elle a appuyé sur le « ça ».

— Je veux dire la maison-minute.

— Je pense bien que cela se vend.

— Quel genre de gens achètent ?

— Tout le monde, de bas en haut, d'Eden Roc à Billancourt.

— Et ça se monte aussi vite qu'on le dit ?

— Mais oui, Monsieur, vous désirez peut-être faire un stage d'initiation à la Gauloise ?

A LA GAULOISE,
A LA COSAQUE
A LA FRANÇAISE

— Et le terrain, il vient avec ?

— Ah non, Monsieur, le terrain n'est pas prévu.

Je n'aime pas faire d'esprit avec les vendeuses. Elles gagnent leur vie, mais cette fois-ci, je passe outre.

— Et le ciel, il est prévu, lui ?

— C'est différent, Monsieur. Le ciel, lui, il est à tout le monde.

●

UNE fois dehors, je suis comme régénéré.

JE SUIS FRANÇAIS,
DONC BRICOLEUR
JE BRICOLERAI LA VIE
ET LA MORT.
BRICOLER SA MAISON,
BRICOLER SA FEMME,
BRICOLER SON ENFANT.

La radioactivité, maintenant, ça m'est égal. Ah ! oui, vraiment, ça m'est égal, le ciel est à tout le monde, mais juste au-dessus de moi, il est français.

LANCELOT.

→

d) Tenue de main pour le serrage.

e) Tenue de main pour frapper.

Seules, les positions *c* et *d* (découpage et serrage) sont adéquates pour l'utilisation de la brosse à dents. Les hommes, hélas ! l'ignorent trop souvent.

Se référant ensuite aux travaux de MM. Held et Dreyfus, M. Gauval-Goldstein donne les caractéristiques de la brosse pour adulte moyen.

- Longueur de la partie travaillante (ou tête) : 20 à 25 mm.
- Longueur des brins : 10 mm.
- Espace entre les axes centraux des touffes : 4 mm.
- Nombre de touffes : trois rangées de six touffes.
- Convergence légère de deux rangées de touffes voisines.

Le rapporteur précise encore que la coloration des manches de brosses à dents peut être nocive et avoir une influence sur la glande salivaire et le chimisme endo-buccal. La diastase salivaire est stimulée par le rouge, l'orange et le bleu, retardée par le vert. Il conseille donc des matériaux de base neutres et incolores.

Après avoir souligné que les « brosses omnibus » ne conviennent pas toujours, M. Gauval-Goldstein répond à la question : « *Faut-il employer le nylon ou la soie ?* », avec une prudence toute scientifique : « *Cela varie selon l'âge physico-dentaire.* »

FAITS DIVERS

● ***Selon les dernières statistiques de la Sûreté Nationale, le vol paye.***

Pour une auto

QUATRE jeunes malfaiteurs ont été arrêtés par la Sûreté nationale. L'un d'eux était fils d'officier, un autre fils de médecin. Pendant leurs cambriolages, ils faisaient montre d'une exquise politesse à l'égard de leurs victimes ; aussi avaient-ils gagné un surnom : on les appelait « les gangsters délicats ». Arrêtés, ils n'ont eu qu'un souci : « *Pourvu qu'on nous envoie dans une bonne prison.* »

Leur origine sociale et l'usage qu'ils ont fait de l'argent volé donnent à leurs « exploits » un caractère exemplaire : de plus en plus souvent, ces dernières années, des « fils de famille » se transforment en malfaiteurs et, chaque fois, c'est pour acheter une auto, comme ces quatre jeunes cambrioleurs, qu'ils commettent ainsi des « hold-up ».

Ces voleurs d'un type nouveau posent des problèmes aux policiers qui, pour les arrêter, ne peuvent utiliser les méthodes classiques (point de « tuyaux » d'informateurs dans ces affaires puisque les malfaiteurs n'appartiennent pas au « milieu »). Conséquence : le nombre des vols impunis s'accroît.

Selon les statistiques de la Sûreté nationale, dont fait état le Bulletin des compagnies d'assurances, le nombre des enquêtes réussies pour les vols d'automobiles, par exemple, est à peu près le même pour 1956 que pour 1955 (2 318 contre 2 263). Pourtant le nombre des vols de ce genre commis est bien plus élevé (11 818 au lieu de 7 256).

Pour les vols qualifiés (avec effraction ou à main armée), même état de choses : 171 445 plaintes ont été déposées en 1956 contre 158 914 seulement l'année précédente, et le nombre des enquêtes ayant abouti à l'arrestation du cambrioleur ne s'est pas accru, bien au contraire (45 983 en 1956 contre 47 950 en 1955).

Selon les compagnies d'assurances, l'indifférence des parents qui ne s'inquiètent pas assez de ce que font leurs enfants et de la manière dont ils « gagnent » leur argent de poche, est en grande partie responsable de cet état de choses. Et de rappeler un détail trop souvent oublié : pour le Code civil, les chefs de famille sont responsables des personnes qui dépendent d'eux.

JE, TU, IL...

● BERNARD GAUTHIER, 33 ans, coureur cycliste, a remporté la course Bordeaux-Paris, en courant les 551 km. du parcours en 15 heures 19 minutes, soit à la moyenne de 35 km. 973. Exploit unique dans les annales du cyclisme : c'est la quatrième fois que Gauthier gagne cette épreuve considérée comme l'une des plus éprouvantes qui soient.

⁂

● MARIANNE, symbole de la République, est, pour les conscrits de la Sarthe, interrogés, la « reine » ou « Jeanne d'Arc ». Le tiers de ces conscrits ignorent le nom du Président de la République, mais connaissent celui de la Reine d'Angleterre.

⁂

● YVES EVENOU, 49 ans, médecin à Choisy-le-Roi, a fait poignarder sa femme, Marie-Claire, 46 ans, par sa maîtresse, Simone Deschamps, 47 ans, pour les remplacer toutes les deux, pensent les enquêteurs, par une jeune femme de 25 ans, rencontrée récemment sur la Côte d'Azur.

⁂

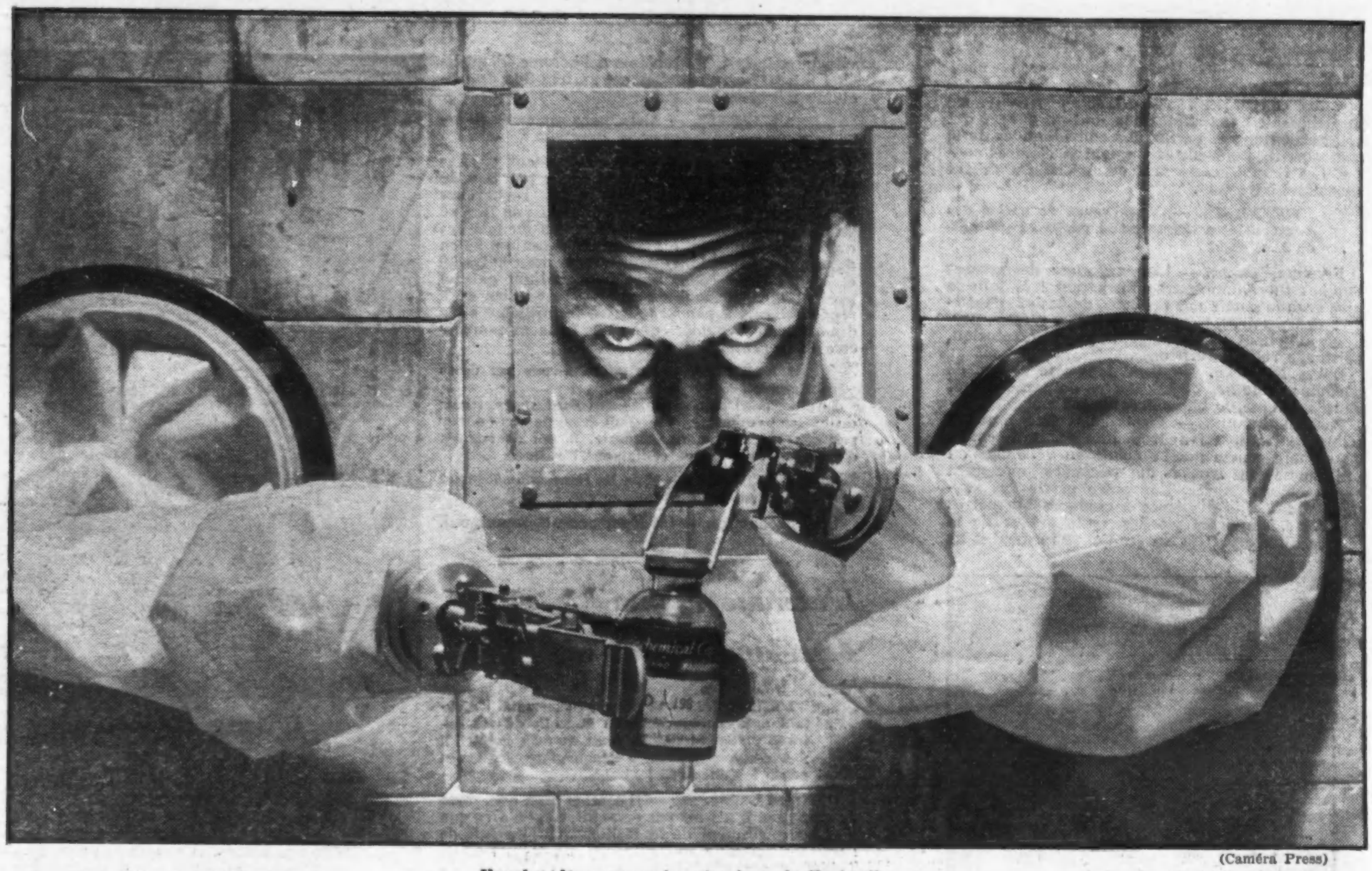
● LE DUC DE NORFOLK, 49 ans, maréchal de la Cour d'Angleterre, a voulu offrir à la nation son château d'Arundel, à condition qu'il ait le droit de continuer à y vivre, entièrement défrayé. Le Duc ne peut plus payer les impôts qui frappent les propriétaires de domaines en Grande-Bretagne. M. Emanuel Shinwell, travailliste, pour faire pièce au duc, a proposé de faire don au pays, dans les mêmes conditions, de son pavillon, dans un quartier ouvrier de Londres.

⁂

● ERIC DE BISCHOFF, 65 ans, navigateur, dont le radeau « Tahiti-Nui » a coulé après avoir essuyé une tempête, prépare une nouvelle expédition, avec les mêmes compagnons, pour démontrer que, dans le passé, les indigènes de Tahiti ont pu gagner, à bord d'embarcations rudimentaires, les côtes américaines.

FOIRE DE PARIS (du 25 mai au 10 juin) - Hall du Bureau moderne - Stand n° 2823
Hall de l'Alimentation - Stand n° 7512

BONS DU TRÉSOR
vous qui avez des disponibilités
et désirez effectuer un placement commode et avantageux
VOUS AVEZ LE CHOIX :
BONS A 1 ET 2 ANS — UN RENDEMENT IMPORTANT
BONS A INTERET PROGRESSIF — UNE PARFAITE LIQUIDITE



(Caméra Press)

Un chercheur au centre atomique de Hartwell

LE POISON ATOMIQUE ET SES DANGERS

Un grand entretien avec les professeurs Francis PERRIN, Louis BUGNARD et Philippe LHÉRITIER

Ce n'est pas encore la panique. C'est déjà l'effroi qui s'empare du public, lorsque 2.000 savants américains signent l'appel du docteur Pauling, prix Nobel de Chimie, contre les expériences nucléaires. En même temps, deux autres chimistes éminents, Joël H. Hildebrand et Kenneth S. Pitzer, déclarent : « Les risques sont très petits. » Et le directeur du laboratoire d'Argonne (U.S.A.) affirme : « Je suis plus préoccupé par le plomb tétraéthyle qui sort du pot d'échappement des voitures. »

De telles contradictions, loin de rassurer, inquiètent davantage. Sur quoi se fondent les uns et les autres ? Dans quelle mesure intervient leur orientation politique ? Et où peut conduire l'utilisation pacifique de l'énergie atomique ?

Trois grands savants français, Francis Perrin, haut commissaire à l'énergie atomique, Louis Bugnard, directeur de l'Office National d'Hygiène, et Philippe Lhéritier, professeur de génétique à la Sorbonne, ont accepté de faire ensemble, pour les lecteurs de L'Express, *au cours d'un entretien, le point sur ce qui peut être honnêtement dit aujourd'hui, en respectant scrupuleusement la vérité scientifique.*

L'EXPRESS. — Chaque jour ou presque, une explosion atomique expérimentale est signalée dans le monde. Ces explosions expérimentales sont-elles vraiment très dangereuses au point de vue biologique et au point de vue génétique ? Existe-t-il aussi d'autres dangers qui peuvent naître de ces expériences ? Que fait-on pour y parer ?

FRANCIS PERRIN. — La question est vaste. Un premier point me paraît devoir être précisé : compte tenu de notre ignorance relative des conséquences à très longue échéance de ces explosions atomiques expérimentales, il semble possible d'affirmer, lorsqu'on tente de mesurer ces conséquences, en particulier l'augmentation de radioactivité qu'elles produisent, que cette augmentation est peu importante comparée à celles de la radioactivité naturelle.

L'EXPRESS. — Voilà qui paraît, pour un profane, assez surprenant à première vue. La radioactivité naturelle est donc si importante ?

LOUIS BUGNARD. — Mais oui: elle nous entoure et elle est en nous. C'est pourquoi la façon dont nous pouvions concevoir ce qui est mû, transformé de façon spontanée chez l'homme — ces mutations spontanées qui conditionnent les modifications de l'espèce humaine — a été profondément bouleversée par la découverte de la radioactivité naturelle. Cette découverte est relativement récente. Et depuis que nous avons eu la révélation que l'homme, sans s'en douter, vivait dans un milieu où il existait des radiations, qu'il avait à l'intérieur de son corps des émetteurs de radiations comme le potassium, le radium, etc., on s'est posé la question de savoir ce qui, dans les mutations spontanées, est lié à cette radioactivité naturelle. C'est là une évaluation évidemment très difficile. Néanmoins, on a avancé un chiffre : 10 à 15 % des mutations spontanées seraient dues à la radioactivité naturelle. Il reste donc plus de 80 % des mutations qui seraient dues à autre chose. A quoi ? Phénomènes chimiques, thermiques... on n'en sait à peu près rien.

L'EXPRESS. — Comment expliquer, si leur responsabilité est aussi modeste, qu'on cite automatiquement les radiations comme l'origine des mutations de l'espèce humaine ?

LOUIS BUGNARD. — Parce que leur utilisation en laboratoire, plus que tout autre instrument, a permis le développement de la génétique depuis le jour où Morgan a découvert qu'on pouvait créer à volonté des mutations avec des radiations.

Les cigarettes produisent peut-être des mutations

PHILIPPE LHÉRITIER. — Non, je m'excuse, ce n'était pas Morgan. C'est un de ses collaborateurs, Muller, qui a découvert en 1927 que les rayons X produisaient des mutations.

LOUIS BUGNARD. — Cette découverte explique l'importance qui est accordée aux radiations pour expliquer les mutations. Seulement, il ne faut pas perdre de vue qu'on peut aussi produire des mutations avec beaucoup d'autres moyens.

PHILIPPE LHÉRITIER. — Il y a peut-être une analogie — je dis bien peut-être — entre effet génétique et effet cancérigène. De sorte qu'il n'est pas impensable que le goudron qui est produit par le papier à cigarettes et qui est, semble-t-il, cancérigène, engendre lui aussi des mutations.

L'EXPRESS. — En somme, c'est parce qu'on a étudié l'effet des radiations depuis plus de trente ans, parce qu'on est en état de le mesurer, qu'on est tenté d'oublier ou de minimiser les autres dangers, les autres causes de mutations ?

LOUIS BUGNARD. — Exactement. Cela ne veut pas dire qu'il ne faille pas tenir compte des radiations. Nous savons qu'elles sont dangereuses, même si elles ne sont pas les seules fautives. Mais il ne faut pas exagérer leurs conséquences néfastes, qui sont hors de proportion avec leurs avantages. Et surtout éviter de créer une psychose de panique à l'égard de tout ce qui est « atomique ».

L'EXPRESS. — Alors, tout est pour le mieux, la radioactivité est bénéfique et les explosions expérimentales sont absolument sans danger pour l'humanité !

→

Les parquets de Versailles ont 300 ans !
Ceux de L.-F. REVAULT dureront autant
☆
Spécialité de
PARQUETS DE CHÊNE
L.-F. REVAULT
AUZEVILLE (Meuse)

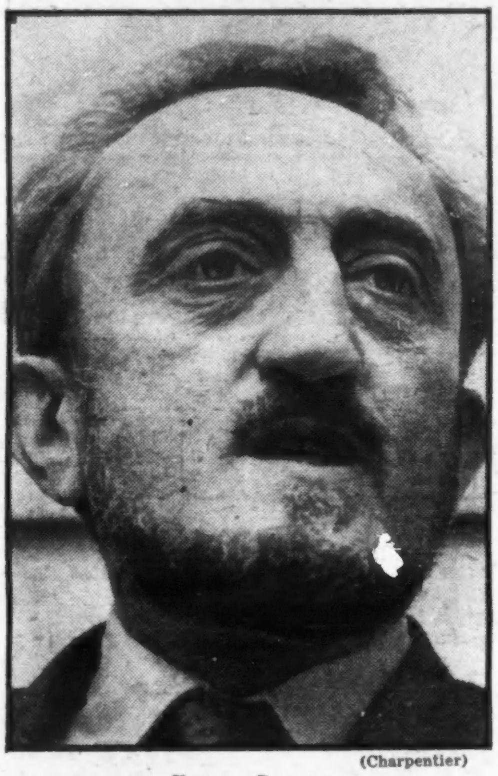
Louis Bugnard. — Ah ! mais non. Ne me faites pas dire ce que je n'ai pas dit. Je n'ai rien avancé de semblable ! Ces explosions sont un danger qui vient s'ajouter aux périls plus considérables de la radioactivité naturelle et à quantité d'autres causes. Les retombées ne sont qu'un élément de cet ensemble, c'est tout.

L'EXPRESS. — Vous venez de parler des « retombées ». Qu'entend-on par là et que sait-on à ce sujet ?

Francis Perrin. — Les explosions des grosses bombes thermonucléaires projettent très loin la plus grande partie des produits de fission, c'est-à-dire des particules radioactives. Les grosses particules tombent au voisinage du point d'explosion, voisinage relatif d'ailleurs...

Louis Bugnard. — Oui, dans une ellipse de quelques centaines de kilomètres de grand axe et d'une centaine de kilomètres de petit axe.

Francis Perrin. — C'est dans cette zone de retombée radioactive très intense, qui existe quand une grosse bombe éclate au voisinage du sol, que se sont trouvés des pêcheurs japonais il y a quelques années. Une autre partie des produits radioactifs dispersée à quelques kilomètres d'altitude, emportée par les vents autour de la terre, est fixée par les nuages qui se forment dans



(Charpentier)

Francis Perrin
« On fonde une campagne sur des raisons qui ne sont pas valables. »

cette zone de l'atmosphère et retombe dans les semaines qui suivent l'explosion. Enfin, dans le cas des grosses bombes thermonucléaires, dépassant la mégatonne d'explosif équivalent, une grande partie des produits radioactifs formés est projetée dans la stratosphère à plus de 15 kilomètres d'altitude, et ne retombe que très lentement après avoir été répartie de façon à peu près uniforme sur toute la terre.

Cette retombée ne s'effectue qu'en plusieurs années, cinq à dix ans probablement. Les corps radioactifs à vie brève sont alors disparus, et seuls retombent le radiostrontium et le radiocesium, qui ne se détruisent notablement qu'en plusieurs dizaines d'années. Comme il y a maintenant plus de cinq ans qu'on fait des explosions thermonucléaires, on a déjà obesrvé une retombée importante. Mais, bien qu'il soit difficile d'être précis à ce sujet, il paraît vraisemblable que les deux tiers ou même les trois quarts du radiostrontium produit par les bombes qui ont déjà explosé est encore dans la stratosphère et retombera dans les dix ans à venir sur la surface de la terre. Par conséquent, si on arrête maintenant les explosions, la charge du sol en radiostrontium sera probablement multipliée par un facteur de l'ordre de 3 à 4 dans les années qui viennent.

L'EXPRESS. — Donc le strontium 90 retombe sur le globe. Est-il réparti uniformément ? Où va-t-il ?

Francis Perrin. — Il est réparti à peu près uniformément sur le sol du monde entier, et reste dans une couche peu profonde de terre. Mais la façon dont il est ensuite absorbé par les plantes, puis les animaux dépend de la nature du sol : la toxicité ultérieure du strontium sera très différente selon qu'il tombe sur un sol riche ou pauvre en calcium. N'oublions d'ailleurs pas que les différences peuvent être considérables aussi pour la radioactivité naturelle : une maison de bois ou construite avec des pierres calcaires peut donner des irradiations 50 fois plus faibles qu'une maison en granit, ou même simplement de briques ou de béton.

Mais revenons au strontium : du sol, il gagne la chaîne alimentaire, c'est-à-dire les végétaux, puis les animaux, en accompagnant le calcium ; et par cette voie nos aliments, notamment la viande et le lait. Et finalement l'homme, dans lequel il pénètre essentiellement en fonction du calcium qu'il absorbe.

L'EXPRESS. — Alors, nous sommes entièrement contaminés par le strontium ?

Louis Bugnard. — Pas entièrement : il se concentre dans les os. Mais il n'y a pas lieu de s'alarmer outre mesure. D'après les recherches entreprises, il semble que la radioactivité liée au strontium 90 ayant pénétré dans l'os du fait des explosions (puisqu'il n'y a pas de strontium 90 en dehors des explosions) peut être évaluée entre 10 et 40 % de la radioactivité du radium naturel présent normalement dans l'os. C'est-à-dire qu'il représenterait à peu près entre le millième et le dix-millième des doses que nous pensons pouvoir être dangereuses.

L'EXPRESS. — Qu'entendez-vous par doses dangereuses ?

Louis Bugnard. — Celles qui sont susceptibles de créer pendant la vie d'un homme un cancer par exemple, ou une leucémie. A cet égard, les dangers sont donc extrêmement minimes.

L'EXPRESS. — Mais ils représentent quand même un léger accroissement.

Louis Bugnard. — Un léger accroissement, oui.

L'homme ajoute « quelque chose » de plus

L'EXPRESS. — Si cet accroissement, s'ajoutant aux conséquences de la radioactivité naturelle, franchissait le seuil au-delà duquel il y a danger, il cesse d'être négligeable. Qu'en pense le généticien ?

Philippe Lhéritier. — Il semble bien que, dans ce domaine, il n'y ait pas de seuil, c'est-à-dire que tout accroissement de la radioactivité du fait de l'activité humaine soit plus ou moins nuisible. Toutefois, les généticiens ne sont pas unanimes dans leurs estimations à ce sujet car il est impossible d'expérimenter sur l'homme. De sorte que nous ne savons pas, au fond, dans quelle mesure un accroissement de la radioactivité générale à la surface terrestre se traduira réellement par une transformation importante du patrimoine héréditaire.

De toutes façons, le phénomène de mutation que constitue cette détérioration spontanée du patrimoine héréditaire s'est toujours produit depuis l'origine des temps. C'est le moteur de l'évolution. Il était dû, jusqu'ici, pour une part à la radioactivité naturelle. L'homme, aujourd'hui, va y ajouter quelque chose. Nous ne savons pas l'importance exacte de ce « quelque chose ». C'est tout ce qu'on peut en dire.

L'EXPRESS. — Ce « quelque chose » de plus est forcément nuisible.

Philippe Lhéritier. — Oui, on peut être presque sûr que c'est nuisible. Mais nous ignorons à peu près l'importance de ce qu'on va ajouter ainsi. Toutefois, il existe certaines bases d'appréciation.

Ce qui intéresse le généticien, c'est la dose reçue par un individu sur l'intervalle d'une génération humaine, en trente ans donc. Cette dose, du fait de la radioactivité naturelle, est d'environ 3 roentgens — le roentgen est l'unité de mesure des doses de rayonnements ionisants. Il peut y avoir, bien sûr, à cette évaluation des variations considérables, de près de 10 dans certains cas exceptionnels. Mais prenons l'évaluation moyenne de 3 roentgens. Quel va être l'effet de l'intervention de l'homme ?

Plusieurs rapports scientifiques américains assurent qu'au rythme actuel des explosions expérimentales, leur effet serait de l'ordre d'un demi-roentgen, soit le sixième de la radioactivité naturelle. Or celle-ci n'explique presque certainement pas, comme on l'a dit tout à l'heure, toute la mutabilité spontanée, toute l'évolution. Je dis « presque certainement » parce que, là encore, il existe une incertitude. Mais elle en explique une partie, au moins 10 % a-t-on dit. Prenons ce chiffre. Si la radioactivité n'explique même que 10 % des mutations spontanées, les explosions expérimentales augmentent d'un sixième cette radioactivité et seront responsables d'un soixantième des transformations de l'espèce humaine. C'est, je le reconnais, très faible. Mais ce n'est pas tout à fait négligeable quand même.

L'EXPRESS. — Les explosions de bombes n'auraient donc pas plus de conséquences que l'utilisation des rayons X, par exemple ?

Philippe Lhéritier. — Cela ne se compare pas. L'utilisation médicale des rayons X conduit à des doses moyennes beaucoup plus fortes que les retombées atomiques. Les Américains parlent de 3 roentgens pour les rayons X au lieu de 1/2 roentgen dans les retombées. Donc le simple fait pour les gens de passer à la radio pour un oui ou pour un non...

L'EXPRESS. — Même pour essayer des chaussures...

Philippe Lhéritier. — ...est finalement plus dangereux, à certains égards, que les retombées de bombes.

L'EXPRESS. — Vous voulez dire que l'utilisation médicale des rayons X sur l'ensemble de la population du globe...

Philippe Lhéritier. — ...produit actuellement une détérioration du patrimoine héréditaire plus importante que les explosions.

Naturellement, c'est surtout vrai pour l'Europe et les Etats-Unis, beaucoup moins dans les pays sous-développés. Ce qu'on peut dire pour les rayons X, c'est qu'il serait souhaitable qu'ils ne soient utilisés...

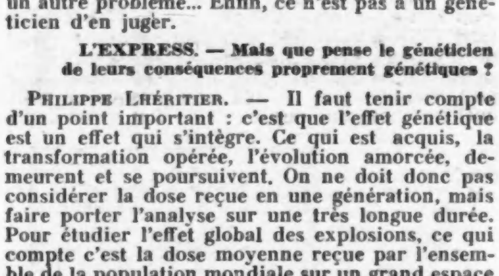
Louis Bugnard. — ...qu'avec des précautions.

Philippe Lhéritier. — Il faut savoir aussi que les radiographies sont moins dangereuses que les radioscopies. Seulement, ce n'est pas une raison suffisante pour arrêter l'utilisation des rayons X. Il faut mettre dans la balance les avantages immenses que l'humanité en retire. Ces avantages-là sont incontestables. L'explosion des bombes, c'est un autre problème... Enfin, ce n'est pas à un généticien d'en juger.

L'EXPRESS. — Mais que pense le généticien de leurs conséquences proprement génétiques ?

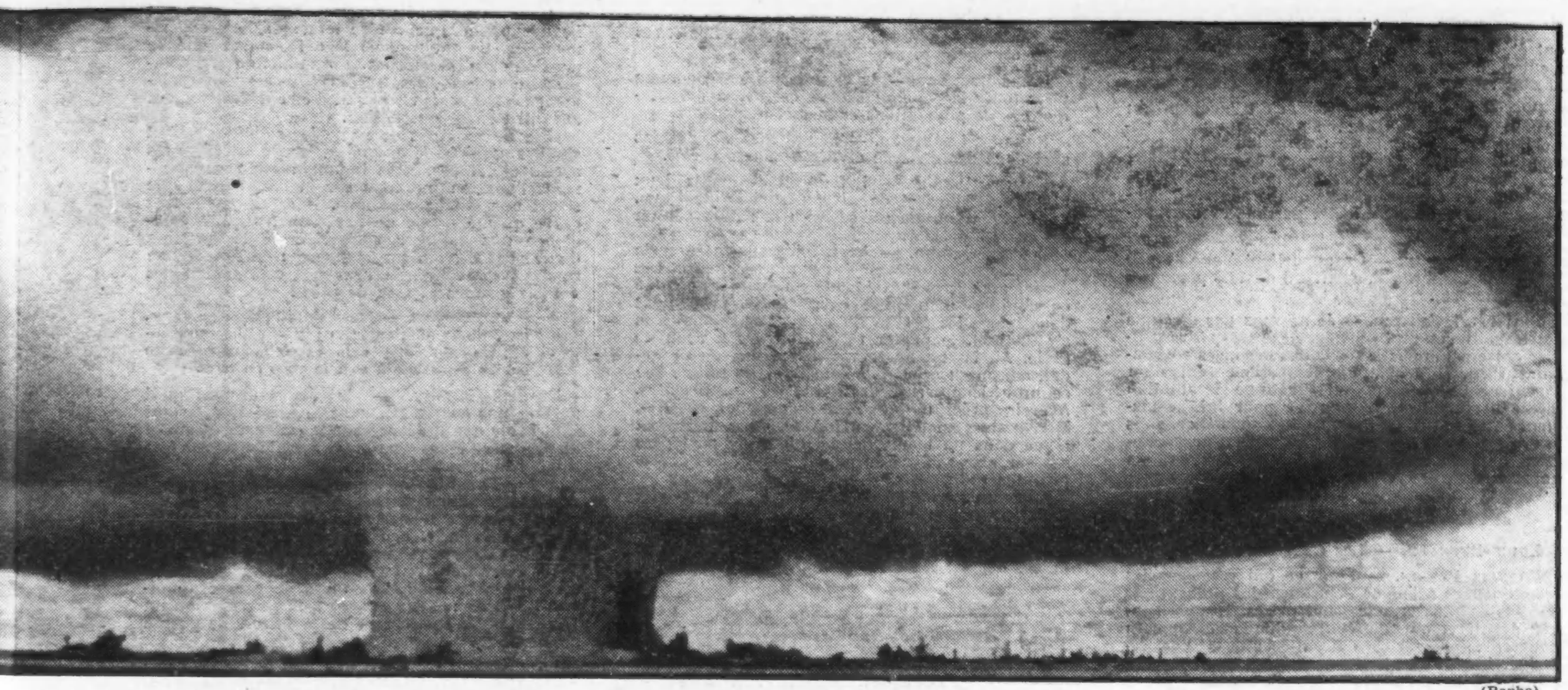
Philippe Lhéritier. — Il faut tenir compte d'un point important : c'est que l'effet génétique est un effet qui s'intègre. Ce qui est acquis, la transformation opérée, l'évolution amorcée, demeurent et se poursuivent. On ne doit donc pas considérer la dose reçue en une génération, mais faire porter l'analyse sur une très longue durée. Pour étudier l'effet global des explosions, ce qui compte c'est la dose moyenne reçue par l'ensemble de la population mondiale sur un grand espace de temps. Considérée sous cet angle, il ne semble pas que l'augmentation de la radioactivité naturelle due aux retombées des bombes soit, à l'échelle mondiale, très considérable. Cela ne veut pas dire qu'elle n'est pas nuisible génétiquement — toute augmentation est nuisible — mais elle n'est pas très importante.

« Il est inquiétant et grave qu'un



(Charpentier)

Louis Bugnard
« Eviter la psychose de panique à l'égard de tout ce qui est atomique. »



UNE EXPLOSION EXPÉRIMENTALE DE BOMBE H

(Rapho)

ve qu'une partie de l'opinion française commence à considérer avec légèreté la question d'une guerre atomique. »

L'EXPRESS. — C'est plutôt rassurant. Mais ce qui émeut l'opinion, pour le moment, ce n'est pas tant l'aspect global et général du problème que certains cas individuels, de plus en plus nombreux, semble-t-il, dont la cause est attribuée aux explosions. Ainsi, bien des gens pensent que le nombre des enfants anormaux augmente et que cette augmentation s'explique par les expériences atomiques. Est-ce fondé ?

PHILIPPE LHÉRITIER. — A l'échelon strictement individuel, aucune mutation spontanée ne peut être scientifiquement constatée, en aucun cas. Si vous prenez l'ensemble des couples humains, la probabilité que certains aient des enfants anormaux varie dans des proportions considérables d'un couple à l'autre. C'est une question de hasard : il y a déjà, dans l'ensemble de la population, un très grand nombre de facteurs défavorables. Alors, dans cette variation énorme, qui peut aller de 50 % jusqu'à 0 ou presque, le petit quelque chose qui résulterait du fait qu'un individu déterminé a reçu le pourcentage supplémentaire de radiations est complètement perdu, impossible à mesurer.

A l'échelon statistique, par contre, on parvient à certaines conclusions. Ainsi, aux Etats-Unis, on a comparé deux groupes d'enfants : d'une part les enfants nés de médecins radiologues et d'autre part des enfants nés de médecins non radiologues. Les radiologues reçoivent des doses considérables qui peuvent atteindre près de 1.000 roentgens, d'autant qu'ils prennent généralement peu de précautions. Le choix des deux groupes était excellent parce que le fait d'être radiologue ou non, si l'on est médecin, n'est influencé ni par la race, ni par l'origine sociale et n'influe pas sur le niveau de vie. Eh bien ! dans ces conditions satisfaisantes d'analyse, on a noté une augmentation statistiquement significative du nombre des anormaux parmi les enfants nés de radiologues.

Un accident, c'est difficile à provoquer

LOUIS BUGNARD. — Je voudrais faire remarquer aussi, pour répondre à votre question, qu'on confond souvent, quand on parle de ces problèmes, les effets génétiques et les effets somatiques. Si une femme enceinte a été victime de radiations, d'une façon ou d'une autre, pendant sa grossesse, l'enfant peut à sa naissance en supporter les conséquences. Et on ne peut pas parler dans ce cas d'effets génétiques. De même, les troubles que peut engendrer le strontium 90 venant des retombées atomiques, pénétrant à l'intérieur du corps humain et se fixant dans les os, sont des troubles somatiques et non génétiques. Le strontium n'émet que des rayons bêta. Il ne risque pas d'aller irradier les glandes génitales. Or pour définir les véritables effets génétiques, ce qui compte ce sont les doses qui arrivent aux glandes sexuelles.

FRANCIS PERRIN. — C'est exact : les radiations du strontium n'ont que très peu de pénétration ; elles s'absorbent en quelques millimètres de tissus.

LOUIS BUGNARD. — Mais par contre, un autre élément radioactif à vie longue, le césium, qui lui, reste à l'extérieur du corps, peut augmenter la dose génétiquement active.

L'EXPRESS. — Le professeur Lhéritier disait tout à l'heure que toutes les mutations peuvent être qualifiées de néfastes. Pourquoi ?

PHILIPPE LHÉRITIER. — C'est un fait d'ailleurs compréhensible.

Il existe des facteurs héréditaires extrêmement défavorables. L'immense majorité des mutations qui peuvent se produire donnent des anomalies diverses, graves ou peu graves, mais qui finalement subsistent dans les populations. Ce que peut faire une augmentation de radioactivité, c'est d'augmenter un peu, dans une mesure que nous connaissons mal, le nombre de mutations néfastes.

L'EXPRESS. — Compte tenu de ces remarques, n'y a-t-il pas des maladies qui soient particulièrement favorisées par les radiations, la leucémie par exemple ? N'y a-t-il pas eu aussi des accidents locaux ?

FRANCIS PERRIN. — Il y a eu des accidents dans un rayon de 100 ou 200 kilomètres du

(Charpentier)

PHILIPPE LHÉRITIER
« Ce « quelque chose » de plus, on peut être presque sûr que c'est nuisible. »

lieu des explosions : les pêcheurs japonais par exemple, et aussi l'affaire des îles Marshall. Certains de ces accidents ont provoqué des maladies dues au rayonnement. En dehors de ces conséquences immédiates, elles ont pu déclencher des processus à long terme qui sont bien connus. Ainsi, parmi les survivants d'Hiroshima qui avaient reçu des doses de rayonnement très importantes, atteignant quelques centaines de roentgens, on a constaté depuis quelques années un accroissement important et significatif du nombre des leucémies. La leucémie n'est pas une conséquence nécessaire d'une irradiation de 100 roentgens par exemple, mais une telle irradiation donne un accroissement sensible de la probabilité de leucémie.

L'EXPRESS. — Et dans les centrales atomiques, n'y a-t-il pas aussi des accidents ?

FRANCIS PERRIN. — Bien sûr, mais moins que dans la plupart des usines. Il y a eu, dans le monde, trois ou quatre accidents de piles atomiques ; aucun n'a entraîné mort d'hommes, ni même de maladies par suite d'irradiations excessives. On a même provoqué aux U.S.A. un de ces accidents exprès, pour savoir si on réussirait à faire exploser une pile atomique, si une pile en s'emballant se transformerait en bombe atomique. Cela a permis de prouver qu'il n'en était rien.

Il a fallu se donner du mal pour réussir à faire sauter cette pile, du type chaudière. L'expérience a produit une explosion correspondant à une trentaine de kilos de TNT alors que la bombe d'Hiroshima représentait 20.000 tonnes de cet explosif.

Les mariages consanguins sont à déconseiller

Tout au plus peut-on craindre des projections radioactives sur quelques kilomètres. C'est ce qui incite à ne pas installer de grosses centrales à proximité immédiate des grands centres urbains. Non que nous ayons moins de respect pour la vie et la santé d'un paysan que d'un Parisien ou d'un Lyonnais, mais parce qu'il est plus facile, dans le cas très peu probable mais pas impossible de retombées radioactives, d'évacuer pour quelque temps les 200 habitants d'un village que les centaines de milliers d'habitants d'une grande ville. C'est d'ailleurs ce qu'on a fait au moment des éruptions de gaz survenues à Lacq et Parentis.

PHILIPPE LHÉRITIER. — Je voudrais demander à M. Perrin si on ne pourrait pas redouter des effets cumulatifs sur le globe entier du fait des accidents qui se multiplieront le jour où tous les pays emploieront des bateaux, des avions atomiques, disposeront de réacteurs. Les troubles politiques peuvent d'ailleurs contribuer à accroître le nombre des accidents par des accidents provoqués.

FRANCIS PERRIN. — Ce n'est pas facile de déclencher exprès un accident dangereux pour le voisinage.

PHILIPPE LHÉRITIER. — Mais ne peut-on craindre, à la longue, un accroissement très notable de la radioactivité mondiale. Pour le généticien, c'est là le problème.

FRANCIS PERRIN. — On peut dire que les accidents tels que nous pouvons les imaginer sont encore très peu de chose par rapport à l'explosion d'une bombe actuelle et ne pourraient guère amener de dispersion de produits radioactifs à très grande distance. Je pense que la pollution générale qu'ils pourront engendrer restera très inférieure à celle que déterminent actuellement les explosions expérimentales, qui est faible. C'est tout de même une raison suffisante pour arrêter ou limiter, d'ici quelques années, les explosions. Nous disposons d'une marge relativement considérable d'accroissement de radioactivité tolérable, mais il ne faut l'utiliser qu'à bon escient. Pour les médecins d'abord, puis pour développer l'industrie atomique, tout en restant, dans ce cas, dans des limites très strictes.

L'EXPRESS. — Dans l'immédiat, à en juger par les risques — même réduits — que courent ceux qui habitent au voisinage des centrales, les techniciens eux-mêmes doivent être assez exposés ?

FRANCIS PERRIN. — Des règles très étudiées →

ont été établies. Il suffit de les respecter strictement pour être sûr d'éviter les conséquences sur la santé.

PHILIPPE LHÉRITIER. — Cela, c'est l'accident du travail. Mais il faut aussi signaler un point important, ignoré du public : si un individu a reçu une dose anormale de radiations, comme certains travailleurs de Saclay par exemple, les mariages consanguins dans sa descendance sont à déconseiller. Ils risqueraient d'être particulièrement néfastes.

FRANCIS PERRIN. — On appartient à une grande famille à partir du moment où on fait partie du Commissariat...

PHILIPPE LHÉRITIER. — Je ne veux pas dire que les travailleurs de Saclay ne doivent pas se marier entre eux, mais je parle des mariages consanguins. Il serait fâcheux que les petits-enfants d'un ingénieur de Saclay ayant subi une irradiation même parfaitement inoffensive pour lui, se marient entre eux. C'est toujours à déconseiller, mais je crois que dans ce cas, il y aurait un accroissement important du risque d'avoir des enfants anormaux.

L'EXPRESS. — Il faut faire une note de service.

LOUIS BUGNARD. — Les Anglais l'ont fait.

FRANCIS PERRIN. — Pour ce qui concerne les conséquences à longue échéance, des précautions de plus en plus grandes sont prises. Jusqu'à l'année dernière, on admettait qu'un être humain pouvait supporter 300 milli-roentgens par semaine, indéfiniment. Mais, sachant qu'il peut y avoir, à longue échéance, un effet cumulatif de faibles doses, il a été ensuite décidé de réduire la dose annuelle qu'un travailleur peut recevoir. 300 milli-roentgens pendant 50 semaines auraient donné 15 roentgens par an. On a réduit à 5 roentgens par an le maximum admissible. Pourquoi 5 ? Parce que 5 roentgens par an, pour 40 ans de travail — de 20 à 60 ans — cela fait 200 roentgens, dose considérée comme possible. Cette réduction d'un tiers a été admise, d'autre part, parce qu'on a constaté que, sur le plan pratique, aucun des services atomiques n'avait à l'heure actuelle dépassé le tiers de la dose maxima admissible.

Il se peut que nous soyons amenés un jour à dire : 5 roentgens par an pendant 10 ans, donnant 50 roentgens ; c'est encore trop ; la dose est ramenée à 25 roentgens au total pour 10 ans. Puis, plus tard encore peut-être : 75 roentgens en 30 ans, c'est trop ; la dose totale pour 30 ans doit être abaissée à 50 roentgens. Mais pour le moment les limitations fixées réservent l'avenir de façon satisfaisante.

L'EXPRESS. — Pratiquement, comment cela se traduit-il ? Par un système de rotation du personnel ?

LOUIS BUGNARD. — Oui. Dans certaines conditions, un ouvrier ou un ingénieur peut être professionnellement plus exposé pendant une semaine et moins la semaine suivante : c'est la moyenne qui importe. On procède donc à un contrôle tous les trois mois. Si la dose maxima admissible, fixée selon la règle du tiers, est atteinte, on déplace l'intéressé dans un service moins exposé.

Il n'y a pas de sixième sens

L'EXPRESS. — Comment expliquez-vous, malgré toutes les précautions prises, cette émotion de l'opinion ?

FRANCIS PERRIN. — Cette émotion autour de ces risques tient pour une part au fait qu'ils sont insidieux. On ne sent absolument pas une irradiation, même mortelle. On peut accumuler au cours des années des irradiations pas très grandes qui pourront déclencher une leucémie sans avoir jamais eu le moindre trouble, la moindre alerte. Le respect de la discipline devient difficile à obtenir. Quand on touche un objet chaud on se brûle : on est immédiatement prévenu. Avec la radioactivité, c'est tout différent : on ne sent rien. D'où, chez les travailleurs, cette insouciance dangereuse qui alterne avec une inquiétude parfois déraisonnable.

PHILIPPE LHÉRITIER. — En d'autres termes, l'évolution n'avait pas prévu que l'homme, en tant qu'espèce, serait exposé à ce genre de danger ; elle n'avait pas prévu le sixième sens pour l'individu, qui lui dicterait de s'éloigner immédiatement des irradiations.

FRANCIS PERRIN. — C'est pourquoi nous devons, aussi bien pour les travailleurs que pour les populations, toujours tenir compte de notre ignorance des actions à longue échéance et nous référer toujours aux comparaisons avec la radioactivité naturelle qui nous indique des limites. Pour des facteurs d'accroissement de l'ordre de 4 à 5, on ne doit pas observer de conséquences importantes. Tant que nous resterons très en dessous de ces facteurs 4 ou 5 par rapport au rayonnement naturel, on pourra considérer que les effets de la radioactivité artificielle sont négligeables.

PHILIPPE LHÉRITIER. — Oui, si l'on reste très au-dessous. Mais génétiquement, je ne pense pas qu'un facteur 4 ou 5 soit négligeable.

L'EXPRESS. — Comment mesure-t-on la radioactivité supportée par la population et ses conséquences génétiques ?

LOUIS BUGNARD. — La grande difficulté comme pour toute la génétique, c'est qu'il n'existe presque pas de populations stables et homogènes.

PHILIPPE LHÉRITIER. — Et puis, les populations sont dans des états de civilisation très variés.

FRANCIS PERRIN. — Il faudrait comparer deux régions voisines et de niveau social identique, l'une vivant sur un sol calcaire et l'autre sur un sol granitique.

LOUIS BUGNARD. — Jusqu'ici, pour mesurer la retombée, on employait des papiers gommés. Les Américains avaient fabriqué un papier gommé en feuilles d'un pied carré qu'ils envoyaient dans toutes les parties du monde. Les poussières s'y fixaient, le papier résistait même à l'eau de pluie. Au bout d'un temps déterminé, on procédait aux mesures. Mais aujourd'hui, on estime que ce procédé présente des garanties insuffisantes. Avec les précipitations stratosphériques, en effet, la retombée est tellement longue, donc tellement ténue dans un temps donné, qu'on ne peut plus séparer, par analyse du papier gommé, les divers produits radioactifs.

Alors on est obligé de mesurer la radioactivité dans les os par des procédés biochimiques. Les mesures sont encore peu nombreuses, ce qui fait que toutes les évaluations qu'on a faites au cours de ces dernières années sont déjà suspectes.

Les explosions préparent de meilleures bombes

L'EXPRESS. — C'est là une révélation angoissante. N'existe-t-il donc aucun contrôle satisfaisant ?

FRANCIS PERRIN. — Si, et dans l'ensemble la protection des populations en temps de paix est assurée. Nous sommes très loin de la zone périlleuse, vraiment très loin. Mais j'ajouterai qu'il serait très important que l'on puisse donner au Service National de Protection contre les radiations, qui a été créé l'an dernier par le professeur Bugnard, les moyens nécessaires pour développer en France les études et le contrôle de la radioactivité générale, de la radioactivité des aliments, etc. Ces études, naturellement, doivent être faites dans les régions avoisinant les centres atomiques mais aussi très loin de ces centres puisque l'essentiel de l'accroissement de radioactivité vient des retombées radioactives : ces tâches ne peuvent donc pas être assumées par le Commissariat à l'Energie Atomique, bien que nous nous en préoccupions. Au contraire, elles sont tout à fait dans les attributions du Service de Protection contre les radiations qui, indépendant du Commissariat, est chargé même de contrôler ses installations. Il est insensé de penser qu'on ne donne pas à ce service les moyens minimums dont il a besoin.

L'EXPRESS. — Une question que tout le monde se pose : est-ce que toute influence des explosions sur le temps est exclue ?

FRANCIS PERRIN. — Pratiquement, oui : d'une part cette influence, si elle existe, n'a pu être scientifiquement constatée et, d'autre part, comme nous le disions sous d'autres aspects, les effets des explosions atomiques à l'échelle mondiale sont peu de chose, de quelque façon qu'on les considère. Elles influent beaucoup moins que les tremblements de terre, les éruptions volcaniques ou l'ensemble des orages producteurs d'acide nitrique. La plus grosse bombe représente moins du centième de l'éruption de Krakatoa.

PHILIPPE LHÉRITIER. — Je lisais récemment les Mémoires d'un Bourgeois de Paris du temps de Jeanne d'Arc. Ce brave homme remarquait tous les ans que, vraiment, il y avait quelque chose qui ne marchait plus : il neigeait à Pâques ou bien les roses fleurissaient à Noël...

L'EXPRESS. — Pour conclure cet entretien, iriez-vous jusqu'à affirmer que l'idée si répandue selon laquelle bien des drames de notre époque sont dus aux expériences atomiques est fausse ?

FRANCIS PERRIN. — Je crois qu'elle repose sur une confusion dangereuse et que l'on fonde une campagne contre les explosions atomiques expérimentales sur des raisons qui ne sont pas valables.

Au fond, ce qui est de beaucoup le plus important, ce n'est pas l'effet nocif direct des explosions atomiques, c'est de savoir si elles constituent une préparation à la guerre atomique. L'opinion publique, je crois, surestime les dangers et au contraire s'habitue plus ou moins à l'idée de la guerre atomique, qui serait une catastrophe épouvantable.

La question de l'arrêt des explosions doit être considérée de ce point de vue : savoir si cet arrêt et la façon dont on le déciderait augmenteraient ou diminueraient les risques d'une guerre atomique.

L'EXPRESS. — Il semblait, au contraire, que les récents développements avaient pour effet d'accroître la crainte d'une guerre atomique, et non pas d'habituer à l'envisager.

FRANCIS PERRIN. — N'en croyez rien. Combien de propagandes qui semblent considérer trop facilement l'éventualité d'une guerre atomique ! C'est contre cela qu'ont réagi essentiellement les savants allemands dans leur récente déclaration ; beaucoup plus que contre les explosions expérimentales. Ils ont rappelé fort justement que le pays où on utiliserait les armes atomiques, y compris les armes dites tactiques, serait non seulement ravagé, mais risquerait d'être définitivement anéanti en tant que nation.

Cela ne veut pas dire que les solutions soient simples, qu'il faille ou qu'il suffise d'interdire les armes atomiques. Mais il faut alerter constamment l'opinion publique sur la catastrophe que serait une guerre atomique. Il est inquiétant et grave qu'une partie de l'opinion française commence à considérer avec légèreté la question d'une guerre atomique et pense : ce sera « une sale guerre ». Mais la France a connu bien des « sales guerres ». Une de plus !

L'EXPRESS. — Mais alors l'idée d'accepter, en France, d'orienter une partie de notre industrie atomique vers la fabrication d'une bombe contribue à ce que vous énoncez.

FRANCIS PERRIN. — Je dis seulement qu'il ne faut pas considérer avec légèreté tout ce qui peut avoir une influence sur les chances d'emploi d'armes atomiques sur notre pays. Ce n'est pas forcément la renonciation unilatérale à des armements qui peut éviter la guerre atomique, mais il faut constamment penser que cette guerre serait une catastrophe tellement effroyable pour l'humanité, et pour la France en premier, que toutes les décisions dans ces domaines-là doivent être prises en pensant, non pas : « Serons-nous un peu plus ou un peu moins forts en cas de guerre atomique ? » Mais : « Aurons-nous un peu plus ou un peu moins de chances de ne pas avoir de guerre atomique ? »

LOUIS BUGNARD. — Je suis tout à fait de l'avis de M. Perrin et je suis surpris de voir que l'opinion publique est alertée dans le sens de dangers qui sont minimes de la part des explosions expérimentales, à condition, bien entendu, que leur rythme ne s'accélère pas, alors que le véritable danger est que ces expériences permettent de mieux préparer un matériel explosif atomique qui, lui, alors, en cas de guerre, engendrerait la véritable catastrophe. Je trouve les expériences fâcheuses en ce sens qu'elles préparent, si on peut employer ce terme, de meilleures bombes atomiques.

Ce n'est jamais bon de mentir

L'EXPRESS. — Les explosions expérimentales conditionnent-elles vraiment un développement de l'utilisation pacifique de l'atome ?

FRANCIS PERRIN. — Je crois que les connaissances qui ont été acquises, grâce aux explosions, pour l'utilisation pacifique de l'énergie atomique ne sont pas négligeables. Mais ce qu'on en peut attendre, surtout maintenant, est sans doute sans importance.

L'EXPRESS. — Il y a un élément nouveau qui semble très dangereux à première vue, c'est la découverte de ce que les Américains appellent la « clean bomb », la « bombe propre » sans retombées radioactives.

FRANCIS PERRIN. — D'abord, il semble qu'il y ait, pour la « clean bomb », une erreur d'interprétation. Elle ne comporte pas la suppression de tous les produits de fission, mais elle pourra diminuer — quand elle existera — la quantité de matières radioactives qui retombera par rapport à la bombe H. D'ailleurs, je ne pense pas que l'on puisse avoir la certitude, même si l'on crée ces bombes donnant beaucoup moins de retombées radioactives (le minimum étant les retombées d'une bombe du type de celle d'Hiroshima), que cela constitue une garantie contre l'emploi des autres bombes. Ce sera simplement sur la palette des armements, suivant les effets recherchés, un type de bombes agissant plus localement, provoquant la destruction complète d'une grande ville par exemple sans menacer les campagnes qui l'entourent. De toutes façons, ce serait une erreur de penser qu'on pourra réduire de façon notable l'ampleur de la catastrophe que serait une guerre atomique.

L'EXPRESS. — Vous touchez à un problème qui n'est pas scientifique, mais purement psychologique. Quand les gens imaginent une guerre atomique, ils se disent : « Après tout, c'est une affaire de diplomatie. On pourra peut-être l'éviter. » Mais ils se sentent chaque jour directement menacés eux-mêmes dans leur santé, dans leurs enfants, par les explosions expérimentales. Ils s'en alarment de façon excessive, peut-être, mais c'est la chose qui les touche. Donc, pour obtenir que l'opinion s'insurge contre une guerre atomique, il faudrait presque lui mentir sur les conséquences des explosions expérimentales.

LOUIS BUGNARD. — Ce n'est jamais bon, jamais, de mentir.

FRANCIS PERRIN. — Non, il ne faut jamais chercher à atteindre de bons objectifs en utilisant de faux prétextes.

PHILIPPE LHÉRITIER. — Un jour vient où le public comprend ou apprend qu'il a été trompé. Dès lors, il n'écoute plus les mises en garde justifiées. Ce n'est jamais rentable de mentir.

(Copyright « L'Express »)

PARIS EN PARLE...

● THEATRE : *Les écoliers et les banlieusards risquent de trouver Musset lourd et Tchékov ennuyeux. — Jean-Louis Barrault rode avec un Claudel intime sa future scène* ● BALLETS : *Des mondains boudent à la République un marquis espagnol* ● CINEMA : *Au fond d'un vieux palais vénitien Vadim découvre les obsessions d'un jeune cinéma. — Billy Wilder offre à Audrey Hepburn les tziganes et le champagne de Lubitsch* ● VARIETES : *Jacques Douai revient du Nouveau Monde avec des chansons du moyen âge* ● JAZZ : *Six disques de prix.*

THÉATRE

Classiques pour tous

FANTASIO

d'Alfred de Musset,
au théâtre de Belleville,
par la Compagnie Jean Deninx.

LA CERISAIE

de Tchékov,
traduction d'Arthur Adamov,
par l'Union théâtrale,
mise en scène de Sylvain Dhomme,
à la Salle des fêtes de Puteaux.

CE sont deux spectacles destinés à tourner pour aller porter dans les écoles, les banlieues, les provinces, le goût du théâtre et la connaissance des chefs-d'œuvre. C'est une raison pour se montrer sévère, et la pauvreté des moyens n'est pas une excuse : et malheureusement, ce ne sont pas de bons spectacles. La Compagnie Jean Deninx n'a pas retrouvé l'aimable aisance qu'elle montrait l'an dernier au Festival de Blois. Elle joue *Fantasio* avec une fantaisie lourde, dans un mouvement ralenti par la comédienne qui fait la princesse, gâté par les interventions pauvrettes de deux ballerines. Et les rires du public scolaire risquent de porter les acteurs à charger encore leurs caricatures, au détriment de la pièce.

L'effort de M. Sylvain Dhomme est de loin supérieur. Mais il n'est pas arrivé, lui non plus, à trouver le mouvement juste. Ses comédiens, dans l'ensemble, ne sont ni très bons, ni très mauvais, mais il manque à la troupe je ne sais quelle âme commune, je ne sais quelle flamme — ce qui transfigurait la troupe de Sacha Pitoëff dans *Les Trois Sœurs*, par exemple. Et, dans la mise en scène, il y a des mouvements gauches, des temps interminables. Il vaut mieux que Musset et Tchékov soient joués comme cela plutôt que de ne pas être joués du tout, direz-vous. Mais si un seul spectateur de bonne foi s'en allait avec l'idée que Musset est lourd et Tchékov ennuyeux ?

★

Musique sacrée

PARTAGE DE MIDI

de Paul Claudel,
par la Compagnie J.-L. Barrault,
au théâtre des Nations.

LES seules représentations de langue française de la saison au théâtre des Nations ont été consacrées, non point au *Soulier de satin*, comme il en avait été question un moment, mais plus modestement à une brève reprise de *Partage de Midi*, agréable avant-goût de l'installation, la saison prochaine, de la Compagnie Jean-Louis Barrault et Madeleine Renaud à Sarah-Bernhardt. Si ce n'est pas un spectacle immédiatement comparable aux échantillons de grande mise en scène qui nous ont été envoyés d'Allemagne ou d'Angleterre, on a revu avec intérêt l'œuvre la plus directement confidentielle de Claudel.

Publié presque secrètement en 1906, représenté en 1949 seulement, le poème dramatique, on le sait, est un quatuor où s'affrontent le thème de la chair et le thème de l'esprit, le sourd et lourd grondement du démon de midi et l'appel d'une voix céleste. La mise en place des personnages-instruments de ce quatuor et la présentation des thèmes, au premier acte, sur le pont d'un navire en plein océan Indien, est parfaite. Les quatre comédiens (Edwige Feuillère, Jean-Louis Barrault, Jean Desailly et Jacques Dacqmine) ont su trouver entre le jeu « naturel » et le jeu « poétique » les plus subtiles alliances, et tout le texte de Claudel qui est là d'une grande richesse, d'une grande beauté et d'une grande clarté à la fois, a été admirablement servi.

La seconde partie du spectacle m'a paru moins heureuse. Est-ce parce que le texte fait la part de plus en plus belle à l'explosion lyrique aux dépens du mouvement dramatique, parce que la ligne du troisième acte est indécise et parfois confuse, Barrault, et surtout Claudel, ayant jusqu'à la dernière minute, hésité entre plusieurs versions ? Est-ce parce que la stylisation plastique des attitudes, la modulation musicale de la voix l'emportent résolument sur tout souci de réalisme et même de vérité ? Je ne sais. Mais on échappe difficilement à l'impression que ce quatuor de musique sacrée a été écrit pour le concert plus que pour la scène, pour l'oreille et peut-être même pour la seule oreille intérieure, plus que pour la représentation...

★

Ronron

MADEMOISELLE MA MÈRE

comédie en 3 actes de Louis Verneuil au Théâtre en Rond de Paris

LE beau et séduisant quadragénaire a épousé l'ingénue. Mais elle se refuse, et le mariage n'a pas été consommé. Et le quadragénaire a un grand fils qui appelle la jeune personne « ma mère », mais qui... Cela posé en cinq minutes, dans le cercle qui devait révolutionner la mise en scène théâtrale, la pauvre vieille petite chose de Louis Verneuil fait ronron. Les sentiments sont vulgaires, les situations désuètes et scabreuses, les explications interminables. C'est gai comme une visite au caveau de famille, malgré les rares bons moments que l'on doit à Mlle Colette Ripert ou à M. Raoul Delfosse.

(Gene Fenn)

ROSELLA HIGHTOWER ET PAUL GRUIWIS
Une corrida « Grand Siècle »

DANSE

Un Grand de la danse

DIX ans après ses débuts sensationnels à Paris, la Compagnie de ballets du marquis de Cuevas vient de recevoir un accueil assez frais, dans ce même théâtre de l'Alhambra, de la part de la chambrée des invités à la « générale », qui avaient consenti à échanger, pour un soir, leurs quartiers généraux habituels, de la Madeleine à l'Etoile, contre les abords de la République.

Cet accueil est d'autant plus inexplicable que le « monde » parisien a toujours eu un faible pour le marquis de Cuevas et que le spectacle d'ouverture, sans égaler les meilleurs de la compagnie, est tout de même digne d'une grande attention.

Ce qui a peut-être déconcerté les habitués, c'est que, sur les trois nouveautés présentées, deux étaient, respectivement, d'inspiration espagnole et sud-américaine. C'était oublier que le marquis de Cuevas n'a jamais renié ses origines vers lesquelles de plus en plus, au soir de sa vie, il paraît invinciblement attiré. Non pas, certes, des origines plébéiennes : le marquis Georges de Piedra Blanca de Guana de Cuevas, né à Santiago du Chili, huitième du nom, descend en droite ligne du légendaire capitaine général Don Juan de Cuevas de Bustillo y Teran, conquistador du Pérou et du Chili, de 1538 à 1540. Il y a trois ans, un journaliste ayant imprudemment écrit qu'il usurpait le titre de marquis, Georges de Cuevas lui intenta un procès qu'il gagna brillamment.

Aussi bien, le ballet *Corrida*, que le chorégraphe russo-américain David Lichine présenta l'autre soir à l'Alhambra, n'est pas un ballet « flamenco », mais une histoire typiquement castillane d'amour, de volupté et de mort, d'un délire très « Grand Siècle », accompagné d'une musique de Scarlatti qui fut, au XVIIIe siècle, vingt-cinq ans durant, au service de Marie Barbe de Bragance, reine d'Espagne.

Rockefeller et les enfants

C'est en 1940 que Georges de Cuevas fonda, à New-York, l'école de danse d'où devait sortir sa compagnie de ballets. Il était déjà, à cette époque, l'époux de Margaret Strong Rockefeller, petite-fille du fondateur d'une des plus puissantes dynasties de la finance et de l'industrie des temps modernes. Si on demandait à Georges de Cuevas d'où lui vient cette prédilection pour la danse, qui lui fait prendre figure, depuis bientôt vingt ans, d'un des derniers et rares mécènes de l'art du ballet, il pourrait répondre : « C'est de l'Espagne, que je porte dans le sang, et c'est des drames de la guerre, que j'ai voulu soulager en aidant ses plus innocentes victimes : les enfants ».

L'Ecole internationale de la danse « Georges-de-Cuevas » accueillit en effet des enfants réfugiés aux Etats-

→

A ne pas manquer :

● **Fin de partie** (Beckett et le néant) ● **Requiem pour une nonne** (une tragédie de Faulkner) ● **Patate** (Achard retrouvé) ● **L'Œuf** (insolite).

A voir :

● **Dialogues des Carmélites** (Bernanos dramaturge) ● **La Cantatrice chauve** (à la découverte d'Ionesco) ● **Amphitryon 38** (même sans Jouvet) ● **Sacrés fantômes** (humour napolitain) ● **Irma la douce** (l'Opéra de quat' sous de Marguerite Monnot) ● **La Chatte sur un toit brûlant** (sans pudeur) ● **L'Ecole des cocottes** (pour rires). ● **Les Hussards** (les gaîtés de l'occupation) ● **Protée** (Claudel joyeux).

Cabarets Dancings

CLUB des CHAMPS-ELYSÉES THE tous les jours
Soirées : mercr., jeudi, vendr., samedi, dim.

Puerta del Sol MUSIC-HALL ESPAGNOL 52, RUE PIERRE-CHARRON

Restaurants

LIDO ELY. 11-61 LIDO ELY. 11-62 LIDO
UN SPECTACLE UNIQUE AU MONDE 21 h. DINER DANSANT 23 h. LA REVUE "C'EST MAGNIFIQUE !" de Louis-Guérin & Frédéry

Les 13, 14 et 15 juin
AU THÉATRE D'AUJOURD'HUI
MÉDÉE
par le groupe de théâtre antique

Vous voudriez quitter Paris
Sans aller aux Folies-Bergère
C'est cela qui serait folie
Car c'est une revue du tonnerre

Unis à cause de la guerre, à qui le marquis et sa femme offrirent ainsi, souvent en l'absence de véritables parents, à la fois un « home » et la possiblité d'apprendre un métier sans posséder la langue du pays. De cette école internationale devait sortir, en 1944, la première compagnie de Georges de Cuevas, le « Ballet international », dont les débuts à New-York furent marqués par la création de *Tristan fou*, le ballet de Salvador Dali et Léonide Massine.

A la fin de la guerre commence la carrière européenne de Georges de Cuevas : Monte-Carlo lui offre de reconstituer sa compagnie de ballets. Mais, dès 1947, le marquis reprend son indépendance et, depuis, parcourt le monde à la tête de sa troupe dont le répertoire est actuellement constitué de quelque soixante-dix ballets classiques et modernes, pourvus de leurs décors, de leurs costumes, mis en scène, réglés et dansés par des étoiles dont les noms sont déjà dans la légende et que, pour une grande part, Georges de Cuevas a lui-même lancées : Rosella Hightower, Serge Golovine, qui moisissait dans les quadrilles de l'Opéra, Marjorie Tallchief, la demi-Peau-rouge, et son mari, Georges Skibine, que l'Opéra vient de ravir à Cuevas, André Eglevsky, qui achève sa carrière chez Balanchine, beaucoup de jeunes danseurs et danseuses de toutes nations, Jacqueline Moreau, la très française, Daniel Seillier, Andréa Karlsen, Georges Goviloff, bien d'autres encore... Des ballets créés, *Dessins pour les six* et *Piège de lumière*, de Taras, *Tragédie à Vérone* et *Le Prisonnier du Caucase*, de Skibine, *Tristan fou*, de Dali, resteront dans l'histoire du ballet de notre temps.

CINÉMA

Venise la rouge

SAIT-ON JAMAIS

cinémascope français de Vadim, avec Françoise Arnoul, Christian Marquand, Robert Hossein, (Biarritz, Madeleine, Gaumont-Palace)

DEUX amoureux enfouis au creux d'un lit, ou perdus dans la bourrasque noire des pigeons de la place Saint-Marc, un enterrement en gondole où chaque passager cache sous ses vêtements de deuil des frénésies de luxure et de meurtre, ces images — et bien d'autres encore — passionnées, baroques, aux couleurs de la volupté et de la mort, confirment l'exceptionnel tempérament de cinéaste de Vadim. *Sait-on jamais* tient, largement, les promesses de *Et Dieu créa la femme*.

Un seul regret : pourquoi Vadim, scénariste, est-il aussi conventionnel, alors que Vadim, réalisateur, montre autant de personnalité? C'est d'autant plus incompréhensible que Vadim a débuté dans le cinéma en écrivant des histoires pour Marc Allégret. C'est d'autant plus dommage que ses personnages sont d'une grande vérité dans les gestes, les réactions, les répliques.

Et ils sont loin d'être indifférents, ces jeunes gens aux masques inquiétants, aux vêtements de trop bonne coupe, qui gravitent, veules, sournois, provocants, autour d'un richissime collectionneur allemand, réfugié au fond d'un vieux palais vénitien. Mais quel besoin de « justifier » cette situation insolite par une niaise et abracadabrante histoire de fausses livres sterling et de Deuxième Bureau ?

Archétypes d'une jeunesse violente et ambiguë, Christian Marquand et Robert Hossein n'ont jamais été aussi bons que dans ce film où Vadim les a laissés jouer avec leurs nerfs (un peu comme Nicholas Ray avait su faire avec James Dean). Mais Françoise Arnoul, pécheresse au grand cœur, fait regretter Brigitte Bardot qui, sans avoir ses qualités de comédienne, appartenait davantage à cet univers dont Vadim traduit l'obsession.

Bravo enfin pour les très belles images de Thirard qui révèlent une Venise tout à la fois blafarde et sanglante et pour l'acide musique du « Modern Jazz Quartett » qui contribue encore au dépaysement du film.

À voir :

En exclusivité :

● **Sait-on jamais** (du brio) ● **Ariane** (à la manière de Lubitsch) ● **Les trois font la paire** (jeunesse de Guitry) ● **Les étoiles ne meurent jamais** (une anthologie) ● **Le quarante-et-unième** (l'amour et la révolution) ● **Guerre et paix** (Tolstoï quand même) ● **Une Cadillac en or massif** (à la manière de Capra) ● **Le Tour du monde en 80 jours** (pour les petits et les grands enfants.

Nous vous rappelons :

● **Viva Villa** (Studio Etoile) ● **Le faux coupable** (Reflets) ● **Les Bas-fonds** (Studio Bertrand) ● **Les Enfants du paradis** (Studio Raspail) ● **A l'est d'Eden** (Agriculteurs) ● **Les Enchaînés** (Quartier Latin) ● **En quatrième vitesse** (Pagode) ● **Halleluyah** (Ranelagh) ● **Ninotchka** (Celtic) ● **Le Sel de la terre** (Studio 43) ● **Les trois lanciers du Bengale** (Acacias) ● **Brève rencontre** (Studio Parnasse) ● **Roméo et Juliette** (Cardinet).

FRANÇOISE ARNOUL
Sterlings à Venise

Ariane et le pilote

ARIANE

film américain de Billy Wilder, avec Audrey Hepburn, Gary Cooper et Maurice Chevalier (Colisée, Marivaux).

L'ODYSSÉE DE CHARLES LINDBERGH

film américain de Billy Wilder, avec James Stewart (Normandie, Rex, Moulin-Rouge).

ON songe sans cesse à Lubitsch tout au long de ce ravissant marivaudage entre une petite ingénue et un don Juan sur le retour. On ne pense guère au roman de Claude Anet dont ce film, après deux autres, s'est inspiré. Mais bien davantage à ces comédies qui firent tant aimer Hollywood avant guerre. Billy Wilder, Autrichien d'origine comme Lubitsch, a miraculeusement retrouvé les qualités de son vieux maître : un charme qui séduit comme de la musique tzigane, un humour qui pétille comme du champagne, une légère loufoquerie qui ne doit rien aux Marx Brothers. Il a repris son cadre préféré : un palace parisien de la place Vendôme. Il a même poussé la malice jusqu'à dédaigner les attraits du cinémascope en couleurs au profit d'une photographie en noir et blanc dont l'éclairage vaporeux nous ramène vingt ans en arrière.

L'histoire d'Ariane, jeune fille française, est ténue comme un fil. La petite ingénue, éprise du barbon, joue les rouées pour exciter sa jalousie et lui, après s'être laissé prendre au stratagème, rend les armes devant

L'EUROPE EN MUSIQUE

IL fut un temps où la « grande » musique se reposait en été. Il y a vingt ans, les festivals de Bayreuth, de Salzbourg étaient d'éclatantes exceptions dans le silence des mois chauds, voués aux concerts de casinos et de parcs de cure. Aujourd'hui, les kiosques sont déserts, les pots-pourris pourrissent. De Bach à Brahms, tout le monde veut avoir ses huit ou quinze jours de « vraie » musique, de juin à septembre. Et la musique contemporaine, à son tour, entre dans la lice.

Evidemment, il est permis de faire un choix. Cette année, l'événement le plus important a eu lieu au début de la saison : à Zurich, le 6 juin, la création scénique de « Moïse et Aron », l'opéra posthume de Schoenberg. Pour les générations futures, Schoenberg sera le grand précurseur de la musique de notre temps, de ses plus décisives révolutions.

Le mois des traditions

Juillet, c'est le mois des grandes traditions. Le festival d'Aix-en-Provence en serait-il déjà une? La « nouveauté » de l'année (le 13 juillet), c'est « Carmen », de Bizet, au parc du Tholonet; le surprenant de cette nouveauté, c'est l'Américaine Jean Madeira en Carmen. C'est un mezzo sensationnel et une femme qui ne l'est pas moins : mais comment parlera-t-elle le français?

A une époque, Aix présentait plusieurs concerts de musique contemporaine. C'est là qu'eut lieu la première audition française du « Marteau sans maître », de Boulez. Cette année, les programmes s'arrêtent à Honegger, à Bartok. Timidité surprenante.

En même temps que le festival d'Aix a lieu celui de Darmstadt, heureusement. Du 16 au 19 juillet, tout ce qui est passionnant dans la musique, grande et jeune, de notre temps, y sera passé en revue, avec Hermann Scherchen au pupitre.

Le 23 juillet, le rideau se lèvera sur Bayreuth. En ne représentant que les chefs-d'œuvre de leur grand-père Richard, Wieland et Wolfgang Wagner ont réussi, depuis 1951, à faire du plus ancien festival européen — il date de 1876! — le champ d'expérimentation scénique le plus volcanique qui soit. Cette année, c'est Wolfgang, le plus « modéré » des deux frères, qui signera la nouvelle mise en scène de « Tristan et Isolde ».

Molière en musique

A Salzbourg, une seule curiosité à signaler (le 17 août) : un opéra-comique de Liebermann et Strobel sur « L'Ecole des femmes », de Molière. L'œuvre est le fruit d'une commande américaine; le texte de Strobel, écrit en allemand, a été traduit en anglais, et c'est sur ce texte anglais que Liebermann composa sa musique. Mais à Salzbourg, on chantera en allemand; il a donc fallu retraduire le texte de Strobel, en tenant compte de la prosodie. Que restera-t-il de Molière dans tout cela? Mais Liebermann et Strobel, hommes de goût et de grand talent, sont des enfants chéris de Salzbourg, où ils ont déjà fait représenter une « Pénélope » très moderne.

A Munich (le 11 août), Rudolf Hartmann mettra en scène et Ferenc Fricsay dirigera le nouvel opéra de Paul Hindemith, « L'Harmonie du monde », dont le héros est l'astronome Kepler. Hindemith compte parmi les représentants les plus illustres de la musique conservatrice du XX^e siècle. Et Kepler, pour son génie prophétique, a bien failli périr comme sorcier... Curieuse conjonction.

Enfin, en septembre, reprendra l'annuel carrousel de chefs et de solistes de Besançon, qui se sera déjà produit, quinze jours plus tôt, dans le Lucerne voisin. C'est une étape commode pour aller à Venise, où on irait, à cette plus belle saison de l'année, même sans musique; où on ira d'autant plus qu'on nous y promet des œuvres de Petrassi, Einem, Malipiero, Dallapiccola, Messiaen.

Au retour, les lustres se seront rallumés à Paris.

Antoine GOLEA.

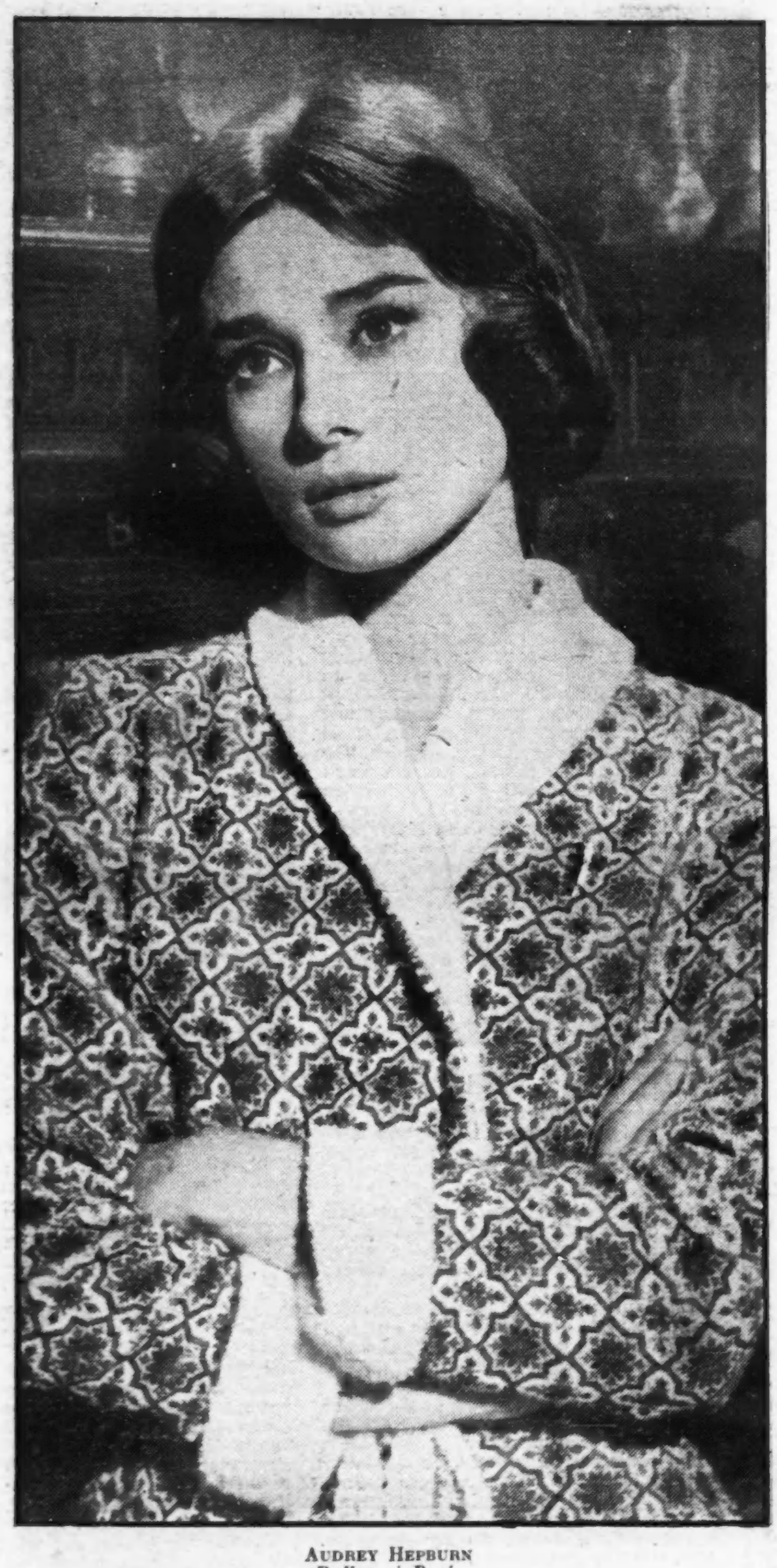
LOUEZ VOS PLACES
AGENCE LA MADELEINE
Tous les jours et Dimanches de 9 à 21 h
LIVRAISON DOMICILE
OPE 97-63
14, BOULEVARD DE LA MADELEINE

STUDIO CHAMPS-ELYSEES
Le spectacle le plus étonnant
BECKETT
Tous les soirs 21 h. - Relâche dimanche

d'aussi candides mensonges. C'est tissé dans une toile d'araignée, mais qui chatoie si joliment qu'on en oublie la fragilité. Chaque nuance a son prix. Et le ton est d'autant plus juste que les rôles ont été très exactement écrits pour les comédiens qui devaient les interpréter. Gary Cooper appelle Audrey Hepburn « gringalette » et Audrey Hepburn se moque des trop longues jambes de Gary Cooper. Tous deux jouent avec un tact, une saveur, un enjouement parfaits. La présence à leur côté de Maurice Chevalier paraît déplacée. Mais peut-être les Américains sont-ils plus sensibles que nous au charme de ses démêlés avec la prononciation anglaise.

Hasard de la distribution : un autre film de Billy Wilder sort également cette semaine à Paris. D'un tout autre ton et d'une réussite beaucoup plus discutable. Ici plus rien à voir avec Lubitsch. Le héros de l'aventure est un véritable héros, Charles Lindbergh, et le film n'est rien d'autre que le récit de la traversée de l'Atlantique par le jeune pilote américain, à bord de son minuscule « Spirit of Saint-Louis ».

Trente-trois heures enfermé dans une carlingue d'avion, le temps a dû paraître long à Lindbergh. Le spectateur lui aussi s'ennuie un peu, malgré les « retours en arrière » dont Billy Wilder émaille sa traversée. Et puis, il aurait sans doute été préférable de choisir pour incarner l'aviateur un comédien un peu plus jeune que James Stewart.



AUDREY HEPBURN
Dollars à Paris

VARIÉTÉS

Né à Douai

SWEATER noir et chemise blanche sur fond de guitare, Jacques Douai, balladin du romantisme médiéval, vient de franchir allègrement le cap des dix années de chanson. Entre la Rose Rouge de l'après-guerre et le Petit Marigny d'aujourd'hui, le temps ne s'est pourtant pas écoulé : nous sommes toujours au XVIe siècle. Sur les bancs inconfortables du Petit Marigny, les amateurs de « poésie chantée » se succèdent chaque soir plus nombreux. Le duc de Kent est venu deux fois, une dame s'est fracturé la cheville en deux endroits en se précipitant sur le plateau pour le féliciter.

Le récital Douai, dont les gens de métier garantissaient d'avance l'échec, est un succès qui se prolongera jusqu'aux vacances. Trente-cinq chansons par séance, des airs de Cour du Moyen Age au *Bateau espagnol* de Léo Ferré, Jacques Douai fait au théâtre ce qu'il ne pouvait plus faire au cabaret : présenter au public des œuvres tendres, sensibles ou amères qui ne résistaient pas au tintement des coupes de champagne.

C'est à Montréal, dans un théâtre paroissial, que Jacques Douai roda son répertoire insolite. Les applaudissements des enfants de chœur et des dames patronnesses lui donnaient envie de retrouver en France un public à la mesure de ses ballades. Après huit mois de Canada, six d'Etats-Unis, le « French balladeer » découvrit que les cabarets parisiens s'étaient peuplés de guitaristes plus ou moins troubadours. Pour la deuxième fois de sa vie, Jacques Douai repartait à zéro.

En 1947, il avait débuté chez « Pomme », à Montmartre. « *Où es-tu né ?* » lui demanda « Pomme » « *A Douai* », répondit Jacques. Possesseur d'un nom de guerre, d'une guitare et d'un lot de chansons inédites, il lui fallait un arrêt forcé de trois ans et demi dans une maison de santé pour stopper sa carrière de future vedette. Maladie et Amérique sont maintenant oubliées. Jacques Douai repart, guitare en bandoulière, sur les chemins de la bonne chanson.

JAZZ

Six disques

LE récent palmarès pour 1957 de l'Académie Charles-Cros attire fort à propos l'attention des acheteurs éventuels, un peu perdus dans l'imposante production de l'année, sur six disques de jazz qui doivent figurer dans la discothèque de tout amateur.

Parmi les « rééditions », deux Duke Ellington de la première période (RCA 130.235 et 130.236) contiennent des interprétations maintenant classiques, entre autres les célèbres : *Rockin' Rhythm, Cotton Club Stomp, It's a Glory, Doin' the Voom-Voom, The Blues I love to sing, Creole Love Call, East Saint-Louis Toodle-Oo*, etc. Bon report d'enregistrements historiques qui n'ont pas vieilli d'un jour et qu'on ne se lasse pas d'écouter.

Ella and Louis (Barclay, 80.052), cité dans la catégorie « Vocal », a déjà fait couler beaucoup d'encre. Reprise de la formule des duos vocaux entre la chanteuse Ella Fitzgerald et Louis Armstrong, qui nous a déjà valu, en 1945 et 1950, des réussites comme *Frim Fram Sauce* et *Can anyone explain*, ce disque est considéré par un grand nombre de spécialistes comme un des sommets de la production de l'année. D'autres y reprochent à Armstrong chanteur une application et un manque de spontanéité auxquels il ne nous avait pas habitués. Ils remarquent aussi que son jeu de trompette est en baisse et manque d'aisance. A vous de juger, car, ne serait-ce que pour son atmosphère et pour Ella Fitzgerald, ce disque vaut l'achat.

Le jazz contemporain est représenté par deux « Miles Davis All Stars » (Barclay, 84.038 et 84.039) que nous avons signalés ici à deux reprises. La sortie en France de ces quatre interprétations de décembre 1954, qui réunissent cinq des plus grands jazzmen actuels (Miles Davis, Thelonius Monk, Milt Jackson, Percy Heath et Kenny Clarke) a été l'événement de l'année. Elles mesurent très exactement l'évolution du jazz moderne vers une musique savante qui ne renie pourtant rien de ses origines noires. Elles consacrent aussi la grandeur déjà classique du trompettiste Miles Davis, au moins égal à l'Armstrong de la meilleure époque, et la stupéfiante originalité du pianiste Thelonius Monk.

Le jazz français, enfin, a droit à la palme en la personne de Martial Solal (Vogue, EPL 7.259), déjà connu comme le plus inspiré des pianistes français, mais qui s'essaie ici à l'arrangement pour une formation composée de nos meilleurs musiciens. Ce coup de maître méritait bien une telle récompense.

EXPOSITIONS

A voir cette semaine

Rive Gauche :

● **Analogies** (les arts « sauvages » et les arts modernes face à face), Arnaud, rue du Four ● **Germain et Debré** (deux abstraits qui comptent) ● **Lapoujade** (élégance des structures), Pierre, rue des Beaux-Arts ● **Toni Gonnet** (magie du trait), Galerie de Seine, 24, rue de Seine ● **Aspects du Dessin Cubiste** (on y revient), Le Bateau-Lavoir, 16, rue de Seine ● **Aquarelles du XIXe Japonais** (une leçon), Janette Ostier, place des Vosges ● **Ping-Ming**, sculptures (les animaux comme ils sont quand on sait les voir), Iris Clert, rue des Beaux-Arts.

Rive Droite :

● **Giacometti** (un des quatre «grands» de l'art vivant), Maeght, angle avenue de Messine et rue de Téhéran ● **Beaudin** (équilibre de la lumière), Louise Leiris, rue de Monceau ● **Jef Banc** (automatisme et coup de foudre) Galerie 93, Faubourg Saint-Honoré ● **Kikoine** (pièges à paysages), Romanet, avenue Matignon ● **Mariacella** (une santé féroce), Colette Allendy, 67, rue de l'Assomption ● **Sisley** (le grand-père pétillant), Durand-Ruel, 37, avenue de Friedland.

EXPOSITIONS

GALERIE LOUIS CARRÉ
LANSKOY
10 AVENUE DE MESSINE

GALERIE LOUISE LEIRIS
47, rue de Monceau (8e) - LAB. 57-35
André BEAUDIN
PEINTURES 1927-1957
Jusqu'au 22 juin

Galerie FURSTENBERG
4, rue Furstenberg
GUY LAINÉ
Du 5 au 18 juin

Galerie Daniel CORDIER
K. O. GÖTZ
8, rue de Duras - JUIN

GALERIE MICHEL WARREN
10, rue des Beaux-Arts
GERMAIN
O. DEBE
Jusqu'au 22 juin

GALERIE MAEGHT
GIACOMETTI
ŒUVRES RECENTES

Galerie RIVE-GAUCHE, 44, rue de Fleurus
ARNAL et JORN

Gal. Jeanne BUCHER, 9 ter, bd Montparnasse
COURTIN

Galerie DINA VIERNY - 36, rue Jacob (6e)
Exposition : POLIAKOFF, ATLAN, CHARCHOUNE, DUTHOO, HELMAN, PICHETTE, GILLET, DOUCET et André BAUCHANT

DESSINS CUBISTES
AU BATEAU-LAVOIR
16, rue de Seine (6e) - 4 Juin - 4 Juillet

PARIS DÉCOUVRE

EBLOUI par la lumière, étourdi par le brouhaha des conversations, un petit homme trapu se glissait de groupe en groupe les yeux baissés et l'air plutôt ennuyé de se trouver là, dans cette galerie de la rive droite où le Tout-Paris des Lettres et des Arts s'était donné rendez-vous (1) vendredi dernier, de 5 à 8.

Profitant de la bousculade, il s'approcha d'une statuette en plâtre et la corrigea de quelques coups d'un canif furtivement sorti de sa poche.

Dans un musée, cet individu eût été aussitôt ceinturé par quelque visiteur indigné, en attendant l'arrivée du gardien. Ici, la foule, au contraire, s'écartait pour le laisser faire.

Bien que ressemblant tout ensemble à André Breton, à Picasso et à l'un des Marx Brothers, Alberto Giacometti n'a pas, en effet, une tête comme les autres : il suffit d'avoir, une seule fois, vu sa photographie, pour le reconnaître entre mille.

Or, c'était précisément lui dont on « vernissait » l'exposition et c'était bien son droit, après tout, que de supprimer sur le corps d'une de ses statues une bosse qui lui déplaisait.

Le public était ravi d'un tel spectacle. Pas le directeur de la galerie. Il savait par expérience que, presque toujours insatisfait de ses œuvres, Giacometti, quand il commence à les corriger, finit presque toujours aussi par les détruire. Et il craignait le pire.

Après Jacques Villon (pour la structure de la vision), Braque (pour l'équilibre) et Picasso (pour son aisance), Alberto Giacometti est, à 56 ans, considéré comme le « quatrième grand » de l'art vivant. Il a réussi le tour de force jamais réalisé jusqu'alors d'être à la fois un peintre, un dessinateur et un sculpteur sans qu'il soit possible de dissocier ces trois activités au sein d'une seule et même aventure plastique.

Jean-Paul Sartre lui a consacré, voici quelques années, une de ses plus importantes études critiques. Michel Leiris, puis Jean Genet, en ont fait l'éloge en termes enthousiastes et quand, en janvier 1955, parut le premier numéro de la revue « L'Œil », c'est à lui qu'on pensa tout naturellement pour présenter l' « outsider » dont on savait qu'il ne manquerait pas, dans un avenir proche, d'atteindre la grande notoriété. En le mettant en avant, la revue le « classait » et se classait elle-même.

Pour soi-même

Pourtant, rien ne semblait destiner au succès cet artiste qui n'est, à aucun point de vue, « commercial ». Le problème n'est pas aujourd'hui, pour ses marchands, d'écouler des œuvres que se disputent les grands collectionneurs du monde entier. Il est de lui arracher ses dessins avant qu'ils n'aient fourni le papier nécessaire pour allumer son poêle, ses portraits avant qu'ils n'aient été blanchis, et ses statues réduites à néant.

Lorsque ce jeune Suisse des Grizons « monta » à Paris, en 1925, il n'avait rien d'un Rastignac. Son père, célèbre dans son pays où il avait introduit l'impressionnisme, était un peintre en vogue. Il pouvait verser une pension à son fils dont il attendait beaucoup. Ce dernier n'avait-il pas, dès l'âge de 14 ans, exécuté des natures mortes et des bustes que les plus habiles eussent souhaité pouvoir fixer sur la toile ou dans la pierre à l'âge adulte ?

Mais Alberto, qui est peintre, se veut avant tout sculpteur. Il entre à l'Académie de la Grande Chaumière, dans l'atelier de Bourdelle. Pendant quatre à cinq ans, il entreprend des bustes et des corps, *sans jamais finir quoi que ce soit.*

Il n'a aucune envie d'arriver, de se « faire un nom ». Il vit médiocrement, mais il vit, de la pension que lui verse son père. Et cela lui suffit. La peinture — qu'il abandonnera pendant vingt ans — ou la sculpture sont beaucoup plus pour lui des sortes d'exercices sur lui-même que des arts proprement dits.

(1) Galerie Maeght, 13, rue de Téhéran, jusqu'au 25 juin.

Aujourd'hui encore, dans ce bar-tabac de la rue d'Alésia, où « Monsieur Alberto » (comme l'appelle le garçon) prend un œuf dur avec un café vers trois heures de l'après-midi, à son réveil — car il travaille chaque nuit jusqu'à six heures du matin — c'est avec une surprenante naïveté qu'il évoque ce temps déjà lointain :

— Pas moyen de sculpter une tête. Il fallait bien s'accrocher.

Maladresse ? Impuissance ? Manque de public ? Pas du tout. Les objets que faute

(Sabine Weiss)
Pas seule au monde

de pouvoir faire des bustes il exécute dans le goût du temps sont confiés un jour à Jeanne Bucher. Ils seront tous vendus dans la semaine.

Les « hérétiques » surréalistes d'alors (André Masson, Michel Leiris, Raymond Queneau, Jacques Prévert) le prennent en croupe. Puis les « orthodoxes » (André Breton, Salvador Dali) décident de le lancer et le lancent en effet. En 1935, André Breton, au sommet de sa notoriété, publie dans « L'Amour fou » une photographie d'une statue de Giacometti intitulée « L'Objet invisible », dont il raconte tout au long la genèse.

L'objet invisible est un personnage mystérieux, les mains l'une vers l'autre tendues pour soutenir un « vide » qui l'équilibre tout entier. Ce personnage a fasciné l'auteur de « Nadja » comme il fascinera Sartre vingt ans plus tard.

C'est à la célérité du fondeur que nous devons sa survie.

— J'aurais pu la détruire. Mais cette statue, je l'avais fait contre. Pour me défaire, dit Giacometti. *C'est peut-être pour ça qu'elle est valable.*

Il abandonne en effet alors les cubes et les sculptures plus ou moins abstraites qui faisaient son renom.

— J'aurais pu continuer, ce n'était pas si mauvais. Mais j'aurais sorti des statues comme un pâtissier des gâteaux. Pas moyen d'évoluer. J'étais « coincé ».

« J'étais coincé » et *« j'étais affolé »* sont les deux expressions qui reviennent sans cesse dans la bouche de Giacometti lorsqu'il parle de son œuvre.

“Coincé”

A partir de 1935, il sera, en effet, « coincé » pour de longues années. Et sur tous les plans.

Il décide de prendre un modèle « *pour se rendre compte de sa vision* ». C'est la rupture avec tous ses amis surréalistes qui s'éloignent alors de lui avec horreur.

De même que pour les abstraits ou les informels de nos jours, prendre un modèle et peindre sur le motif était en effet considéré par eux comme une preuve d'imbécillité congénitale. De la part d'un des leurs, c'était, de plus, une trahison, un acte infâme, presque aussi dégradant que le fait d'être surpris en train d'assister à la messe.

Jusqu'à la guerre, Giacometti est seul. Seul avec son modèle. Il comptait exécuter un buste pendant une quinzaine de jours pour l'utiliser ensuite dans une composition qu'il avait en tête. Mais c'est pendant cinq ans qu'il travaillera à ce seul buste, recommençant sans cesse.

— Tout ce que j'avais fait jusqu'alors, c'était des essais, dit-il, *pas des aboutissements. Un moyen d'approcher la réalité. Mais j'ai toujours su qu'un jour je me mettrais devant un arbre, devant un corps.*

Il y est. Le vrai drame est commencé. Sa vision refuse de se laisser « ajuster ». Pendant ce temps, on l'oublie.

Pour vivre, il fabrique, avec son frère Diego, des lampadaires et des objets d'ameublement que lui commande le décorateur Jean-Michel Franck.

Aujourd'hui, les plus grands peintres font de la céramique ou des objets utilitaires. Il y a vingt ans, la chose était très mal vue. Giacometti achève de se déconsidérer.

D'autant plus qu'il vend facilement ces objets qu'il aime concevoir et fabriquer. Va-t-il se laisser tenter, abandonner la sculpture et le dessin ?

Pas du tout.

— Cela m'a été très utile. J'ai ainsi appris à faire la différence entre un objet et une sculpture.

On vient maintenant du monde entier voir le lustre de lui qui orne la Galerie Berggruen, rue de l'Université.

Mais ce n'est pas ce succès-là qu'il recherche. C'est un succès sur lui-même. Il n'y arrive pas. Il est « affolé ».

Et il y a de quoi. Dès qu'il entreprend une figure, celle-ci, au fur et à mesure de l'exécution, devient de plus en plus petite et de plus en plus mince, jusqu'à sa complète disparition.

Une tête vue de près s'amincit en effet. Elle refuse de livrer son secret pour ne plus laisser voir, par exemple, que l'arête d'un nez. Et, à ses dimensions réelles, elle rapetisse pour se confondre avec ce point de l'espace fugitivement — illusoirement peut-être — circonscrit par elle.

Vers 1942, il part pour trois mois en Suisse où sa mère est malade. Il a juré de revenir avec une statue de grandeur normale.

Dans son village natal des Grisons d'abord, puis à Genève, il se met au travail. En vain. Ses statues continuent à diminuer, à s'amincir inexorablement. Il n'a plus d'argent dans un pays où

Exactement

la pauvreté est considérée comme une maladie mentale. Il mène une vie de paria, mais il s'obstine. Après quatre années de cette existence, il rentre enfin à Paris avec, dans sa valise, deux ou trois figurines microscopiques.

Grand comme un mouchoir de poche, son atelier qui ressemble à une échoppe d'artisan l'attend depuis quatre ans. Son frère Diego le lui a gardé. Le couteau sur le coin de la table est toujours là. Et les plâtres ébauchés, dont certains sont encore couverts de linges autrefois humides. Exactement aux mêmes places que le jour de son départ.

Giacometti est un « tendre ». Il est bouleversé de constater que les objets qu'il aime lui sont restés fidèles. Comme il reste lui-même fidèle à ses modèles : sa femme, son frère, quelques rares amis.

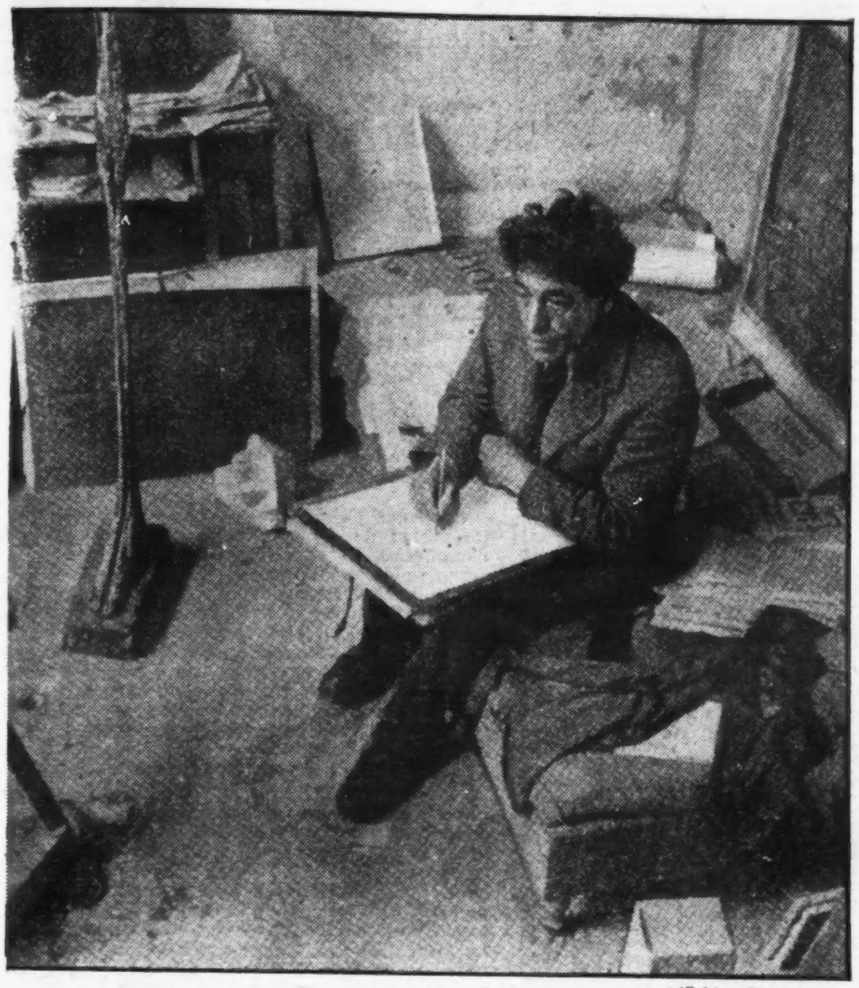
L'aventure commence

Nous sommes en 1945. A la lumière d'une lampe signée Giacometti, précisément, dans le bureau de la rue Saint-André-des-Arts où Maurras confessait les étudiants d'Action française, Aragon, qui s'est installé là après la Libération, le reçoit et lui propose de faire le portrait du colonel Roll, l'un des chefs de l'insurrection parisienne.

L'affaire est menée tambour battant. On passera le prendre chez lui dès le lendemain à 7 heures du matin. Giacometti, qui a l'habitude de travailler la nuit, se couche, ce soir-là, tout habillé. Par précaution. A l'idée de faire le portrait d'un « colonel », cet anarchiste-né est « affolé ». Il l'est bien davantage encore lorsque, le lendemain matin, il se trouve en face d'un tout jeune homme dont le visage est naturellement presque aussi mince que celui de ses personnages en plâtre.

C'est à partir de ce moment, semble-t-il, que commence la véritable aventure d'Alberto Giacometti. Entre ses statues, qui s'inscrivent dans l'espace comme des traits que le plâtre ou le bronze auraient matérialisés, ses dessins où le crayon sert avant tout à « tenir » les blancs et ses tableaux où les figures gardent la pose avec cette sorte de patience magnétique dont sont chargées les statues égyptiennes, il n'y a pas, il

GIACOMETTI



(Sabine Weiss)

aux mêmes places que le jour de son départ

ne peut plus y avoir de solution de continuité.

Sans le savoir encore, Giacometti a gagné la partie : après en avoir si longtemps cherché les clés, il est enfin entré, le premier, dans la chambre haute dont les artistes de tous les temps ont rêvé. Celle où s'abolissent les frontières de la sculpture, de la peinture et du dessin, pour atteindre à la conception d'un véritable « graphisme spatial ».

Le plus dur

Par habitude, Giacometti continue pourtant à se considérer comme « coincé ». En 1947, Pierre Matisse veut l'exposer à New York, et ce sera, il le sait bien, le départ de sa gloire. Mais il n'accepte finalement que pour une seule raison : il est criblé de dettes et ne veut pas avoir l'air de « se défiler ».

Chaque exposition est d'ailleurs l'occasion d'un drame. Il faut lui arracher à tout prix, par la ruse ou par la force, les œuvres qu'il considère comme inachevées parce qu'il en est insatisfait et, parfois, le mettre dans l'obligation de refaire ce qu'il a défait. Il est vrai qu'après avoir mille fois détruit une même œuvre mille fois recommencée, il peut, sous la pression des circonstances, la reconstituer ave une aisance et une rapidité inouïes.

Cette année, c'est un Japonais, professeur de philosophie française à l'Université d'Osaka, qui a failli faire échouer l'exposition ouverte depuis huit jours à la galerie Maeght. Ce professeur, nommé Isaku Yanaïhara, avait envie de connaître Giacometti. De passage à Paris, il lui rendit visite, dix jours avant de repartir pour son pays, en octobre dernier. Il devait, sur le chemin du retour, effectuer des missions en Egypte, en Mésopotamie et en Inde.

Deux mois après, il était encore à Paris, malgré les télégrammes indignés qui tentaient de lui rappeler ses obligations. Giacometti avait entrepris son portrait. Le peintre et le modèle s'étaient passionnés pour leur œuvre commune. Et, quand la reprise des cours au Japon mit fin sans rémission possible à leur travail, Giacometti, désespéré, était prêt à renoncer à la peinture ou à partir lui aussi pour le Japon.

Quand il eut calculé qu'en vendant un seul des portraits (même inachevé) de son ami japonais, il aurait largement la somme suffisante pour l'inviter à revenir en France à l'occasion des nouvelles vacances, il fut enfin soulagé de son angoisse.

— *Jusque-là,* dit-il, *j'étais malheureux comme les pierres à l'idée que quelqu'un pouvait disparaître ainsi, comme dans une trappe.*

C'est ce sentiment de détente qui a rendu possible l'exposition actuelle.

Pour une fois, Giacometti n'a pas, dans les quelques heures qui précèdent le vernissage, retiré une statue ou gâché du plâtre sur place pour en terminer une autre.

Alors qu'une exposition est toujours un événement pour lequel « on s'habille », une sorte de dimanche dans la vie d'un artiste, il a laissé prendre ses tableaux, ses dessins, ses sculptures comme ils étaient, achevés ou non, sur le vif. Et, dès le lendemain, il était au travail comme si de rien n'était dans son petit atelier où l'unique lampe, au plafond, devait brûler jusqu'à 6 heures du matin.

A son lever, vers 3 heures de l'après-midi, « Monsieur Alberto » cassait comme d'habitude un œuf dur devant une tasse de café à la terrasse de son bar-tabac.

— *Je savais bien qu'un jour je me mettrais devant un arbre,* dit-il, en caressant du regard les acacias de la rue d'Alésia.

Alors que la plupart de ses contemporains se désintéressent du sujet, « *puisqu'on sait bien comment les choses sont faites* », Giacometti pense, au contraire, que notre vision est déformée par un certain nombre d'écrans (écoles, modes, cinéma, etc.) et qu'il faut aller à la réalité *malgré* ces écrans. C'est là sa singularité, sa façon d'être d'avant-garde, mais à contre-courant.

— *Je ne sais pas, moi,* affirme-t-il, *comment les choses sont faites. Donc, je travaille d'après nature.*

Et, pour parler de ce travail, il retrouve sans le vouloir les accents des maîtres du bouddhisme et des grands mystiques de la chrétienté.

— *Le plus dur, c'est d'abandonner, de se réduire à copier pendant des mois. Le plus dur, c'est d'être dans l'état de le faire.*

J.-F. CHABRUN.

(Maeght)

Comment les choses sont-elles faites ? Giacometti se pose sans cesse la question. Cette œuvre, l'une de celles qui a échappé à sa vigilance destructrice, a provoqué l'admiration de Sartre qui en a découvert la grandeur avant le Tout-Paris. Nous l'avons photographiée bien que la facture de Giacometti se prête particulièrement mal à la reproduction.

LETTRES

● *Quatorze critiques constatent la carence des romanciers.* ● *Deux humoristes placent la réalité au-dessus de la fiction.* ● Jean CAYROL *publie tout de même des romans et il a raison.* ● Marilyn Monroe *n'a pas sauvé l'anti-mouchard* Arthur MILLER *des tribunaux américains.* ● Viktor NEKRASSOV *introduit le triangle amoureux dans le roman soviétique.* ● Thomas HARDY *avait renoncé à écrire à cause des critiques.* ● *Les impressionnistes racontent leurs débuts.* ● *Un ambassadeur bouleverse la poésie française.*

LES DESSOUS
DE L'AFFAIRE MOUREAU
PERRIN
révélés par Jean LARTEGUY dans
LA TRAGEDIE DU MAROC INTERDIT
chez tous les libraires. Un vol. 500 francs
EDITIONS DES QUATRE FILS AYMON
39, rue Vaneau

PREUVES
REVUE MENSUELLE
PUBLIE EN JUIN
Deux documents importants
● LA CONFERENCE CONTROVERSEE
de VL. DEDIJER
le biographe de Tito et l'ami de Djilas
● LES VAINQUEURS SONT DES VAINCUS
par
DIONISIO RIDRUEJO
l'interview qui a causé l'arrestation du poète espagnol
DES RECITS DE
TIBOR DERY
MOULOUD MAMMERI
ET DE GRANDS TEXTES DE
JULES ROMAINS
de l'Académie française
MAX-POL FOUCHET
Mary MacCarthy
« L'accusé Arthur Miller »
Le n° de 112 p. dessins et hors texte : 200 fr.
En vente partout

le CONTRAT SOCIAL
Revue bimestrielle
165, rue de l'Université, Paris-7e
AU SOMMAIRE DU N° 2 (Mai)
B. SOUVARINE . Le Spectre du Marxisme
Michel COLLINET. Sur deux types de Sociétés
A. G. HORON ... La France et les Sciences de l'homme
K.A.WITTFOGEL. Marx et le despotisme oriental
M.VALENTINOF. Tchernychevski et Lénine
M. BAKOUNINE. Le Catéchisme révolutionnaire
Survie de Georg LUKACS
Le numéro : 175 francs
En vente aux librairies :
A l'Ami des livres 83, bd St-Michel
Berger-Levrault 229, bd St-Germain
Gallimard 15, bd Raspail
La Hune 170, bd St-Germain
Médicis 3, rue de Médicis
Montchrestien 158, rue St-Jacques
Palais Berlitz 28 bis, r. Louis-le-Grand
P. U. F. 49, bd St-Michel
Rivière 31, rue Jacob
Sciences politiques 30, rue St-Guillaume
XXe siècle 34, rue de Grenelle

MARIE KILLILEA
Karen
traduit de l'américain par
JANE FILLION
...où l'amour d'une mère redonne la vie à son enfant paralysée et suscite aux U.S.A. la création d'une puissante "FÉDÉRATION DES INFIRMES MOTEURS"
ÉDITIONS
ALBIN MICHEL
Un livre d'amour de courage et de foi.

PRIX

Au plus fort reste

LE Prix des Critiques est le dernier des grands prix littéraires de l'année et il est en même temps celui qui soulève le plus de contestations. Non pas dans la presse — ce privilège reste réservé au Goncourt — mais au sein de son propre jury.

Ce n'est pas une petite affaire de réunir une quinzaine de critiques séparés par leur âge, leurs opinions et leurs goûts. Existe-t-il beaucoup de livres, publiés dans la même année, susceptibles de provoquer à la fois l'enthousiasme de Maurice Blanchot et de Henri Clouard ? L'unanimité se fait dans des cas exceptionnels (Albert Camus) et on trouve une majorité substantielle pour une consécration (Jules Supervielle) ou une sensation (Françoise Sagan).

Ces divergences d'opinions se manifestent parfois avec violence (l'année dernière pour Alain Robbe-Grillet). Cette fois-ci la passion était absente : aucune œuvre purement littéraire ne cadrait avec les préférences des clans opposés et l'accord se fit au quatrième tour pour l'émouvant document de Micheline Maurel (v. « L'Express » du 31 mai) « Un Camp très ordinaire », préfacé par François Mauriac (Ed. de Minuit).

Parmi les livres qui avaient obtenu des voix aux premiers tours se trouvait — comme toujours est-on tenté de dire — « L'Emploi du Temps » de Michel Butor. Aucun prix important de cette année où quelques jurés n'auraient manifesté leur préférence pour ce roman, certainement le plus intéressant de cette saison. Pourtant, il a réussi cette performance assez exceptionnelle, vu le grand nombre des prix, de n'en décrocher aucun. Si, à la fin de l'année on donnait un prix, comme on élit certains députés, au plus fort reste, l'élu de cette année serait incontestablement Michel Butor.

HUMOUR

Fiction et réalité

ALBERT AYCARD et Jacqueline Franck ont réuni dans « La réalité dépasse la fiction *bis* » (Gallimard) toutes les plaisanteries involontaires relevées dans la presse. En voici quelques exemples.

● **Mozart a connu hier soir au Petit Trianon l'heure enchantée de son bi-centenaire.**

● **Nous ne connaissions point le quintette du célèbre compositeur russe Chostakovitch. C'est une belle œuvre, solide, bien équilibrée et émouvante, où paraissait s'exhaler toute la désolante tristesse de la steppe glacée. Il fut exécuté avec une chaleur magistrale.**

● **Isaac Newton découvrit la loi de gravité universelle.**

● **En route pour Pékin, Jean-Paul Sartre a fait escale hier à Moscou. L'écrivain français a consacré son dimanche à visiter la capitale russe. La secousse a duré environ une minute.**

(Roger Roché)
JEAN CAYROL
Ce grand royaume

ROMANS

Partir...

LA GAFFE
par Jean Cayrol. Ed. du Seuil,
192 pages, 500 francs.

« ON marche beaucoup dans mes romans », dit Cayrol. Non pas pour aller quelque part, mais pour le plaisir de marcher. Ou, plus exactement peut-être, parce qu'on se dit qu'à force de marcher, on arrivera quelque part.

Presque tous les romans de Cayrol ont ainsi pour sujet une « crise ». Un homme s'aperçoit qu'il vit mal ; il part avec l'espoir de vivre mieux. Peu importe pourquoi il n'était pas satisfait : chacun a de bonnes raisons de partir ; on éprouve toujours, à vivre, un certain malaise, le sentiment d'un malentendu, d'une absence. Quelque chose manque et nous nous manquons à nous-mêmes. Nous ne pouvons pas indéfiniment faire la sourde oreille. Partir est une façon de s'éveiller, et ce qui compte, c'est cet éveil, ce moment où la vie craque sous la poussée du possible, où le monde, hier encore fermé, ouvre devant les yeux éberlués du héros un espace qui lui semble neuf parce qu'il ne l'a pas encore foulé. Peu importe aussi où l'on aboutira.

Le propos de Cayrol n'est pas d'expliquer ni de démontrer. Le lecteur chercherait en vain dans *La Gaffe* l'esquisse d'une analyse psychologique traditionnelle. Pour analyser, il faut pouvoir s'arrêter, prendre du recul. Le jeune homme insatisfait que Cayrol lance sur une petite plage bretonne, un jour d'été, n'aura ni le temps ni l'envie de s'arrêter jusqu'à la fin du récit. Et cette fin, le dénouement heureux que l'auteur donne à une aventure jusque-là singulièrement flottante, n'est pas le meilleur de l'ouvrage.

Le meilleur, c'est précisément ce mouvement continu qui, d'un bout à l'autre du livre, fait battre les cœurs et les portes. Mouvement d'une qualité particulière, que l'on ne retrouve chez aucun autre romancier, à la fois lent et capricieux, vif et paisible, semblable à une brise qui, doucement, fermement, pousse les personnages les uns vers les autres, fait du récit une promenade errante entre ces récifs que sont les êtres et les choses — récifs que la phrase liquide, paresseuse, semble tantôt caresser à la manière d'une main qu'on laisse traîner dans l'eau, tantôt battre comme une vague.

Une gentillesse familière — proche, parfois, du sentimentalisme — un sens aigu de la banalité triste, de la routine touchante, de la monotonie irréparable des existences, mais aussi de la richesse des objets et des visages, de tout ce qui peut se toucher et se goûter, font que cet art, qui pourrait être cérébral, ne donne à aucun moment l'impression d'intellectualisme.

Si les personnages de Cayrol n'ont pas de « caractères », ils n'ont guère de « sentiments » ; ils ont moins encore d' « idées ». Mais ils sont, comme lui, merveilleusement sensibles à la réalité du monde — d'un monde que l'usage a défraîchi et qu'ils savent, d'un coup d'œil, rajeunir. Les romans de Cayrol ont la même innocence que ses poèmes, et l'on pourrait dire d'eux ce que Cayrol lui-même a écrit de la peinture de Manessier : « Le silence est autour de nous, en nous, enveloppe fragile et salvatrice, et fait que nous sommes enfin attentifs au monde originel, à ce grand royaume embrumé qui roula de nos mains, pareil à la pomme de si funeste mémoire. »

LE ROMAN VRAI
de la IIIe RÉPUBLIQUE
Collection dirigée par G. Guilleminault

LA BELLE EPOQUE
avec 150 photos et dessins du temps
LA NAISSANCE DU TOUR DE FRANCE CYCLISTE. L'EXPULSION DES CONGRÉGATIONS. LA VRAIE CASQUE D'OR. LA GÉNÉRALE DE "PELLÉAS" A L'OPÉRA COMIQUE. LA COURSE TRAGIQUE PARIS-MADRID. LES TROIS GRANDES. COMMENT NAQUIT L'ENTENTE CORDIALE. LA TYRANNIQUE Mme DE CAILLAVET. LA MYSTÉRIEUSE AFFAIRE STEINHEIL.
1 vol. relié sous jaquette coul. 1170 f.
déjà paru
PRÉLUDE A LA BELLE ÉPOQUE
avec plus de 100 documents du temps (1 vol. relié 980 fr.)

denoël

MILLER L'ANTI-MOUCHARD

L'écrivain Arthur Miller (« Les Sorcières de Salem »), quarante et un ans, vient d'être déclaré coupable d'outrage au Congrès par un tribunal de Washington. Il risque un an de prison. Son comportement, dans toute cette affaire, est singulier. Pour ne pas dire unique. Et le conflit qui l'oppose à ses juges va très au-delà d'une aventure personnelle, très au-delà de l'Amérique. Une grande romancière américaine, Mary MacCarthy, raconte dans « Preuves » l'histoire de cet « anti-mouchard ». En voici, publiés ici avec l'autorisation de « Preuves », de très larges extraits.

MEME en mettant les choses au pire, M. Miller n'est pas près d'être sous les verrous. Les lenteurs de la justice américaine rendent une telle éventualité irréelle, et, compte tenu des personnalités en cause, parfaitement absurde. Il est impossible de se représenter autrement qu'au cinéma Mlle Monroe parlant à M. Miller (en uniforme de bagnard) à travers le grillage d'une prison, sous l'œil imperturbable des gardes. Nous avons trop souvent vu ce genre de scène à l'écran pour pouvoir y croire dans la vie courante ; le scénario nous est également familier : le mari purgeant une peine de prison pour n'avoir pas voulu « donner ses copains ». Le personnage principal de *A View from the Bridge*, la dernière pièce de M. Miller, est un mouchard.

C'est là cependant le fond du procès qu'auront à juger les tribunaux, à savoir le refus de jouer les indicateurs auprès d'une commission du Congrès. Assigné à comparaître devant le comité de la Chambre pour les activités anti-américaines, en juin dernier, M. Miller, bien que n'ayant fait aucune difficulté pour parler de ses propres contacts passés avec des groupes d'appartenance communiste, refusa de donner les noms de personnes qu'il avait rencontrées lors de réunions organisées par les communistes.

Il n'était pas le premier témoin à se trouver placé devant un tel dilemme (c'est-à-dire à être prêt à parler de lui-même, mais non des autres); mais il fut presque la seule personnalité importante interrogée par le comité qui se refusât, soit à tout dire, soit à se prévaloir du Cinquième Amendement, qui permet à un témoin de ne pas s'accuser lui-même. Sur le fond sonore des réponses rituelles si fréquentes ces dernières années — *« Je refuse de répondre à cette question car elle tendrait à m'incriminer »* — la franchise de M. Miller rendait un son incontestablement non conformiste (...).

Courtois

Il reconnaissait à la commission le droit de lui poser toutes les questions le concernant personnellement (ce qui, je crois, dépassait déjà les attributions de la commission), mais refusait celui de lui arracher, par la menace de poursuites judiciaires, les noms d'autres personnes qu'il avait connues dans le mouvement communiste.

Les minutes de la séance montrent qu'il a longuement exposé (malgré de fréquentes interruptions) les motifs qui l'avaient poussé vers certains groupements communistes, et l'« état d'esprit » qui l'avait maintenu dans le sillage du communiste jusqu'en 1948.

Il restait courtois et précis, malgré le harcèlement de la commission qui tenta à plusieurs reprises de le prendre au piège de contradictions purement verbales. Mais lorsqu'il s'agit de donner des noms, il se déroba, ce qui, aux yeux des enquêteurs, revenait à limiter les pouvoirs d'investigation du Congrès. L'assignation à comparaître pour outrage au Congrès fut finalement votée à la Chambre des Représentants par 373 voix contre 9.

Les pouvoirs d'investigation du Congrès avaient déjà été quelque peu limités par les tribunaux, qui avaient décidé qu'un témoin ne pouvait être convoqué devant une commission du Congrès que pour déposer sur des questions purement législatives. M. Miller fut, officiellement, cité comme témoin pour une enquête sur les passeports (...). Mais la commission ne tarda pas à s'écarter du thème des passeports pour interroger M. Miller sur son passé. Les enquêteurs voulaient savoir s'il avait été hostile à la loi Smith, qui condamne comme criminels ceux qui prônent le renversement du gouvernement par la force et la violence ; s'il avait donné sa signature à diverses protestations et pétitions ; quelle avait été son attitude à l'égard d'Ezra Pound ; ce qu'il pensait d'Elia Kazan, naguère metteur en scène de ses pièces, qui avait déposé devant une commission et donné des noms (n'y avait-il pas eu, au fait, rupture entre eux ?) ; s'il n'avait pas attaqué la commission des Activités anti-américaines elle-même ou raillé certains membres du Congrès.

Ce qui ressortait de cet interrogatoire acharné, c'est qu'Arthur Miller avait eu par le passé des attaches avec les communistes et avait critiqué certains législateurs et certaines lois — faits que personne ne songe à nier, mais qui ne constituaient ni ne constituent un crime, bien que le ton de l'interrogatoire le laissât supposer ; à un moment donné, le président, M. Walters, dut intervenir pour annoncer qu'il avait parfaitement le droit, en tant que citoyen, de ne pas être d'accord avec la loi Smith (ce dont certains autres enquêteurs semblaient ne pas avoir conscience). En outre, tout ce qui ressortait de l'interrogatoire était déjà connu de la commission ainsi que du public en général, car les journaux avaient parlé de l'affaire (...). Bref, la séance ne fournit aucun renseignement nouveau, sauf peut-être à M. Miller, qui avait oublié le nom de certaines organisations qu'il avait soutenues.

La commission, en fait, montra la plus extrême réticence à tenir compte des éléments nouveaux que pouvait lui apporter M. Miller (...).

« A l'heure actuelle... », tentait de rectifier M. Miller tout au long de l'interrogatoire, mais les enquêteurs n'avaient que faire de ce qu'il pensait ou avait à dire *« à l'heure actuelle »*.

M. Miller devait les étonner cependant, et forcer leur attention, lorsqu'il affirma que, non seulement il *avait été* hostile à la loi Smith, mais qu'il le restait encore aujourd'hui.

« Aujourd'hui, en ce moment-même ! », s'exclamèrent les enquêteurs déconcertés.

« En ce moment-même ! », répliqua M. Miller.

Une longue et filandreuse discussion s'ensuivit, au cours de laquelle les législateurs donnèrent des signes visibles de curiosité.

« Approuveriez-vous l'auteur d'un poème préconisant le renversement du gouvernement ? », demanda stupéfait un membre du Congrès.

M. Miller répondit que oui, ou que, du moins, il ne le désapprouverait pas, et l'intérêt faiblit peu à peu, comme si le témoin avait été un phénomène trop insaisissable pour inspirer une curiosité autre que passagère.

ARTHUR MILLER ET MARILYN MONROE (Pix)
La morale, une manie tatillonne

Elle se réveilla cependant pour un court instant à la fin de la session, lorsqu'un membre mieux disposé que la majorité à l'égard de M. Miller, lui demanda avec une sollicitude apparemment sincère :

« Pourquoi votre œuvre est-elle si morbide, si triste ? ».

Puis, tentant une proposition positive :

« Pourquoi ne placez-vous pas votre magnifique talent au service de la cause anticommuniste ? ».

Entre temps, les enquêteurs lui avaient demandé de reconnaître deux personnes comme ayant été présentes à certaines réunions plusieurs années auparavant. On ne demandait pas à M. Miller de donner leurs noms ; la commission les connaissait évidemment déjà. Tout ce que désirait la commission, c'est que M. Miller admît que deux personnes, qu'elle lui avait elle-même nommées, avaient effectivement assisté à ces réunions.

Ce fut le point culminant de l'audience. Dès qu'une assignation à comparaître lui fut signifiée à Reno (Nevada), où il avait entamé une procédure de divorce, les enquêteurs essayèrent de savoir si M. Miller allait se montrer « conciliant ». L'investigateur qui lui notifia l'assignation l'invita à un petit entretien. *« Je crois que je pourrais vous être utile »*, suggéra-t-il, en mentionnant d'autres écrivains et acteurs auxquels il avait été « utile » en de semblables circonstances. *« Un grand nombre d'entre eux »*, ajouta-t-il, *« sont devenus mes très bons amis »*.

Coriace

Il commença à sonder M. Miller en lui demandant, comme en passant : *« Que pensez-vous de Lee Cobb ? C'est un type formidable, vous ne trouvez pas ? »*.

Lee Cobb, qui avait tenu le rôle principal dans *Mort d'un commis voyageur*, avait déposé devant la commission, et donné des noms. M. Miller trouva aussi que Lee Cobb était un type formidable, d'où l'enquêteur conclut que M. Miller pourrait finalement se montrer conciliant.

« Vous savez », dit-il spontanément, *« vous me surprenez. Je vous croyais plus coriace. »*

Mais jusqu'à ce que la question cruciale lui fût posée devant la commission elle-même, personne, sauf son avocat, ne sut comment M. Miller allait y répondre ; et ce dernier, pour sa part, crut vraiment qu'on allait peut-être la lui épargner.

Ce n'était là qu'un vain espoir. La déposition de M. Miller montre clairement qu'il y avait un complet malentendu entre lui et ses interrogateurs. A en juger par son attitude, M. Miller supposait que les membres du Congrès qui lui faisaient face cherchaient honnêtement la vérité, et il tenta de leur exposer sérieusement ses idées, à la manière d'un auteur parlant de son œuvre dans un débat entre écrivains. Il mentionna Socrate, la guerre civile d'Espagne et ce que pouvait ressentir un Juif de Brooklyn devant la vague d'antisémitisme qui marqua les premiers temps de l'hitlérisme. Tout cela laissait les enquêteurs parfaitement indifférents. Pour eux, la seule question importante était de savoir si oui ou non le témoin était prêt à donner des noms. C'était là l'épreuve décisive. M. Miller s'entêtait à leur expliquer quel genre d'homme il était, mais les enquêteurs savaient qu'il leur serait facile de l'apprendre — lorsqu'il leur dirait s'il acceptait ou non de jouer les indicateurs. Et, en un certain sens, ils avaient raison. Tel était bien le fond du problème, et tout le reste n'était que jeu du chat et de la souris.

Indicateur

C'est l'expression *jouer les indicateurs* qui résume la signification étrange et ambiguë de ces interrogatoires. Pour répondre au désir des enquêteurs, il n'était pas nécessaire que M. Miller fût vraiment un indicateur, mais qu'il en jouât simplement le rôle — afin de leur prouver qu'il n'était pas homme à s'interposer entre eux et la vérité. La commission (...) ne cherchait pas à obtenir des renseignements de M. Miller, mais à éprouver son civisme.

Quant à M. Miller, il ne s'agissait pas tant pour lui de ne pas livrer certaines personnes (qui avaient déjà été dénoncées et auxquelles son témoignage ne pouvait donc plus guère nuire) que de récuser le principe même de la délation comme norme de civisme.

Ce qu'on attendait de ce dramaturge en renom, c'est qu'il donnât à son vaste public l'exemple de l'obéissance civique ; ce n'était pas à Miller, mais à la commission de juger si la divulgation de ces noms était utile ou non. Et si elle n'était d'aucune utilité, si elle ne pouvait de toute évidence causer de tort à personne, pourquoi M. Miller faisait-il donc tant d'embarras ? Il invoquait ses scrupules de conscience pour justifier son silence, mais tous ces interrogatoires ne tendent à rien d'autre qu'à ravaler les exigences de la morale individuelle au rang d'une manie tatillonne et absurde.

Mary MACCARTHY.

(Copyright « Preuves ».)

ON VOUS EN PARLERA :

Plus fort que Doudintsev...

LA VILLE NATALE

par Victor Nekrassov, traduit du russe par René L'Hermitte. Editeurs Français Réunis, 321 pages, 550 francs

LE livre de V. Doudintsev, L'Homme ne vit pas seulement de pain, **a éclaté comme un coup de tonnerre dans le ciel rose de la bibliothèque soviétique. Mais ce procès des nouvelles « huiles » du régime et de leurs privilèges est encore conçu dans la meilleure tradition stalinienne : de sombres crapules s'opposent à un saint dont la cause finira, bien entendu, par l'emporter.**

Un noceur

Avec La Ville Natale **de V. Nekrassov, semble poindre une nouvelle aurore. Pour un lecteur français en tout cas, l'accent est infiniment plus révolutionnaire (ou réactionnaire, comme on voudra) : au lieu d'un pavé didactique, un livre court, léger, écrit dans un style presque impressionniste, avec des personnages qui n'incarnent ni le Bien ni le Mal, qui ne sont ni des héros soviétiques ni des transfuges du capitalisme, mais des individus dont l'épaisseur est humaine. D'ailleurs, le qualificatif de « véritable homme soviétique » n'est employé qu'une seule fois et pour s'appliquer à un sympathique aviateur-noceur-trafiquant, cynique au cœur tendre, qui n'est pas membre du Parti et qui se traite d' « ordure » avec autant de complaisance qu'un héros de Dostoïevski. L' « homme soviétique » n'a plus le caractère d'une mutation biologico-politique : c'est, tout simplement, un « type bien »...**

Le roman se déroule à Kiev, dans les dernières années de la guerre et les premières années de paix. Le héros, Nicolas Mitiassov, blessé à la main, est renvoyé à l'arrière. Que faire ? Travailler ? Pour gagner quatre ou cinq cents roubles, la perspective lui sourit peu. Désemparé, il tente en vain de retourner au front. Non pas qu'il tienne à mourir pour la Patrie mais parce que la réadaptation morale et matérielle du démobilisé à la vie civile semble poser en Union Soviétique des problèmes assez peu différents de ceux qu'a connus le vieux monde capitaliste en 1945.

Le triangle classique

Cette réadaptation ne lui est pas facilitée par ce qu'il a trouvé à son retour. Sa femme, sans cesser de l'aimer, mais un peu lasse de l'attendre, a pris un amant. C'est un événement déjà peu habituel dans la littérature soviétique. Mais que le mari, la femme et l'amant soient tous les trois sympathiques, qu'aucun ne soit condamné ni condamnable, voilà qui passerait presque pour une audace même au pays du Diable au Corps.

Bien sûr, la note politique n'est pas tout à fait absente : Nicolas s'ennuie. Successivement soldat errant dans Kiev — ce qui nous fournit incidemment un excellent documentaire sur la vie quotidienne de certaines familles russes — puis inspecteur à la Direction du Logement — poste qu'il abandonne, écœuré par son travail, la corruption, les pots-de-vin et les passe-droits — il va enfin retrouver goût à la vie quand, redevenu étudiant, on voudra l'exclure du Parti pour avoir giflé le Doyen de l'Université. Car Nicolas comprend qu'il y a encore des batailles à gagner. Contre qui ? Contre l'appareil du Parti et, comme au front, contre la peur.

La réunion qui devait l'exclure est ajournée sans qu'une décision ait été prise. Mais on luttera ! Et c'est sur cette note d'un espoir bien particulier que s'achève La Ville Natale **de V. Nekrassov.**

ARTS

Les débuts

LETTRES IMPRESSIONNISTES AU DR GACHET ET A MURER

Ed. Grasset, 183 pages, 990 fr.

LES lettres réunies dans ce recueil ont été écrites par huit peintres impressionnistes : Pissarro, Cézanne, Guillaumin, Renoir, Monet, Sisley, Vignon et Van Gogh. Elles datent presque toutes des années comprises entre 1870 et 1880. A cette époque, ces peintres faisaient scandale. Ils exposaient leurs œuvres au « Salon des Indépendants », ce qui leur valut d'interminables sarcasmes et un long purgatoire.

Maintenant la roue a tourné et le mot impressionniste appliqué à n'importe quelle manifestation est un gage de succès. A tel point que ces *Lettres des impressionnistes* ont été baptisées *Lettres impressionnistes* ! Elles ont été réunies par M. Paul Gachet, le fils du docteur Gachet. Leur utilité est aussi de fixer quelques dates, notamment de maladies, car puisqu'elles s'adressent à un docteur, il y est beaucoup question de celles-ci. Mais ce qui intéresse particulièrement en lui, c'est qu'il comprend la peinture de ses amis. Son principal lien avec le groupe impressionniste n'est pas les services d'ordre médicaux qu'il leur rend, mais une admiration profonde. En les soutenant moralement dans leur entreprise à une époque difficile, il a fait beaucoup.

Les lettres qui, en elles-mêmes, sont les plus intéressantes proviennent de Van Gogh. Son style, souvent incorrect, est bien à lui et exprime complètement et clairement sa pensée. Ce qu'il dit de Monticelli, par exemple, forme une page admirable. Plus que tous les autres, il parle de peinture. C'est la raison pour laquelle il domine dans ce recueil.

TRADUCTIONS

Un pessimiste

LE MAIRE DE CASTERBRIDGE

par Thomas Hardy. Ed. Gallimard, 361 pages, 590 francs.

THOMAS HARDY eut une curieuse destinée littéraire. Il débuta par des romans et en publia pendant plus de vingt ans. Puis il abandonna son art et, pendant les trente-trois ans qu'il vécut encore, il ne produisit que des poèmes. Cette cassure est un exemple rare. Elle est le résultat de l'écœurement dans lequel les critiques adressées à des pages pessimistes de son *Jude l'obscur* l'avaient plongé. Ses contemporains trouvaient excessives ces conclusions et la réaction du public parut d'autant plus cruelle à Thomas Hardy qu'il était sûr de mettre dans les dernières pages de ses livres l'essence même de ses réflexions. Ainsi faisait-il à chaque œuvre et les ultimes paragraphes du *Maire de Casterbridge* lui tenaient probablement plus à cœur que le reste.

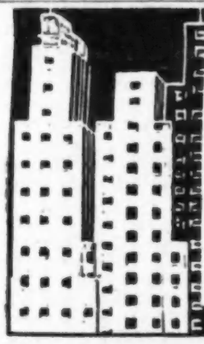
Ce roman date de sa pleine maturité. C'est un de ses chefs-d'œuvre et il est devenu classique en Angleterre. Il offre un exemple parfait de sa manière et de son talent de romancier. L'intrigue se passe dans une petite ville et on admet généralement que le Casterbridge du récit est Dorchester. L'auteur décrit la vie provinciale puis un drame se noue. Un jeune homme vend sa femme dans une crise d'ivresse et le reste du livre est fait des conséquences de ce geste. Revenu à la raison, Michel Henchard fera le vœu de ne pas boire pendant vingt ans et il se rend à Casterbridge où, à force de travail et de volonté, il se fait une situation considérable dans le commerce des grains. Cité en exemple par toute la ville pour son caractère, il est élu maire, mais sa femme revient un jour et, par suite d'un enchaînement de circonstances, ce retour provoque sa perte à lointaine échéance. La fatalité s'acharne sur les héros de cette histoire et les dernières lignes sont une effrayante évocation du destin humain.

La talent de Thomas Hardy crée des personnages à la fois riches en couleur et profondément étudiés. La minutie de l'observation des choses est doublée d'une précise analyse des caractères. On connaît les difficultés intimes des acteurs, mais aussi la qualité des ressources morales qui leur permettront de les surmonter. Psychologue averti, écrivain sûr, romancier habile, Hardy est un maître.

LIBRAIRIE

PARMI les livres mis cette semaine en librairie, ceux-ci retiennent à première vue l'intérêt :

- ROMAN : Marie Susini : *Le Pas d'un homme* (Ed. du Seuil). Un homme et une femme. — Paul Guyot : *Belle-Amie* (Calmann-Lévy). Quand un journaliste parle du journalisme féminin.
- TRADUCTION : William Brinkley : *Les Gags de la marine* (Pierre Horay). Un best-seller américain.
- THEATRE : Arthur Adamov : *Paolo Paoli* (Gallimard).
- ESSAI : Edmond Barincon : *Machiavel* (Ed. du Seuil). — Mircea Eliade : *Mythes, rêves et mystères* (Gallimard).
- PETITE HISTOIRE : Gilbert Guilleminault : *La Belle Epoque* (Denoël). Le tome III du « roman vrai de la Troisième République ».
- ART : Henri Queffelec : *L'Evangile des calvaires bretons* (Hachette).


JULES MOCH
Washington D. Smith
banquier de Wall Street
Les Américains vus par l'auteur de U.R.S.S. les yeux ouverts (15e mille)
ROBERT LAFFONT

ENCYCLOPÉDIE DE LA PLÉIADE

sous la direction de Raymond Queneau
Son but est double : fournir le tableau complet des connaissances actuelles (série didactique) tout en retraçant le chemin parcouru par l'humanité (série historique). Chaque ouvrage conçu pour présenter un intérêt soutenu, tout en restant pratique à consulter est l'œuvre, non de spécialistes des travaux de librairie, mais des savants qui font autorité dans chaque spécialité. Chaque volume, relié plein cuir dans un format maniable (12x18) contient, grâce à l'emploi d'un beau papier bible autant de texte que les gros in-folio des anciennes encyclopédies.
vient de paraître :
histoire universelle 2
de l'Islam à la Réforme
déjà parus : HISTOIRE UNIVERSELLE (tome I)
HISTOIRE DES LITTÉRATURES (tomes I et II)
nrf

J.J. SERVAN-SCHREIBER
LIEUTENANT EN ALGERIE
"Un écrivain qui ne doit rien à aucun maître. Son talent est sorti tout armé de sa rencontre avec la guerre."
FRANÇOIS MAURIAC
de l'Académie Française
JULLIARD

HISTOIRE

Réalité et légende

MAHOMET

par
Maurice Gaudefroy-Demombynes.
Coll. « Evolution de l'Humanité ».
Ed. Albin-Michel,
708 pages, 2.400 fr.

Il y avait le Mahomet des croyants, le Mahomet des infidèles. Grâce à M. Gaudefroy-Demombynes, il y a maintenant le Mahomet des historiens. Rarement méthode historique n'a davantage engagé le sujet de l'étude. Rarement les sources dont un biographe disposât, pas même ceux de Jésus, n'ont requis de lui une interprétation préalable aussi décisive.

Le Coran, texte de la Révélation prêchée par Mahomet, établi une génération après sa mort, est artificiellement divisé en cent quatorze sourates (chapitres) qui ne forment jamais un ensemble ordonné ; leur classement n'a aucun rapport avec l'ordre dans lequel les versets ont été réellement prononcés. De plus, le Coran n'est pas un dogme ni un poème didactique, mais une parole inspirée, révélée et sacrée. Le livre qui est devenu la Loi d'une des plus vastes communautés religieuses et sociétés civiles, n'aborde donc que de biais les principes d'une organisation sociale, sous la forme de symboles dictés au hasard des besoins quotidiens d'une poignée de fidèles.

Cependant, à toutes les questions que le Coran n'aborde pas, la vie du Prophète mort en 632, ses actions ou ses abstentions avaient été une vivante réponse. La tradition qui les a collationnées, la « *Sunna* », exprimée par des récits (« *Hadith* ») a ainsi, dans les générations qui ont suivi la mort du Prophète, composé une « Imitation de Mahomet ».

Mais, au IX^e siècle, au temps où les théologiens-juristes rédigèrent les grands manuels du Hadith, la société musulmane s'était élargie des pieux compagnons arabes aux sujets d'un Empire méditerranéen et asiatique. Les érudits combinèrent le Coran avec les coutumes des nouveaux convertis, cherchèrent dans l'exemple du Prophète une confirmation de leurs propres opinions, fabriquèrent des Hadith rétroactifs. Si bien que la Sunna reflète plus fidèlement l'image de la société du IXe siècle que la figure propre de Mahomet.

Des deux seuls instruments documentaires, l'un se situe donc résolument dans l'intemporel, l'autre est trop pétri d'histoire, d'une histoire postérieure de deux siècles au Prophète, d'une histoire qu'il a lui-même façonnée.

En présentant Mahomet lui-même comme l'explication et le commentaire des conséquences historiques de sa méditation inspirée, M. Gaudefroy-Demombynes a magistralement su éviter le Charybde du positivisme critique et le Scylla de la légende dorée.

Mahomet n'est ainsi qu'une introduction à l'Islam. Son génie est, par le seul moyen d'une séduction personnelle et d'une langue à jamais inimitable, d'avoir su lancer son peuple à la razzia de l'univers, d'avoir, en moins d'un siècle, et à l'époque où l'Occident barbare se féodalise, suscité du Douro à l'Oxus un Empire uni par la même civilisation culturelle et d'avoir déposé, dans le cœur de millions d'hommes, les germes d'une solidarité qui, treize siècles après sa mort, les rende encore tous les jours prêts à répondre à son appel.

Dans l'intimité de Mahomet avec les destinées de son message, réside le miracle du seul Prophète qui se soit refusé à en faire. « Le Coran est une leçon pour l'univers. Vous ne tarderez pas à vous en rendre compte. »

UN HOMME LIBRE ET LA MER

La publication d'*Amers* (1) est un fait aussi important que celle de *La Jeune Parque* il y a quarante ans ou celle du *Cimetière Marin*. Elle confirme ceux qui le savaient déjà dans l'idée que Saint-John Perse est sans doute le plus grand poète français vivant, plus original et plus grand même que ne le fut Valéry ; elle le confirme avec une telle force et un tel éclat qu'il sera bientôt honteux pour tout le monde de l'ignorer.

Si la gloire de celui qui vient de nous offrir ce magnifique cadeau exactement pour son soixante-dixième anniversaire (il est né le 31 mai 1887 dans une petite île de la baie de Pointe-à-Pitre à la Guadeloupe) n'est point déjà plus répandue (il a droit à dix lignes sur 1.300 pages dans l'histoire de la littérature de M. Clouard), cela tient sans doute à la discrétion de l'homme comme à la nature et à la qualité de sa poésie.

Docteur Jekyll et M. Hyde

Ce poète, dont l'œuvre est nourrie de l'histoire humaine semble avoir mis tous ses soins, en effet, à n'avoir pas de biographie. On a envie de dire, en retirant à la comparaison toute nuance péjorative, qu'il a été le docteur Jekyll d'un Mr Hyde qui était Alexis Léger, ambassadeur de France et haut fonctionnaire du Quai d'Orsay jusqu'en 1940. Pendant près d'un quart de siècle, c'est Alexis Léger qui a vécu, interdisant au poète toute publication et même toute réimpression de ses vers de jeunesse : ce sont ses amis et non lui qui font paraître *Anabase* en 1924. Limogé sous le ministère Paul Reynaud en 1940, déchu de la nationalité française et radié de la Légion d'honneur par Vichy, homme de la France libre sans être d'accord ni avec la politique gaulliste, ni avec celle qui a suivi la Libération, Alexis Léger, qui a toujours refusé de rentrer en France, semble avoir démissionné de la vie. Mais il s'est effacé devant Saint-John Perse, ancien conseiller littéraire de la Bibliothèque du Congrès des Etats-Unis qui vit à Washington comme dans une sorte de capitale abstraite. Et Saint-John Perse a publié *Exil* en 1942, *Vents* en 1946 et aujourd'hui *Amers*.

SAINT JOHN PERSE
La montée du flot

Œuvre poétique qui a une réputation d'obscurité et n'est pas d'accès facile. Mais cette difficulté est plus apparente que réelle. D'abord parce que vous pouvez essayer de lire un poème comme *Amers* sans trop comprendre, sans vous attacher au détail : vous serez probablement conquis par cette somptueuse musique, cette orchestration sublime du verbe et, peu à peu, par une lente imprégnation, vous entrerez dans le poème et le poème entrera en vous. Ensuite parce que, à ce moment-là, il vous suffira au contraire de porter une attention extrême au texte, à chaque mot, à chaque mouvement du texte. L'obscurité ne tient ni aux intentions symboliques, ni aux images, ni à quelque doctrine ésotérique ; elle tient à la précision et à la densité du vocabulaire. Il faut exprimer le sens et le suc de tous les mots qui sont le plus souvent des mots très simples et parfois des mots très rares (comme, ici, à la dernière page le cri de « pygargue » — c'est une variété d'aigle). Et le poème s'ouvrira devant vous, qui est peut-être le plus complet et le plus beau de tous les poèmes inspirés par la mer.

« La mer ! La mer ! », le cri de délivrance des Grecs en retraite, toute l'œuvre de l'auteur de l'*Anabase* le pousse. Il est né dans une île minuscule, et il nous a raconté avec émotion que les dernières paroles de l'homme politique qu'Alexis Léger a le plus vénéré, Aristide Briand, furent une évocation de la mer, de la voile et des premières brises du large, souvenir que l'on retrouve d'ailleurs ici : « *et l'homme appréhendé de mort s'enquiert encore sur son lit de la montée du flot* ».

Amers comporte une « Invocation » dans laquelle l'auteur explique cette présence de la mer dans son œuvre, dans sa poésie, dans sa vie intérieure ; puis une « Strophe » de 120 pages, divisée en neuf parties, enfin un « chœur » et une « dédicace » très brève où le thème de « midi le rouge » répond en quelque sorte dans l'ordre humain au thème solaire de « midi le juste ».

Les neuf parties de la strophe, comme les neuf muses, embrassent toutes les activités des hommes ; elles sont le tableau, l'histoire et l'épopée des échanges entre la Ville et la Mer. Cette Ville, construite en hémicycle dont la mer est la scène, Saint-John Perse voudrait lui retirer tout pittoresque historique ou géographique : c'est la Ville dont le Prince est un Homme. En fait le poids des mots et des images, la résonance de la langue dans notre imagination lui donnent une coloration de Grèce antique et d'Asie. C'est une poésie qui n'a pas eu besoin des archéologues pour savoir qu'au-delà de l'antiquité classique l'histoire plonge ses racines à Mycènes, à Sumer et bien plus loin ; et le poème très complet va de la Mer « *dans son grand âge et dans ses grands plissements hercyniens* » jusqu'aux émerveillements des plongeurs d'aujourd'hui : « *Nous n'avons point mordu au citron vert d'Afrique, ni nous n'avons hanté l'ambre fossile et clair enchâssé d'ailes d'éphémères : mais là vivons, et dévêtus, où la chair même n'est plus chair et le feu même n'est plus flamme — à même la sève rayonnante et la semence très précieuse ; dans tout ce limbe d'aube verte, comme une seule et vaste feuille infusée d'aube et lumineuse...* »

Noces

La dernière partie de la strophe, « *...Etroits sont les vaisseaux, étroite notre couche* », à elle seule presque aussi longue que les huit autres, est un vaste poème d'amour, un hymne à la Mer, maternelle à toute vie, une méditation rythmée par ces hautes et profondes marées du sang et de l'âme que seul l'amour met en mouvement. L'intelligence des mouvements de la sensualité y brille comme l'intelligence des mouvements du cœur. Il s'agit toujours des noces de la Mer et de la Ville, comme dans le cortège qui s'est déroulé tout au Long du poème, mais ces noces s'accomplissent au sein même de l'homme, et le superbe chœur final, dont le mouvement nous transporte, est un chant d'exultation.

C'est seulement par un mauvais calembour, en effet, que le titre du poème pourrait éveiller en nous une idée d'amertume. Les amers, ce sont les « *marques apparentes sur les côtes, telles que clochers, tours, rochers, propres à guider les navigateurs qui sont à vue de terre* » (Littré). Que le sombre déroulement de notre histoire ait laissé dans la bouche du poète un goût d'amertume, il se peut, il y paraît parfois, mais il fait confiance à l'homme, lavé, purifié, renouvelé par la Mer, et il lui montre, sur la côte, tours et rochers d'une ville nouvelle. Il n'est pas de poète de la mer qui ne soit un poète de la liberté et de l'espérance...

Robert KANTERS.

(1) *Amers*, par Saint-John Perse. Gallimard. 192 p., 1.200 fr.

Que savons-nous du Ciel ?
EVRY SCHATZMAN
Professeur à la Faculté des Sciences de Paris
ORIGINE ET ÉVOLUTION DES MONDES
Un vol. in-16 illustré.
Pour le public cultivé : le point sur les hypothèses cosmogoniques actuelles, - un fascinant problème par l'un de nos meilleurs astro-physiciens.
Coll. " Sciences d'Aujourd'hui " Dir. André George
ÉDITIONS ALBIN MICHEL

Un pamphlet qui fera du bruit
MAURICE NADEAU (France Observateur)
POURQUOI DES PHILOSOPHES ?
JEAN-FRANÇOIS REVEL
essai
" très court et très dense riche d'aperçus subtils et profonds ".
RAOUL LÉVY (L'Express)
" Un monument de sottise et de malhonnêteté ".
BERNARD GUILLEMAIN professeur de Philosophie Cité par Arts
un vol. 570 fr.
du même auteur
HISTOIRE DE FLORE roman
JULLIARD

MAISON

L'installation du chauffage central

LE principe du chauffage central par circulation d'eau est simple. L'eau chauffée par la chaudière devient légère, elle monte par les canalisations jusqu'aux radiateurs et communique sa chaleur dans les pièces où sont placés les éléments. Une fois refroidie, l'eau s'alourdit, redescend à la chaudière, et le cycle recommence.

Trois combustibles sont normalement utilisés dans les chaudières :

- Le charbon (anthracite, petit grain d'anthracite, coke) ;
- Le mazout (nommé fuel oil domestique) ;
- Le gaz de ville.

Les chaudières à charbon

● AVANTAGES : Le charbon, qui se trouve partout, est livré même à la campagne.

Combustible économique pour un chauffage à feu continu (une chaudière moderne consomme environ 3 à 5 kg d'anthracite par pièce et par jour pour une température de 18 à 20°).

● INCONVÉNIENTS : Stockage inévitable, même si les livraisons sont faites par sacs de 50 kg.

Manipulation très salissante. Tiroirs de cendres à vider quotidiennement.

Nécessité de conserver un feu continu, même en demi-saison.

Marie-Martine
COUTURE-SPORT
8, rue de Sèvres - VIe
BAB. 18-44

« Pimprenelle », une des robes d'été de la collection AURORE (couture pour jeunes filles de 15 à 20 ans), 195, Faubourg Saint-Honoré

Carole Paris
SPORT.COUTURE
78 AV. DES CHAMPS-ÉLYSEES Arcades du Lido
ARTICLES DE PLAGE
ROBES D'ETE
VESTES PEAU
MAILLOTS
(MAYOGAINE)

Les chaudières à mazout

● AVANTAGES : Aucun stockage salissant. Allumage par simple pastille de « méta ». Souplesse d'utilisation (appréciable surtout en demi-saison et dans les locaux occupés d'une façon intermittente matin et soir). Economie de 25 % environ par rapport au charbon, sur l'ensemble de l'année de chauffage.

● INCONVÉNIENTS : Remplissage du réservoir ou obligation pour les locaux importants de faire construire une cuve et de faire installer une pompe électrique pour l'alimentation en fuel de la chaudière.

Obligation d'habiter une localité dans laquelle il existe un service régulier de livraison de mazout de qualité

Les chaudières à gaz de ville

● AVANTAGES : Aucune manipulation, propreté parfaite. Réglage souple, automaticité absolue, allumage instantané.

● INCONVÉNIENTS : Le gaz fonctionnant en chauffage intermittent revient 25 % plus cher que le charbon en chauffage continu.

L'installation demande presque toujours une cheminée spéciale, l'eau qui se condense dans les gaz brûlés devant de toute nécessité être évacuée. (Prix : 8.000 fr. environ par étage.)

Ce qu'il faut savoir

● Une installation de chauffage central se calcule grosso modo de la façon suivante : à partir de 5 radiateurs : *alimentation au charbon :* 40 à 45.000 fr. par radiateur ; *alimentation au mazout ou gaz :* 50.000 fr. par radiateur. L'achat de la chaudière et la remise en état des parquets en supplément.

● L'anthracite est le combustible idéal, mais le « petit grain » offre l'avantage à quantité et chaleur égales de coûter 25 % environ moins cher.

● A Paris et dans les grandes villes le petit grain peut être livré en jerricans. (D'où stockage plus propre.)

● Le charbon livré à l'étage coûte 10 fr. de plus par sac de 50 kg et par étage monté.

● Le coke, combustible bon marché, offre l'inconvénient de mal tenir le feu, donc d'exiger une surveillance constante.

● Le mazout, livré en jerricans, coûte à Paris 502 fr. le jerrican de 18 litres. (Supplément pour consignation ou achat du jerrican : 1.000 fr.)

● Une chaudière alimentée au mazout peut être raccordée aux conduits et radiateurs d'une installation ancienne. A condition que celle-ci ait été faite suivant les règles applicables à toute installation sérieuse de chauffage central.

● Beaucoup de personnes, par mesure d'économie, au lieu d'acheter une chaudière neuve, en font transformer une vieille. Ce genre de « bricolage » n'a jamais donné de bons résultats. Une chaudière spécialement adaptée à chaque type d'installation est indispensable pour obtenir un bon et économique rendement.

● Pour qu'une installation de chauffage au mazout ou au gaz fonctionne dans des conditions économiques, un thermostat d'ambiance est nécessaire, qui arrête et allume automatiquement la chaudière, maintenant une température égale dans les pièces.

● Il existe des « horloges à gaz » qui assurent allumages et extinctions à des heures prévues.

Ces horloges sont précieuses dans les appartements inhabités dans la journée. L'horloge réglée le matin sur l'heure prévue pour le retour, la chaudière se met en marche toute seule.

★

Les carrelages

LES sols et une certaine partie des murs de cuisines ou de salles de bains doivent être parfaitement protégés et faciles à entretenir.

(Dambier)

ACCOMPAGNÉE : *à double emploi* (*Valrose*)

Les carrelages classiques, à la fois solides et hygiéniques, offrent le double inconvénient de coûter très cher et d'entraîner des travaux de pose toujours salissants donc désagréables.

Quelques prix

POUR LES SOLS : ● Dallage de grès cérame ordinaire, 10×10 : 5.500 fr. le m2, environ.

● Mosaïque, 2×2 : 6.000 fr. le m2, environ.

● Carreaux américains biseautés, 15×15 : 9.000 fr.

● Carreaux briards vernissés 2×2 : 12.000 fr. environ.

POUR LES MURS : ● Carreaux de faïence : 8.000 fr. environ le m2 posé.

● Entourage de baignoire avec trappe de visite en carreaux de faïence : 32.000 fr. environ.

Matériaux modernes

Les techniques nouvelles en matière de revêtements ont créé des matériaux légers : lavables, faciles à poser et d'un prix de revient beaucoup plus abordable.

REVÊTEMENT DE SOL : Ils se présentent sous une double forme :

● Dalles plastiques rigides qui peuvent être posées en différents tons comme un carrelage.

Prix : 3.000 fr. environ le m2 posé (*Dalami, Venifloor, Rubbersol*).

● Revêtements souples qui se collent au sol (*Gerflex, Vesisol, etc.*), 1.500 fr. le m2 posé.

Le prix de pose de ces revêtements varie un peu en fonction de la nature et de l'état des sols. Les spécialistes viennent sur place et établissent des devis (*Paris-Rubber*, 111, rue Lemer-

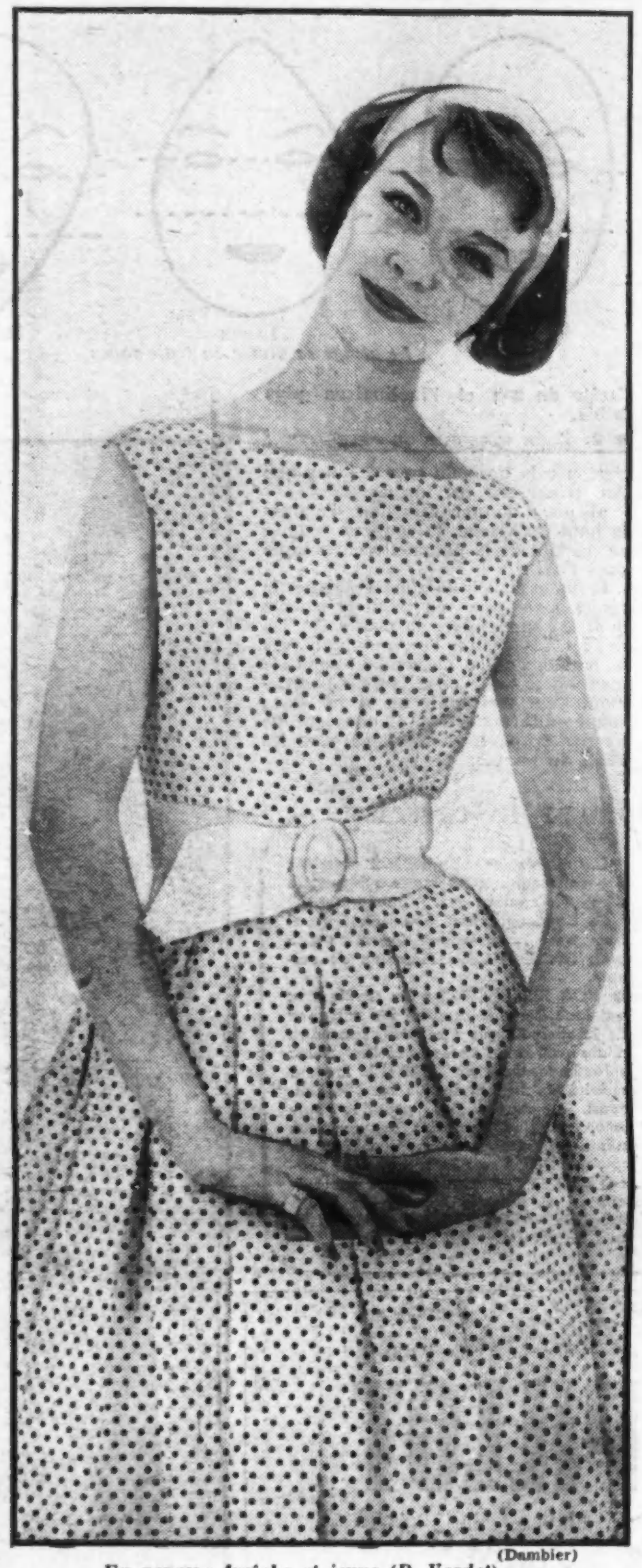
1 seule protection
2 saisons
CALFEUTREX
Stores Vénitiens à lames orientables de toutes couleurs
Devis gratuit sans engagement
Adresse : 19, rue Margueritte, Paris 17e
Tél. WAGram 41-48 - 86-30
Joints hermétiques pour vos portes et fenêtres

le parfum le plus précieux du monde
huit-huit
STERLÉ

Quilichini
CHAUSSURES forme italienne
série luxe, depuis .... 4.800 fr.
POCHETTES assorties depuis .... 3.000 fr.
90, RUE LA BOETIE (St-Philippe-du-Roule)

(Dambier)

EN SOIE : *passe partout* (*Jamiqua*)



(Dambier)

EN COTON : *fraiche et jeune* (*D. Verdel*)

cier, consent des remises aux lecteurs de *L'Express*).

REVÊTEMENTS MURAUX : Très variés de forme et de complexion, ils se présentents sous différentes façons.

- Panneaux agglomérés de fibre de bois laquée, ou dessinés en carreaux : 1.700 fr. le m2 (*Panolac*).
- Carreaux en polystyrène qui se clouent ou se collent : 2.500 fr. à 3.000 fr. le m2 (*Minico, Audo, Favelite*).
- Bandeaux alliage léger émaillé uni ou à carreaux emboutis (voir notre banc d'essai).
- Plaques pour l'encastrement des appareils sanitaires, constituées d'un support indéformable et imputrescible, armé de feuilles d'aluminium émaillé. Encastrement de baignoires classiques : 15.000 fr. (*Micaline*).
- Rouleaux matière plastique souple qui se posent comme un papier peint et se lavent comme une peinture : 1.000 fr. le m2 (*Tiltor Mural-Cordoual*).

LES RENSEIGNEMENTS CONTENUS DANS CES PAGES SONT LIBRES DE TOUTE PUBLICITÉ.

ROBES D'ÉTÉ

Trois styles

QUELQUES jours de chaleur... et les boutiques ont été assaillies.

Si vous achetez une robe d'été un peu vite, une précaution : à quoi la destinez-vous ?

La robe d'été se fait, cette saison :

1. La robe décolletée, en coton, mais accompagnée d'une veste qui multiplie son emploi.

En prêt à porter, nous avons vu un bon modèle, classique, en toile rayée bleu et blanc, à jupe plissée, avec la veste assortie légèrement décintrée, chez Valrose, 44, Champs-Elysées (22.900 fr.).

2. A petites manches, dans le style chemisier, en foulard imprimé et à jupe plissée, moins fraiche que la précédente puisqu'elle est en soie, mais portable partout.

Prête à porter : nous avons choisi celle de Jamiqua (6, rue Marbeuf) en foulard à dessins gris ou marron glacé (18.000 fr.).

3. Sans manches, à décolleté bateau, en coton et à jupe large. Elle est fraiche et jeune, mais à la limite de ce que l'on peut porter dans un bureau, par exemple, à moins qu'il ne fasse une chaleur accablante.

Prête à porter, nous en avons vu une charmante, en popeline de coton blanc à pois bleus, avec une large ceinture de gros grain, chez Dominique Verdet, 3, rue du Faubourg-Saint-Honoré (14.500 fr.).

BEAUTÉ

L'écrin de l'œil

« U*N défaut de l'âme ne peut se corriger sur un visage, mais un défaut du visage, si on le corrige, peut corriger une âme* », affirme Jean Cocteau. Et il a trouvé au moins un homme qui partage cette conviction hardie et qui la traduit en actes : c'est François, d'Elizabeth Arden, qui pratique l'art du maquillage comme d'autres vont évangéliser les Mau-Mau.

Peut-on réellement, efficacement, aider les femmes à prendre conscience de leurs possibilités physiques et à modifier ainsi non seulement leur visage mais leur comportement ? Oui, répond François. Mais cette entreprise n'est réellement intéressante que si on peut l'étendre à toutes les femmes de toutes conditions.

Mais beaucoup de femmes n'ont pas « le don », ni le temps. Ni l'audace. Ni les moyens d'aller pendant longtemps chez le grand coiffeur, ou dans le grand institut de beauté. Car ce n'est pas en deux heures que l'on trouve un style.

Il faut aller doucement. Rien n'est plus faux que ces scènes de films classiques où l'on voit une pauvre petite créature brusquement étincelante en trois heures. Dans la vie, ces transformations sont fréquentes. Parmi les femmes connues, le mannequin Bettina, la jeune Marianne Lecène, speakerine de télévision, l'actrice Jeanne Moreau en sont de bons exemples.

Mais il leur a fallu, et en vivant dans des milieux, en faisant un métier qui les ont aidés au lieu de les paralyser, plus d'un an pour « se trouver ».

L'idéal

François, d'Arden, qui ne s'occupe, lui, que de maquillage, vous dit :

« *Commencez... Commencez à partir de quelques règles simples, que vous offre le « physionome » pour tirer le meilleur de votre visage car le maquillage ne doit jamais être un masque, mais il doit faire du visage un écrin de l'œil.* »

Nous ajouterons, avant de vous donner ces règles : « *Allez lentement... Ne vous impatientez pas... N'attendez pas de résultats bouleversants en huit jours et persévérez...* »

François, d'Arden, divise le visage en trois zones principales :

a) Zone supérieure, dite cérébrale, allant du sommet du front à la ligne des yeux.

→

Jean Été
BIJOUTIER - ORFÈVRE - HORLOGER
DE PÈRE EN FILS DEPUIS 1852
Concessionnaire des grandes marques de l'horlogerie
JAEGER - MOVADO - ZENITH - OMEGA
ESKA - LIP - UNIVERSAL - TISSOT
Montre or modèle recommandé :

Pour Dame et fillette... 8.000 Frs
Pour Homme et garçonnet. 20.000 Frs
BULLETIN DE GARANTIE
85, AV. DU GÉNÉRAL LECLERC - PARIS

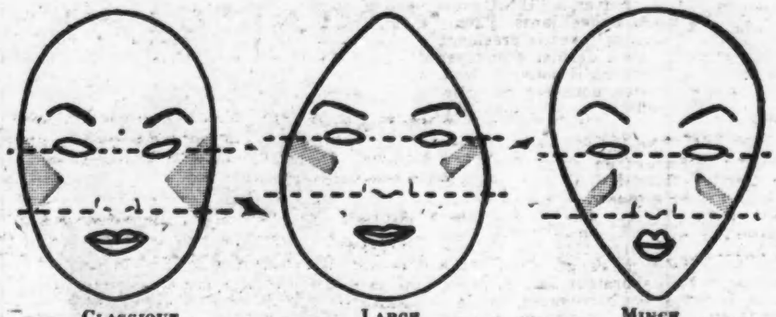
Le modéliste du Jersey
Jean-Jacques Vercors
vous propose
LE PRÊT A PORTER DE GRANDE CLASSE
Actuellement présentation dans ses salons de la collection Automne-Hiver 1957
- Des robes en Jersey de laine, modèles créés pour la vente au détail
245, RUE ST-HONORÉ (près place Vendôme) - OPE 21-41

b) Zone médiane, dite sensible ou affective, s'étendant des yeux à la base du nez.

c) Zone inférieure dite sensuelle, de la base du nez à la pointe du menton.

L'idéal vers lequel le physionome fera tendre ses corrections est le suivant :

La zone médiane doit être légèrement plus développée que la zone supérieure, la supérieure plus que l'inférieure.



Le visage se divise en trois zones

Les moyens correctifs

● 1) Zone cérébrale : le sourcil est l'élément constructif principal.

a) Dans un visage de forme classique, le point de hauteur des sourcils doit être situé au milieu de l'œil, et l'écartement des sourcils, par rapport au nez, moyen. Plus l'écartement sera petit, plus le haut du visage semblera rétréci.

b) Dans un visage trop mince ou trop large, le point de hauteur sera rejeté vers la tempe et l'écartement accentué par rapport au nez.

L'inclinaison de la ligne des sourcils dépendra de la forme du visage : visage trop large, inclinaison accentuée, visage trop mince, inclinaison minimum (mais jamais une courbe descendante qui vieillit, attriste et durcit).

Si le nez est très long, l'écartement sera très rapproché de façon à couper l'arête du nez et l'inclinaison plus faible.

● 2) Zone sensible ou affective : c'est par la pose du rose à joues que l'on triche sur les formes.

a) pour donner l'illusion d'élargir le haut du visage, le rouge sera posé en partant de la pommette en oblique sous l'œil ;

b) pour élargir la zone médiane, le rouge sera posé en triangle isocèle dont le sommet sera la pommette, les deux côtés égaux, l'un montant vers la tempe, l'autre descendant vers le maxillaire. Cette pose convient également pour maintenir un visage dans son équilibre normal. Il convient de ne pas trop étirer le rouge vers les côtés du visage ;

c) pour élargir la zone inférieure, le rouge partira de la pommette et descendra en oblique vers le maxillaire.

Le rouge à joues doit toujours être utilisé avec beaucoup de discrétion et en dégradé.

● 3) Zone inférieure ou sensuelle : la correction se fera par le dessin de la bouche.

a) Type classique : normalement haute et large.

b) Bouche rétrécissant le bas du visage : elle sera augmentée en largeur et diminuée en hauteur.

c) Bouche élargissante pour un bas de visage trop mince : on l'augmentera en hauteur et on la diminuera en largeur.

ESSAIS : Pour remplacer le carrelage

CETTE semaine, Madame Express a mis à l'essai, pour les cuisines et les salles de bains :

UN REVETEMENT MURAL :
le SANOMICA BATIMENT

● PRESENTATION : bonne, rouleaux d'alliage léger inoxydable émaillé à 340°, uni ou embouti en forme de carreaux de céramique de 12 × 12.

● EMPLOI : Très facile, ce revêtement se découpe avec de simples ciseaux, comme un papier peint. Il peut être cloué ou mieux collé, sur n'importe quel support (ciment, plâtre, brique, bois, etc.) Il suffit d'enduire le mur avec une colle spéciale « Micacol » à l'aide d'un peigne livré avec la colle, puis d'appliquer le Sanomica en exerçant une légère pression pour que la colle vienne remplir le creux des emboutis.

Les joints se dissimulent derrière des couvre-joints de matière plastique de même couleur que le revêtement.

Le Sanomica peut être utilisé aussi bien pour la protection des murs que pour l'habillage des éléments de cuisine.

● NOS REMARQUES : Ce revêtement qui joue à s'y méprendre les carreaux de faïence, et que l'on peut, sans être d'une adresse exceptionnelle, poser soi-même, mériterait 20/20 si la largeur réduite de la bande (75 cms) n'obligeait à couper les grandes surfaces murales par des couvre-joints même esthétiquement profilés. Nous le notons 18/20. Prix : 1.250 francs le mètre, colle : 380 francs la boite (actuellement en démonstration à la Petite Foire de « Elle », Foire de Paris et aux Printemps et B.H.V.).

(Dambier)

Sur les robes trop légères

PAS CHER

QUE porter sur une robe légère, les jours où elle est... trop légère ? C'est le petit cauchemar de la saison. Il y a la solution «étole». Mais une étole jolie, c'est toujours un achat bien coûteux relativement à l'usage que l'on en fait, car elle ne peut guère se porter avant 7 ou 8 heures du soir. On ne fait pas de courses avec une étole. Nous vous en signalons tout de même quelques-unes, jolies, dans des styles différents : l'étole de Balmain, en laine des Pyrénées, rouge, bleue ou verte, chaude et belle de ton (7.000 francs), l'étole de Jean Dessès, en organza blanc tissée de bandes de satin, sur lesquelles sont peints des bouquets multicolores (5.000 francs), l'immense carré de Dior, en organza imprimé cachemire (8.500 francs).

Madame Express a préféré, pour son usage personnel, un objet plus facile à porter : c'est un manteau en piqué grosses côtes, tout droit, à manches montées, de bonne coupe. Il existe en toutes couleurs. A 6.900 francs, il n'est vraiment pas cher (Galeries Lafayette).

- Tout maquillage clair est élargissant, tout maquillage foncé, amincissant.

A l'harmonie des formes doit s'ajouter celle des couleurs du maquillage qui doivent toujours s'accorder avec les couleurs naturelles. Un tube de rechange de rouge à lèvres n'est vraiment pas une grosse dépense. Achetez-en deux, trois, quatre. Un vrai rose, un mandarine, un rouge franc et un rouge foncé. Essayez, bien éclairée. Et une fois que vous aurez trouvé, tenez-vous-y, mode ou pas mode.

RECETTE

Les cœurs d'artichauts

(Pour 4 personnes.)

- 8 artichauts.
- 1/2 boite de petits pois extra-fins.
- 2 boites de sauce Madère.

Faire réchauffer les cœurs d'artichauts au bain-marie.

Faire également réchauffer les petits pois.

Disposer les cœurs d'artichauts sur un plat rond. Les remplir de petits pois et arroser le tout de sauce Madère délayée à l'eau bouillante et enrichie d'une noix de beurre.

Rectifier l'assaisonnement s'il y a lieu et servir. Ce plat peut être servi aussi bien en entrée qu'en légume.

« L'EXPRESS »
91, Champs-Elysées, Paris (8)
Téléphone : ELYsées 88-61

DIRECTION :
Françoise GIROUD
J.-J. SERVAN-SCHREIBER

REDACT. EN CHEF ET AFF. POLITIQUES : Pierre VIANSSON-PONTE
Jean DANIEL
ACTUALITES : Sylvain ZEGEL
PARIS EN PARLE : Jean-Pierre VIVET
LETTRES : François ERVAL
PAGES AU FEMININ : Christiane COBLENCE
SEC. DE REDACTION : Robert NAMIA

REDACTION :
Michel BOSQUET, K.-S. KAROL, J.-F. CHABRUN, Dienane CHAPPAT, Madeleine CHAPSAL, André DIEBOLD, André GOBERT, Léone GEORGES-PICOT, Claude KRIEF, Serge LAFAURIE, Thomas LENOIR, Maurice LEROUX, Michèle MANCEAUX, Liliane MARQUAND, Evelyne REYRE, Anne-Marie de VILAINE.

COLLABORATEURS :
Robert BARRAT, Jean BLOCH-MICHEL, J.-L. BORY, Michel DESBRUERE, Jean DUVIGNAUD, Antoine GOLEA, Alfred GROSSER, Dorel HANDMAN, René HERICOTTE, Robert KANTERS, René LEIBOWITZ, Georges LESER, Clara MALRAUX, Raymond THEVENIN, Gabriel VENAISSIN.

DIRECTEUR DE LA REDACTION :
Philippe GRUMBACH

Suite de la p. 2

Ali Chekkal était un ami sûr

Je connaissais assez intimement Ali Chekkal depuis 1941. Notre première rencontre, grâce à un ami commun, se situe à une terrasse de café d'Oran. Ali Chekkal portait, selon son habitude, la coiffure musulmane, le fez rouge. Nous avions commandé nos trois consommations. Le garçon n'en avait apporté que deux, négligeant de servir Chekkal. Et ce dernier l'ayant rappelé, le garçon lui déclarait : « L'ordonnance du maréchal Pétain interdit de servir les Arabes à la terrasse. » L'indignation d'Ali Chekkal fut vive.

Fils d'une très modeste famille de Mascara, qu'il ne renia jamais, profondément imprégné de culture française, c'était pour notre pays un ami sûr, et qui eût pu être de grande utilité pour la cause française en Algérie, si l'on avait su l'utiliser à temps.

En 1954, alors que notre problème algérien commençait à trouver, à l'O.N.U., des échos pas toujours bienveillants, j'avais mis en relation Chekkal avec le président Pleven, suggérant à ce dernier d'envoyer Chekkal à New York, où il pouvait alors, ouvrant notre dossier, nous être si utile. Mais l'occasion offerte ne fut pas saisie (...).

Depuis lors, Chekkal n'a cessé d'affirmer ses sentiments de solidarité française. Et il l'a fait certes courageusement, connaissant ses risques. Mais l'heure où il eût pu être si utile à la France et à l'Algérie, cette heure, on l'avait laissée passer deux ans plus tôt. Et c'est ici que je ne puis que me ranger à la conclusion de votre collaborateur J.D., qu'il exprime avec tant de clairvoyance, et aussi de profonde tristesse, dans son dernier paragraphe.

Général ARY LE DANTEC,
Saint-Lunaire.

Une motion à Lyon

Les élèves et thésards de l'Ecole Supérieure de Chimie industrielle de Lyon dont les noms suivent, inquiets de la tournure prise par les événements d'Algérie, ont décidé de faire tout ce qui était en leur pouvoir pour s'opposer à la politique actuellement suivie.

Ils pensent que la poursuite de la guerre ne peut que nous éloigner de toute solution acceptable par la France et par le peuple algérien; ils réclament donc l'ouverture de négociations. Ils affirment qu'il n'est plus possible de mettre en doute les tortures et la répression collective, et donc que tout Français qui se tait se rend solidaire de ceux qui pratiquent ou tolèrent de tels actes.

Suivent quatre-vingt-douze signatures, soit : 78 élèves; 14 thésards.

[*Cette motion a été proposée aux* 190 *élèves de l'école et communiquée d'autre part au président de la République.*]

Une page syndicale

Etant lecteur assidu de *L'Express*, j'estime qu'il est de votre devoir de faire figurer dans votre journal une page de vie syndicale, j'ai fait des sondages dans le milieu syndicaliste auquel je suis adhérent « C.F.T.C. Renault », et toutes nos idées se rejoignent avec les vôtres. Ce serait un bien d'avoir, en plus du nôtre, votre point de vue sur la question syndicale.

Lorsque j'ai fini de lire *L'Express*, je le laisse trainer dans l'atelier et j'ai remarqué avec satisfaction qu'il était lu par beaucoup de gars.

BERNARD GILAMOT,
Paris.

Les trois flèches

Pour illustrer l'article d'André Philip paru dans son avant-dernier numéro, *L'Express* publiait une photographie de la tribune d'un congrès socialiste, avec la légende suivante : « La tribune du Congrès de la S.F.I.O. est toujours ornée des trois flèches symboliques. L'origine officielle de cet insigne : c'est ainsi que les socialistes allemands barraient les croix gammées. »

Cette explication, pour exacte qu'elle soit, est incomplète. Voici donc l'histoire des fameuses « trois flèches ».

Leur inventeur est un physiologiste allemand, d'origine russe, le Dr Serge Tchakhotine. Elève et assistant de Pavlov, ami de H. G. Wells, le Dr Tchakhotine, qui a aujourd'hui soixante-quatorze ans, avait été conduit, par l'étude des réflexes conditionnés, à entreprendre des recherches portant sur les lois de la psychologie des masses. L'Allemagne, où il résidait, voyait vers 1930 se développer la propagande nazie, qui recourait largement aux techniques obsessionnelles, en particulier par la répétition de son insigne : la croix gammée.

Mais les antinazis rayaient les croix gammées sur les affiches et les murs d'un large trait.

Le Dr Tchakhotine suggéra au parti social-démocrate, dont il était membre, d'adopter ce trait, décomposé en trois raies parallèles, en lui donnant, par la transformation des traits en flèches, un aspect offensif. Il s'agissait de suggérer la destruction d'un symbole (la croix gammée) par la superposition d'un autre symbole à caractère offensif (les trois flèches). Cette technique, massivement appliquée dans certaines régions d'Allemagne, fut jugée satisfaisante quant aux résultats.

Réfugié en France après l'arrivée de Hitler au pouvoir et attaché au Collège de France, le Dr Tchakhotine devait résumer le résultat de ses recherches sur les symboles (la croix, le croissant, etc.) dans un ouvrage publié en 1939, *Le viol des foules*, qui fut réédité, rétabli dans son texte intégral et mis à jour en 1952 par la N.R.F.

En même temps, le Dr Tchakhotine obtenait de la S.F.I.O. que des expériences soient faites à la faveur de réunions et de manifestations du parti sur l'utilisation des trois flèches en tant que symbole. Des tracts portant ce signe étaient lancés dans la foule à diverses réunions organisées par le leader socialiste Marceau Pivert. La première utilisation sur grande échelle de ce symbole était tentée dans les vastes rassemblements populaires qui suivirent l'attentat contre Léon Blum en février 1936. De plus en plus souvent et largement reproduites, les trois flèches étaient finalement adoptées par les Jeunesses Socialistes, puis par la S.F.I.O. comme symbole officiel.

V. P.
Paris.

A qui la faute ?

Le tout petit article relatif au premier livre de Jean Savant sur Napoléon est parfait. Mes félicitations, s'il vous plait, à l'auteur (...).

Je déplore, comme M. André Philip, que les moyens d'information dont nous disposons actuellement soient soumis à l'action gouvernementale. Mais, à qui la faute ? M. André Philip ne se souvient donc pas des erreurs grossières commises par la Résistance, à la Libération, sur ce point-là ?

K. DURIGNIEUX.
Grasse.

Un étudiant

Etudiant langues ferait chez lui traductions angl.-fçais, italien-fçais, fçais-ang., fçais-ital., dactylo. soignée, travail rapide. Ferrandini, 27, av. Mozart (16e).

LES PETITES ANNONCES DE L'EXPRESS
700 francs la ligne,
(+ taxes 8,52 %)
minimum 5 lignes (encadrées)
sont reçues 37, Champs-Elysées.

OFFRES D'EMPLOIS (cadres)

INDUSTRIE
A
FEU CONTINU
PLUSIEURS USINES
REGION PARIS (80 km.)
recherche
INGENIEURS
E. C. P. ou MINES
ou Formation similaire
DEBUTANTS OU NON - 23-32 ANS
Orientations diverses possibles
Avenir et épanouissement individuel indiscutables
Qualités communes demandées :
Contact humain, intéressés par l'exploitation
AVANTAGES EN NATURE ET LOGEMENT
Envoyer C.V. et photo n° 5.317 - PUBLIPRESS
31, bd Bonne-Nouvelle - PARIS (2e) qui transm.

MARIAGES

L'ŒUVRE FAMILIALE
MARIAGES 1er ordre. Sélection. Hte réputation (23e année) de RUSSEL, 53, rue Legendre, Paris

ISRAELITES TOUS AGES TOUTES CONDITIONS
Ecrivez avec timbre pour réponse :
GOLD, Boîte postale n° 14. - Paris (10e)

PROPRIÉTÉS

URGENT - Recherchons
Propriétés rapport ou agrément
LAGRANGE 34, rue Pasquier - PARIS

CAPITAUX

GROS BENEFICES
Confirmés par résultats !...
Sans changer de situation. Nombreuses références. Nécessaire disposer 10 millions. Ecrire Journal n° 664 en précisant disponibilités. Discrétion assurée.

100 MILLIONS A DISPOSER
COURT OU LONG TERME
Sommes intéressés à revaloriser affaires détail bien situées
TEXTILE OU CHAUSSURE SEULEMENT
ECRIRE ou TELEPHONER A LEMARCHAND, 48, rue Cambon
OPEra 79-01 et 68-54

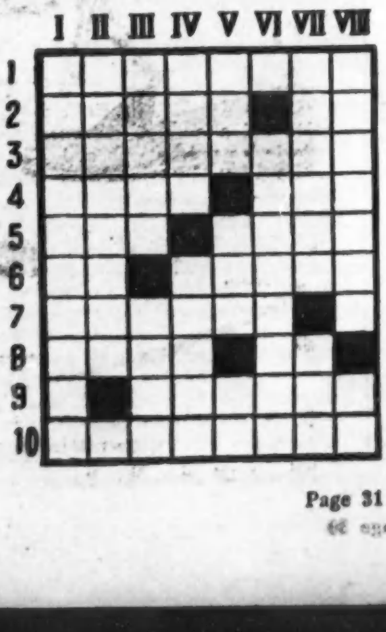
MOTS CROISES N° 86

HORIZONTALEMENT. — 1. Même s'il est général, il est sous l'autorité du capitaine. — 2. Alarme. Tirage. — 3. De quoi peser lourdement sur une massette. — 4. Petite partie du talent. Produit un effet. — 5. Meurt dans l'harmonie. Supprimer des accidents. — 6. Le premier annonce le second. Il fallut, pour le tuer, l'arracher à sa mère. — 7. Fait souvent un bon service. — 8. Permet de distinguer un saint Philippe. Permet à Nasser d'y voir clair. — 9. Une beauté le fit changer de règne. — 10. Ce que font les chauffeurs obligeants.

VERTICALEMENT. — I. Quand elle est assurée, l'accueil l'est aussi. — II. Eté proche. — III. Baigne le premier port de France. Utilise à la fois le rail et la route. — IV. Apprécié et déprécié par le touriste. Ingrat. — V. Rend l'Ecossais gris ou noir. Le sang y est, pour certains, d'un grand attrait. Rarement muet. — VI. Peut passer inaperçue, si elle est sourde. — VII. Cultivée en France et en Grèce, mais sous une forme différente. Rivière de France, source d'Algérie. — VIII. Dégagée. Communes à Staline et à Trotsky.

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII
1	B	E	R	E	N	I	C	E
2	A	L	I	T	E	■	A	S
3	R	E	T	I	C	E	N	T
4	B	U	■	E	T	U	D	E
5	A	S	T	R	A	L	E	■
6	R	I	A	■	R	E	L	U
7	I	S	M	E	■	R	A	S
8	S	■	I	D	A	■	B	S
9	M	I	S	E	R	E	R	E
10	E	V	E	N	T	U	E	L

SOLUTION DU N° 85



LE BLOC-NOTES DE FRANÇOIS MAURIAC

Ici, chaque semaine, François Mauriac commente librement l'actualité politique et littéraire.

3 JUIN

Le réflexe de propagande joue, dès que l'ennemi se charge d'un crime qui fait spectacle. Le propre du réflexe est de précéder toute réflexion. N'empêche qu'il n'est pas nécessaire d'être sorcier pour prévoir que cette ignoble tuerie de Mélouza, l'opinion internationale l'enregistrera moins comme une preuve de notre bon droit que comme un signe de notre impuissance. Efforçons-nous donc d'y appliquer une pensée désintéressée.

Et d'abord, rappelons-le aux rebelles : il s'est trouvé des Français, et parmi les meilleurs, pour dénoncer les actes indéfendables auxquels la mécanique fatale d'une guerre de partisans a entraîné certains des nôtres. Ces Français ont consenti à subir les pires insultes. Quelques-uns même ont été inculpés. Ils ont cru qu'ils servaient la patrie en donnant une voix à sa conscience.

Aujourd'hui, ces Français sont en droit de le constater : rien de tel ne se manifeste du côté des rebelles ; il ne s'en est trouvé aucun pour se frapper la poitrine devant l'abomination de Mélouza, dont ils ont osé nous charger, au mépris de toutes les évidences.

Là-dessus, à droite, on triomphe : « Reconnaissez donc que vous avez été des dupes ! » Et je réponds : Reconnaissez vous-mêmes, vous que révolte le cynisme des fellagha, par où s'affirme notre prééminence : dans notre fidélité à une vocation chrétienne et humaniste contre laquelle aucune politique ne prévaut. Cette fidélité se confond d'ailleurs avec la seule politique raisonnable, la seule qui ne nous aliène pas le reste du monde.

Vous ne sauriez à la fois vous indigner contre les rebelles parce qu'ils nous chargent du crime qu'ils ont eux-mêmes commis, et accuser de trahison les Français qui ont dénoncé nos propres égarements.

Et puis tournons-nous de nouveau vers les rebelles : que vous n'ayez pas le droit de parler au nom de l'Algérie tout entière, pas même au nom de celle qui exige d'être indépendante, Mélouza suffirait à l'attester. Si vous aviez tous vos frères avec vous, vous ne chercheriez pas à les dominer par la terreur.

Vous n'êtes pas, et de loin, toute l'Algérie — et vous-mêmes êtes divisés. Une très haute personnalité, je le tiens de source sûre, qui cherchait depuis des mois à s'entremettre, y a renoncé parce qu'elle se heurtait, du côté fellagha, à une poussière d'exigences contradictoires.

Un cessez-le-feu ne saurait être négocié qu'avec les combattants, cela va de soi, et là-dessus, l'horreur de Mélouza ne saurait nous faire renoncer à ce que nous avons toujours cru et soutenu. Mais aucune condition de ce cessez-le-feu ne devrait engager, sur l'essentiel, le statut futur de l'Algérie qui concerne le peuple algérien tout entier.

Mélouza devrait au moins apprendre à nos alliés ce que signifie : indépendance algérienne, dès que, par l'imagination, nous nous représentons ce qui adviendrait de ces huit millions de musulmans, habitants d'une terre qui peut nourrir deux ou trois millions d'individus — de ce peuple déchiré entre tant de factions, et à qui le malheur rend si facile et si simple l'acte de tuer, l'acte de mourir.

L'absurdité tragique de cette guerre éclate dans l'évidence que ce peuple ne peut demeurer seul, que c'est pour lui et non pour nous qu'il y va de la vie et que, quoi qu'il arrive, nos destins demeureront liés.

4 JUIN

N.R.F. : « Suivez ce poète qui a enterré définitivement dans le ridicule les prétentions et les mensonges du lyrisme. » Selon M. Gabriel Bounoure, Henri Michaux est ce fossoyeur et il salue en son œuvre « la Divine Comédie du monde moderne ». Il n'y a point là de moquerie. La poésie, comme les techniques romanesques, tend aujourd'hui vers cette ascèse de l'antilyrisme, vers cette purification. L'exigence mystique d'une génération cherche ici son apaisement. Mais si, pour le mystique, prier c'est se taire, la fin de la poésie ne saurait être le silence. Rimbaud, dès qu'il s'est tu, est devenu étranger aux lettres. Il n'y est pas resté pour y faire régner la terreur. Je veux bien qu'on dénonce les prétentions et les mensonges d'un certain lyrisme, mais il y en a un auquel vous ne tordrez pas le cou.

5 JUIN

Le jour m'éveille. Un pigeon roucoule sur ma fenêtre. A sept heures, je saurai si le président pressenti est devenu président tout court. En France, on est président pour l'éternité. Je crois même que le seul fait d'avoir été « pressenti » donne un droit imprescriptible à l'appellation. Entre toutes ces grosses mouches pondeuses de désastres, ce M. Pflimlin, dont je ne sais rien, a une figure d'innocent : il n'a pas encore fait de mal. C'est un béjaune au milieu de tous ces dessalés.

Eh bien ! non, la grosse mouche présidentielle n'est pas née encore et nous ne saurons que ce soir si la métamorphose a réussi.

Tout accoutumés que nous sommes à l'indifférence du public, il faut convenir que cette fois le redoublement de la terreur en Alger la rend confondante.

Les présidents ne redoutent rien. Une longue pratique de ce jeu les persuade que cette indifférence de l'opinion résistera à tout et qu'ils ne l'épuiseront pas.

L'horrible, dans ce bourdonnement de mouches sur ce corps, c'est que le corps ne bouge plus.

Le dernier nom prononcé à la revue de la presse de la Radio est celui du général de Gaulle. Il a toujours dit qu'il ne reviendrait qu'après l'effondrement du système et qu'il ne le provoquerait pas. Or le système tient, c'est un fait, et qu'il soit à l'épreuve de la catastrophe, qu'il soit même incomparable pour y résister, nous le savons, depuis le temps que les grosses mouches bourdonnent et déposent leurs œufs sur cette chair qui se décompose !

Non, l'image m'entraine et le miracle est précisément que la nation demeure intacte : le système est à l'épreuve de la catastrophe, mais la nation est à l'épreuve du système.

Le suicide n'est-il le fait que des individus et non des peuples ? La France parait sûre de son immortalité. On dirait qu'elle a pris au mot le cliché de la « France éternelle » et qu'elle n'a pas à avoir peur de mourir.

En attendant, Julien Cain réserve pour la France le manuscrit des « Illuminations ». La France, c'est cet endroit d'une route qui existe et que nous ne connaitrons jamais, cette pente d'un talus d'où le petit Rimbaud voyait « le terreau piétiné par tous les homicides et toutes les batailles », et cet autre endroit, près d'un bois de lauriers, où l'enfant embrassa l'aube d'été et l'entoura avec ses voiles et « sentit un peu son immense corps ».

F. M.

(Copyright « L'Express ».)

René Dumont
Révolution dans les campagnes chinoises
"La première étude scientifique de l'expérience agricole chinoise" [L'EXPRESS].
1 vol. Coll. "ESPRIT" 464 p. 1.200 fr. SEUIL

L'EXPRESS

DIRECTION, REDACTION :
91, Champs-Elysées, Paris-8e
Tél. ELY. 88-61
Administration, publicité, vente :
ABONNEMENTS :
37, Champs-Elysées, Paris-8e
Tél. BAL. 19-68

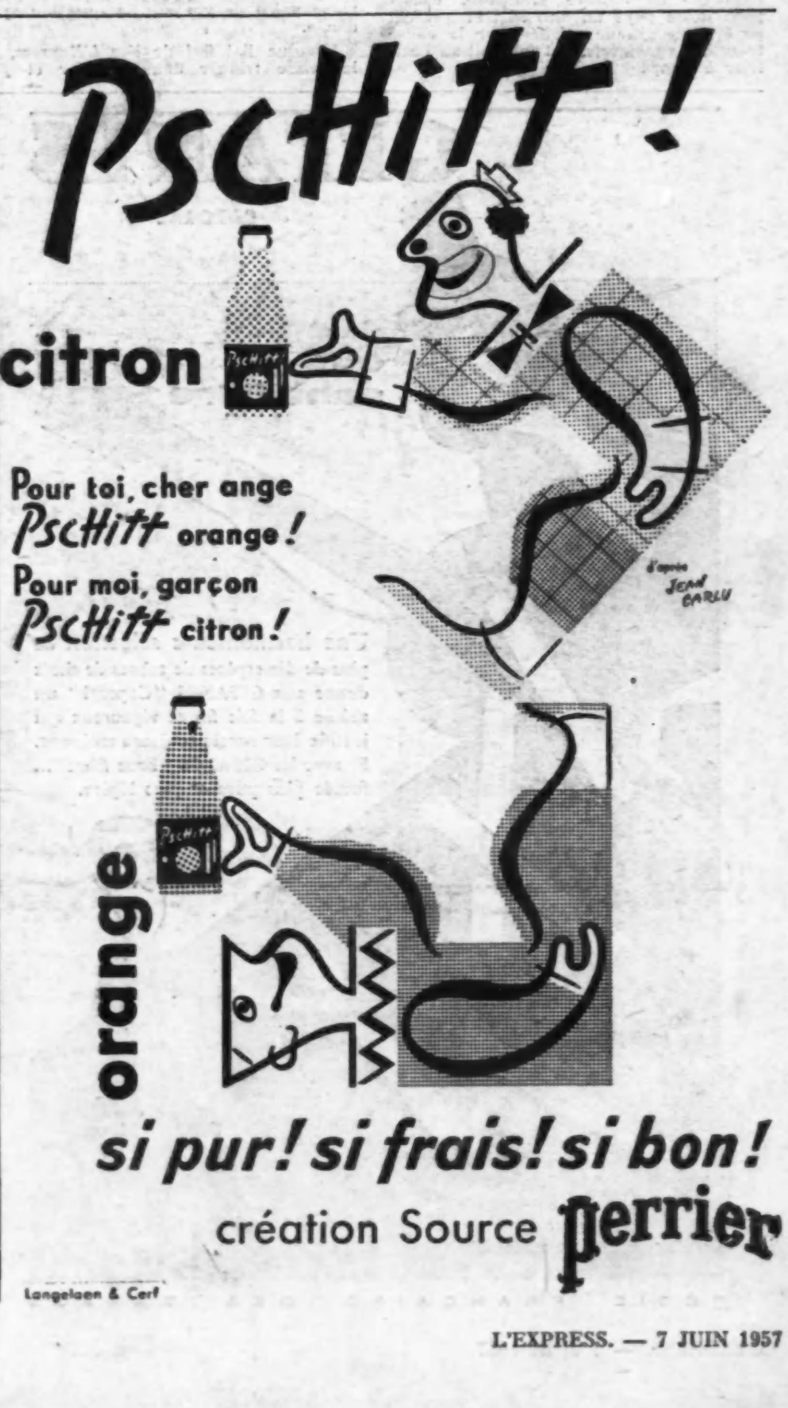
PRIX DE VENTE AU NUMERO :
France et Afrique du Nord : 100 francs.
Suisse : 1 fr. 90.
Belgique : 18 francs.
Italie : 250 lires.

ABONNEMENTS (1 AN)
France, Union française : 3.000 francs
Etranger : 3.500 francs

PAR AVION
3.800 fr. - Algérie, Tunisie, Maroc.
5.100 fr. - A.-E. F., A.-O. F.
5.800 fr. - Egypte, Iran, Irak Israël, Liban, Syrie, Libye.
4.400 fr. - Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, Grande-Bretagne, Grèce, Irlande, Italie, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Suède, Suisse, Turquie, U. R. S. S., Yougoslavie.
7.200 fr. - Guyane française, Guadeloupe, Indochine, Madagascar, Martinique, Océanie, Afrique du Sud.
8.500 fr. - Canada, Etats-Unis
9.500 fr. - Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Chine, Colombie, Cuba, Guatemala, Inde, Indonésie, Japon, Pérou, Porto-Rico, Venezuela.
12.700 fr. - Australie, Nouvelle-Zélande.
6.400 fr. - Congo Belge, Ethiopie.
Etudiants, Rappelés, Maintenus : 3 mois, 750 francs

Règlement par chèque bancaire ou C.C.P. 73 78-19 Paris.

Administrateur J.-F. Coblence



Langelaan & Cerf